

# ÉTATS-UNIS: Où en est le mouvement ouvrier

NOTRE DOSSIER PAGES 11 à 16

## **lutte** **ouvrière**

**BAISSE DE  
LA T.V.A.**  
Propagande  
et réalité ...

P. 5

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 436 - 8 janvier 1977 - prix : 3 F

**Reprise à  
la Caisse  
d'Epargne**

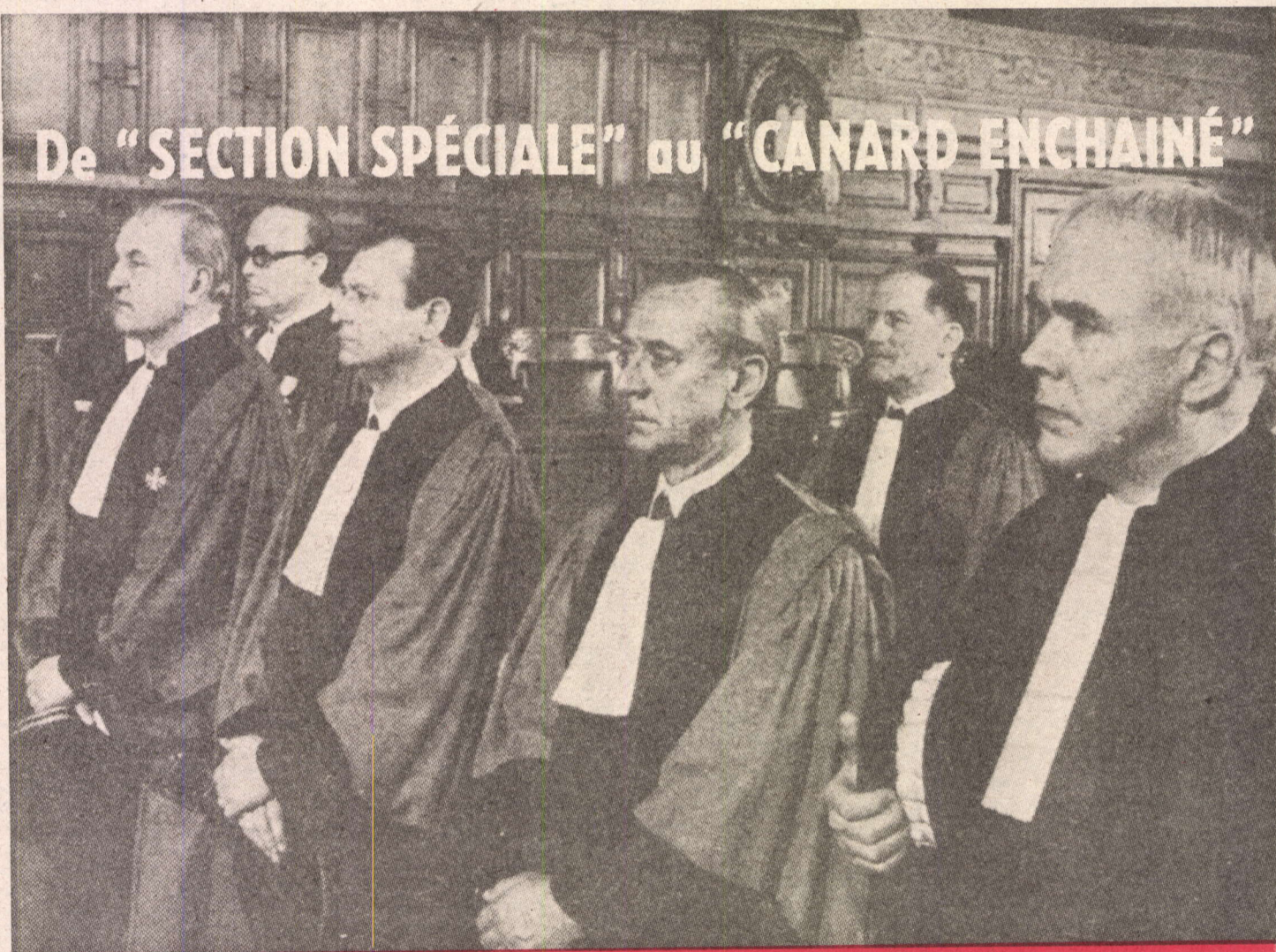
**Chantage  
patronal  
à la crise**

**QUELLE  
RIPOSTE ?**



P. 18

De "SECTION SPÉCIALE" du "CANARD ENCHAÎNÉ"



## **UNE JUSTICE AUX ORDRES**

**MOYEN-ORIENT :**  
vers quel règlement ? p. 9

# Sommaire

Page 9 :  
— Moyen-Orient : vers quel règlement ?  
Page 10 :  
— Maroc : procès contre 178 militants d'extrême-gauche.  
— Argentine : des centaines d'assassinats en un an.  
Page 17 :  
— Janvier 1922 : L'Irlande indépendante... et divisée.  
Page 24 :  
— Portugal : l'équilibre fragile.  
— Espagne : Le PCE plein de bonne volonté.  
— Rhodésie : Ian Smith à la recherche de ses « interlocuteurs valables ».

Page 4 :  
— Giscard contre la politique à l'entreprise.  
Page 5 :  
— La baisse de la TVA : beaucoup de bruit pour pas grand-chose.  
Page 6 :  
— Amaury, l'ami des bêtes.  
Pages 7 et 8 :  
— Rouge face aux progrès techniques... et aux NMPP.  
— Les difficultés de Politique Hebdo.  
— Municipales : les discussions LCR-LO.  
— Lu avec intérêt.  
Page 18 :  
— Face au chantage à la crise du gouvernement et des patrons, la nécessité d'une riposte des travailleurs.  
— Caisse d'Epargne de Paris : la fin de la grève.  
Page 19 :  
— Les conditions de l'exploitation capitaliste : PTT, Blanchisserie du CHR de Bordeaux, Rhône-Poulenc Vitry.  
— Bonne année pour la sidérurgie.  
Page 20 :  
— Artistes-Interprètes : 7<sup>e</sup> semaine de grève.

Pages 11 à 16 :  
**LE MOUVEMENT OUVRIER AUX USA.**  
— Le prolétariat américain et l'avenir de l'humanité.  
— La classe ouvrière américaine : exploitation et combativité.  
— Le parti ouvrier : les espoirs trahis.  
— Staliniens et trotskystes.

Page 21 :  
— Films : Derzou Ouazala, d'Akira Kurosawa ; Marathon man, de John Schlesinger.  
— Musique : Errol Garner.  
Page 22 :  
— Livres : La boutique aux miracles, de Jorge Amado ; La justice dans la balance, de Robert Boyer ; Une robe noire accusée, de Colette Piat.  
Page 23 :  
— Télévision : Section spéciale, aux Dossiers de l'écran.  
— Exposition : La peinture allemande à l'époque romantique.

**LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.**

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :  
Département Offset-Press - L.I.T.O. - 236-45-28  
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1<sup>er</sup>)

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

# courrier des lecteurs

## A propos de notre dossier sur le travail intérimaire

Notre dossier sur « Les travailleurs intérimaires », paru il y a deux mois, nous a valu un courrier que nous n'avons, faute de place, pu publier plus tôt. Mais les problèmes des travailleurs intérimaires évoqués par ces

lettres étant évidemment toujours actuels, nous les publions aujourd'hui, malgré le retard, dont nous nous excusons auprès de nos correspondants.

### Le point de vue d'un intérimaire à Renault- Billancourt...

Chers camarades,

Je viens tout d'abord vous féliciter et vous remercier pour votre dossier sur les travailleurs intérimaires car, étant moi-même intérimaire, on est plongé complètement dans un isolement à l'usine, isolement que les syndicats ne font rien pour rompre. Nous n'avons qu'à bosser et bosser encore et se taire si l'on veut être embauché.

Alors, entendre d'autres voix de camarades eux aussi dans cet esclavage et découvrir les ficelles de ces négriers, ça reconforte et ça renforce. (...)

Cela va faire neuf mois, c'est-à-dire depuis la fin mars, que je suis rentré comme OS2 intérimaire à Renault-Billancourt et, ayant rempli ma demande d'embauche en mai, je ne suis toujours pas embauché maintenant, en novembre. On m'avait fait miroiter une embauche rapide (dans trois mois). Vous voyez ! Entrecoupées de périodes sans emploi, j'y ai fait plusieurs missions, à chaque fois dans un département différent. Je suis même parti à Flins pendant deux mois, ne trouvant rien à Billancourt, et maintenant me voilà sur le pavé après une mission d'un mois à Renault-Billancourt : me voici donc un vrai chômeur à temps partiel.

Pour la question salaire, jusqu'au mois d'octobre, j'ai été payé 8,50 F de l'heure, plus une prime de transport de 92 centimes à Billancourt et de 12 F à Flins, plus une prime de panier de 7,50 F s'il y a travail en équipe, autrement rien du tout ; sans oublier que 4 % de ce salaire est retenu et versé en fin de mission si tout s'est bien passé, c'est-à-dire si l'on n'est pas parti de son plein gré, entre autres choses. Cela fait un salaire de misère de 387 F pour une semaine de 42 heures.

Ce n'est pas tout, je vais vous parler du procédé dont vous jugerez le caractère. Dans cette agence d'intérim, quand on se fait embaucher pour une mission, on ne nous présente pas de contrat mais simplement quelques renseignements oraux sur les salaires, primes et nature du travail. Ainsi pour ma dernière mission, en m'embauchant, l'employé me répondit que le taux horaire était maintenant à 9,60 F. Me voici donc embauché et directement à l'atelier. Deux semaines après donc, le vendredi, je viens toucher ma paye et c'est enfin que l'employé me fait signer le contrat d'embauche. Mais là, sur le papier, ce n'était plus 9,60 F mais tout simplement 9 F et je n'étais pas le seul : c'est sans commentaires, tous les moyens leur sont bons.

9 F pour se retrouver à la chaîne, seul à un poste où il en faut deux et où je devais passer mes temps de pause à essayer de rattraper mon retard si j'en avais ou à me faire de l'avance pour pouvoir souffler un peu après.

D.

### ...et celui d'un syndicat patronal, le SPEMETT

Madame, Monsieur,  
(...) Notre syndicat existe pourtant depuis huit mois. Nous l'avons

créé pour la sauvegarde de tous ceux que vous n'avez pas cités et qui sont menacés par la situation de monopole que vous évoquez dans la rubrique « les grands de l'intérim » et la « moralisation » de la profession.

Nous pensons effectivement que les intérêts des trois entreprises citées par vous ne coïncident pas avec ceux des quelque 1.100 autres existantes et que la cohabitation au sein d'un même syndicat peut devenir inconfortable pour celles de taille modeste...

Dans votre dossier, les chiffres cités, photo de la feuille de salaire, les conditions de travail, le personnel sans qualification, sont autant d'éléments qui ne se réfèrent qu'aux trois entreprises qui semblent être l'objet de votre enquête.

En cela, nous la considérons incomplète.

La plupart des petites et moyennes entreprises, ne serait-ce que par réalité commerciale, ne peuvent entrer en concurrence sur le terrain propre aux plus importantes. Elles recherchent, pour s'attacher la fidélité de leur clientèle, la qualité du personnel détaché par leurs soins. Elles essaient parallèlement de mériter aussi la fidélité de ce personnel qui est le meilleur soutien publicitaire.

Ce personnel est qualifié et bien payé, ainsi que vous le soulignez...

Aussi, contestons-nous ce terme de « négrier » qui évoque les marchands d'esclaves et qui ne peut s'appliquer, en aucune façon, aux petites et moyennes entreprises, lesquelles sont obligées d'avoir de la considération pour leur personnel.

Quelle que puisse être la motivation de cette considération, le fait est là. La définition marxiste de l'exploitation de l'homme par l'homme peut, bien sûr, s'appliquer à notre profession, mais au même titre que toute entreprise qui emploie du personnel et quelle qu'en soit la dimension, y compris l'artisanat.

Or, dans notre société d'économie capitaliste, que l'employeur soit un particulier, une société ou l'Etat, le travailleur est exploité, sans que l'on puisse inscrire cette exploitation dans des « fourchettes » qu'on jugerait tolérables ou non...

Nous contestons, bien sûr, votre interprétation de bilan théorique développée dans la rubrique « faisons les comptes » et sommes disposés à reprendre chacun des chiffres incriminés, au cours d'une entrevue de complément d'information si vous le désirez. Votre dé-

monstration relève de la théorie et ne correspond pas tout à fait à la réalité comptable.

En effet, nous pouvons affirmer qu'aujourd'hui les PME, en général, et les PME du travail temporaire, en particulier, s'inquiètent moins de réaliser des bénéfices que de trouver, dans leur activité, leurs moyens d'existence...

Le président,  
F. PAGES.

Dont acte à M. Pagès : nous avons omis, dans notre énumération des syndicats patronaux du travail intérimaire, son organisation syndicale, le SPEMETT (Syndicat des petites et moyennes entreprises de travail temporaire). Quant au fait que les pratiques de « négriers » seraient limitées aux trois « grands » de l'intérim et ne seraient nullement le fait des entreprises de travail temporaire plus petites, dont M. Pagès se fait le porte-parole, nous lui laissons bien entendu la responsabilité de ses affirmations, qui sont évidemment fausses. Les témoignages que nous avons publiés n'émanaient pas tous de travailleurs employés par les « grands » de l'intérim. Nous sommes pleinement d'accord pour ouvrir, sur ce point, nos colonnes à nos lecteurs travailleurs intérimaires, dont, pourquoi pas, à ceux dont le patron serait M. Pagès, qui est, outre président du SPEMETT, P-DG de la société IFOPS (Institut français d'organisation et de prestation de services) !

Car les belles déclarations ne suffisent pas. La vraie question serait de savoir si M. Pagès est d'accord pour que les entreprises de travail temporaire appliquent :

— La garantie du salaire aux travailleurs intérimaires, qu'ils soient ou non envoyés en mission.

— Les mêmes droits, les mêmes garanties contre le licenciement et au moins le même salaire pour les travailleurs intérimaires que pour les travailleurs de l'entreprise où ils sont envoyés.

Ces simples mesures n'évitent-elles pas que des entreprises de travail temporaire se comportent comme le relate notre premier correspondant ? Puisque M. Pagès semble penser que, pour que les entreprises de travail temporaire aient « de la considération » pour leurs employés, il faut qu'elles soient « obligées », nous pensons, nous, qu'il faut en effet les « obliger » un peu plus !

## Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes :

**LUTTE OUVRIERE (1)**

pour une période de un an : prix, 90 F.  
pour une période de six mois : prix, 50 F.

**LUTTE DE CLASSE** pour une période de un an : prix, 50 F.  
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

**CEUX DU TECHNIQUE** pour une période de un an : prix, 10 F.  
(mensuel destiné aux élèves du Technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière)

Ci-joint la somme totale de : francs .....

**NOM** .....

**Prénom** .....

**Adresse** .....

**Code postal** .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel RODINSON, CCP PARIS 6851-10.A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. (1) Rayer les mentions inutiles.

# DE « SECTION SPÉCIALE » AU « CANARD ENCHAINÉ » : UNE JUSTICE AUX ORDRES

La projection aux Dossiers de l'écran du film de Costa Gavras *Section spéciale* a profondément remué l'opinion publique. Voir exposer ainsi non seulement comment un gouvernement manipule la justice, mais comment il trouve des magistrats serviles à souhait pour faire condamner à mort qui il veut, quand il veut, a ému tous ceux qui, malgré tout, croient encore à l'image d'une justice impartiale, objective et indépendante. Mais devant l'indignation qu'a provoquée, à juste titre, la bassesse de la justice en 1941, de la gauche à la droite on essaie de dire que c'est la période exceptionnelle de la guerre et de l'occupation qui expliquerait les aberrations des hommes, des lois et des institutions.

Période si lointaine et qui nous concerne si peu que c'est au nom d'un décret pris le premier septembre 1939 que Poniatowski vient tout simplement d'interdire, aujourd'hui même, une organisation communiste africaine en France ! Période si exceptionnelle que ses magistrats étaient les mêmes, rigoureusement, que ceux qui avaient servi sous le Front Populaire et, à quelques exceptions trop voyantes près, qui servirent ensuite à la « Libération » et sous la Quatrième République !

Et puis, depuis la fin de la guerre, n'a-t-on pas vu, chaque fois qu'ils en ont eu besoin, les gouvernements trouver les magistrats, les lois et les juridictions, spéciales ou non, qui convenaient à leurs desseins ?

Oublie-t-on que De Gaulle, par exemple, trouva sans problème des magistrats pour former les juridictions spéciales dont il avait besoin pour condamner ses adversaires d'extrême-droite, ses alliés de la veille, et même faire exécuter quelques sous-fifres ? Oublie-t-on que, pour envoyer à la guillotine un certain nombre de militants algériens coupables simplement de lutter pour l'indépendance de leur pays, les gouvernements français, ceux de la Quatrième République comme ceux de la Cinquième, n'eurent même pas besoin de créer des juridictions spéciales ? Les juridictions ordinaires ont largement suffi.

Et ces jours derniers même, un fait vient de rappeler ce qu'est la prétendue indépendance de la justice.

Les noms des policiers qui avaient posé des micros dans les locaux du Canard Enchaîné étaient connus. Ils avaient été surpris en flagrant délit. Ils ne niaient même pas, au fond se contentant de s'abriter derrière le prétexte de la Défense nationale et de refuser de comparaître devant le juge d'instruction. Eh bien, celui-ci a trouvé le moyen, après trois ans d'enquête, s'il vous plaît, de rendre

une décision de non-lieu.

C'est au mépris flagrant de toute vérité... et de toute justice. Qu'importe ! Le gouvernement et Poniatowski ne pouvaient pas accepter que l'on mette en cause des hommes de la DST. Le juge d'instruction s'est incliné. Preuve qu'il existe bien toujours parmi les magistrats de ce pays — pour qui pourrait en douter — des gens du bois dont on fait les hommes qui envoyaient en 1941 les communistes et les Juifs à l'échafaud.

Des jeunes magistrats prétendent aujourd'hui exercer leur charge sans tenir compte des puissants ou des pouvoirs établis. Plusieurs affaires récentes — celles des Juges De Charette ou Pascal à Béthune, ou Ceccaldi à Marseille — ont prouvé que, lorsqu'ils tentaient d'agir réellement selon leurs principes ou leur conscience, le pouvoir avait tôt fait de les écarter, de les déposséder d'une affaire, ou de les sanctionner.

D'autres juges proclament hautement qu'ils n'ont jamais reçu d'ordre du pouvoir politique. Voire. Mais si c'est vrai, c'est sans doute tout simplement parce qu'ils sont si bien formés au moule, si intégrés dans leur rôle, qu'il n'y a même pas besoin de le leur demander pour qu'ils agissent comme le pouvoir l'entend.

Et il n'y a qu'à voir le fonctionnement des juridictions les plus ordinaires, celles qui s'occupent des petites affaires courantes, petits délits commis par des petites gens, pour voir comment la justice au service exclusif de la propriété et de l'ordre bourgeois est dure et impitoyable aux pauvres et aux humbles, et toute attention pour les riches et les puissants. La servilité pour le pouvoir en place dans les affaires politiques n'est que la suite de toute cette attitude.

La machine judiciaire est un des rouages de l'Etat bourgeois. Exactement comme la police, qu'elle complète et épaula. Ni plus ni moins. Elle est formée d'hommes aussi réactionnaires, quelquefois même plus, si c'est possible. Comme elle d'ailleurs, elle est hors de tout contrôle de la part des citoyens, au nom de qui pourtant elle prétend parler et décider, mais aux ordres des gouvernements bourgeois réactionnaires.

Comme elle, elle sert aujourd'hui à écraser les pauvres et les humbles. Comme elle, elle servira demain à réprimer féroce, si ses maîtres le lui demandent, ceux qui voudraient changer l'ordre et la société.

Comme elle et avec elle, elle devra être mise hors de nuire et être détruite, pour pouvoir changer la société et faire qu'enfin y règne... une justice.

Arlette LAGUILLER

## Première audience 1977 aux « flagrants délits » : une « Section spéciale » ordinaire

Lundi 3 janvier la 23<sup>e</sup> chambre correctionnelle, dite des « flagrants délits », jugeait un certain nombre d'affaires survenues durant le week-end de la Saint-Sylvestre. Le Nouvel An n'a pas rendu le tribunal plus clément.

Le tribunal a conservé en effet, durant toute l'audience, une splendide arrogance. Le procureur, quant à lui (le représentant du ministre de la Justice), avec son sourire narquois, son allure débonnaire, ses propos moralisateurs sur la nécessaire « défense des honnêtes gens », a exigé des peines très sévères surtout vis-à-vis des immigrés. En voici un aperçu.

Le 2 janvier un homme ivre se fait chasser d'un bar. Pour se venger, il brise la vitrine du café : un mois ferme.

Un immigré enfreint une « interdiction de séjour » pour retrouver sa tante durant les fêtes : 6 mois de prison ferme.

Le soir du Nouvel An, trois ouvriers tunisiens embrassent les passants sur les Champs-Élysées. Ils se dirigent sur une rue adjacente. Dans la cohue un étudiant est agressé et se fait voler sa montre et sa petite monnaie. Il affirme

à la police que ce sont les trois Tunisiens. Il est le seul témoin, mais peu importe pour le tribunal : 18 mois ferme pour un, 15 mois pour les deux autres, alors que tous trois clameront leur innocence.

Le 2 janvier deux Algériens sont interceptés par la police. Ils viennent de dérober une chemise et une paire de chaussettes dans un magasin : 18 mois ferme pour l'un, 15 mois dont 5 avec sursis pour l'autre.

Durant cette après-midi banale des « flagrants délits », 83 mois de prison ferme ont été prononcés pour des délits ou de prétendus délits vraiment mineurs. Comme d'habitude, les accusés verront leur procès bâclé. Comme d'habitude, les avocats, souvent commis d'office, étudieront leur dossier sur le tas ou durant les interruptions de séance. Comme d'habitude, les témoins ne pourront matériellement être contactés.

Récemment un certain nombre d'avocats ont voulu faire une dénonciation publique de cette parodie de justice. Ils ont envahi le tribunal en nombre, se portant volontaires pour défendre les

différents accusés qui se sont succédé. Il se trouve que, ce jour-là, les acquittements et les peines les plus légères se sont multipliés...

Ces messieurs de la justice n'aiment décidément pas que la publicité soit donnée à leurs verdicts !

Stéphane HENIN

## Prison d'Arenc : l'affaire n'est pas close

Arenc, c'est ce centre clandestin sur le port de Marseille où des émigrés sont détenus et parqués souvent avant d'être expulsés. Son existence fut révélée en avril 1975 et une première enquête avait conclu en juin 1976 à la responsabilité des hauts fonctionnaires de la police marseillaise, en la personne du préfet Busières et de son chef de cabinet, M. Maurel.

Puisque des fonctionnaires de police étaient impliqués, il fallait désormais que l'affaire soit transmise au Parquet, puis à la Cour de cassation. C'est alors que les barrages se multiplièrent : un procureur bloqua le dossier, requérant un non-lieu ; puis ce fut le tour du Parquet, qui ordonna de classer l'affaire.

Mais, manque de chance, pour tous ceux qui, Ponia en tête, voulaient en finir vite, le juge Loques — le même juge chargé de l'instruction du scandale des pétroliers à Marseille — refusa de céder aux pressions. Il se déclara incompétent, pour permettre à l'affaire de suivre son cours. Et la chambre d'accusation d'Aix vient de lui donner raison.

On verra peut-être un jour le préfet de Marseille et son chef de cabinet — mutés depuis lors — inculpés : si cette affaire n'est pas étouffée... si elle n'a pas disparu dans le dédale des procédures judiciaires et des « mauvaises volontés » qui protègent la police et lui garantissent, dans la plupart des cas, l'impunité pour ses exactions !

## AFFAIRE DE BROGLIE :

### Policiers véreux, financiers marrons, et vrais politiciens

Le 29 décembre dernier, le ministre de l'Intérieur lui-même, Michel Poniatowski, se faisait fort d'expliquer, au cours d'une conférence de presse, que l'affaire de Broglie était entièrement élucidée.

Aujourd'hui, curieusement, Poniatowski n'apparaît plus sur les écrans de télévision pour nous expliquer les suites de l'affaire. Des explications seraient pourtant bien nécessaires, vu le degré de complexité que celle-ci a atteint ! Et une des questions qui se posent est de savoir pourquoi le ministre de l'Intérieur lui-même s'est empressé

ainsi de tenter d'accréditer une version des faits qui ne résistait pas à l'analyse, en s'attirant même au passage les foudres du ministère de la Justice.

Poniatowski et les milieux de la majorité ont-ils des choses à cacher dans la mort de Jean de Broglie ? Ce qui est en tout cas d'ores et déjà certain, c'est qu'ils avaient des choses à cacher sur sa vie, et sur le mode de vie, en général, d'un député de la majorité, prince de surcroît et descendant d'une « illustre » famille française !

Voilà que ce député entretenait des relations suivies



Le 29 décembre, conférence de presse avec Jean Ducret, directeur de la police judiciaire, Poniatowski et le commissaire Ottavio. Ponia se pavane et se vante d'avoir tout tiré au clair ! (AFP)

avec deux hommes d'affaires véreux, à qui il servait en fait de prête-nom et qui étaient en relations, à leur tour, avec un policier non moins véreux, qui travaillait pour leur compte et pour celui de Jean de Broglie. Lequel policier rendait de menus services qui lui valaient l'indulgence de l'Inspection Générale des Services, cette « police de la police », chargée comme on sait de veiller à la moralité scrupuleuse de la police française ! Le même policier était en relation directe avec le milieu et, pour lui, recruter un tueur à gages semblait être une besogne de routine...

Quant aux « affaires » de Jean de Broglie, on ne peut pas dire que, à mesure qu'on les explore, on nous éclaire beaucoup sur elles. Ainsi, cette SODETEX fondée par lui au Luxembourg était, paraît-il, flairée dès 1970 comme véreuse par les autorités luxembourgeoises.

Elle faisait en effet partie des sociétés qui permirent, grâce à de fausses factures, l'escroquerie de l'affaire MATESA en Espagne, dans laquelle cette société escroqua un milliard de francs à l'Etat espagnol ! Laquelle affaire Matesa aurait servi à financer, entre autres,

l'Opus Dei et la campagne électorale de Nixon... D'ici qu'on fasse porter le chapeau au policier Simoné pour l'affaire du Watergate...

Décidément, ce monde est petit, du moins celui des affairistes véreux, des députés, des flics et des escrocs. Et si les vraies raisons du meurtre de Jean de Broglie n'apparaissent guère, une chose en tout cas est certaine : dans ce monde-là, chacun a l'air de bien se connaître, et d'avoir bien des choses à cacher. Et c'est là, sans doute, la source de la gêne gouvernementale et la hâte suspecte de Poniatowski. Non pas nécessairement que, au plus haut niveau, des responsables politiques soient impliqués dans le meurtre (Quoique, sait-on jamais ? Rappelons-nous l'affaire Ben Barka !) mais un Poniatowski, toujours si prompt à pourfendre la « criminalité », ne peut guère apprécier que la justice, la presse, soient conduites à s'intéresser et à mettre au grand jour les relations qui s'établissent dans les allées du pouvoir, entre affairistes, députés de la majorité, policiers et « barbouzes ».

On reste rêveur en songeant à toutes les autres af-

fares du même genre, celles qui demeureront dans l'ombre.

André FRY

### Au nom du Pèze, du Fric, et du Saint-Grisbi

L'hebdomadaire italien *Europeo* révèle dans son dernier numéro que le quart de Rome serait, par l'intermédiaire de 412 ordres religieux, propriété du Vatican.

Depuis les accords de Latran passés en 1929 entre l'Etat italien et la papauté, d'une part une partie des biens du Vatican bénéficie de l'exterritorialité, d'autre part la majorité des immeubles qui lui appartiennent ou sont la propriété d'associations religieuses profitent de considérables exonérations fiscales. Fort de cela, le Saint-Siège se livrerait à de multiples opérations de spéculation immobilière en vendant des terrains, des immeubles et des palais à des sociétés immobilières contrôlées par lui, pour construire des immeubles de luxe. Ainsi le « Cavalieri Hilton », d'après *Europeo*, aurait été construit sur un terrain vendu par l'Eglise à la Société Générale Immobilière, société contrôlée par elle et qui détient les trois-quarts des actions de l'hôtel. De même un couvent de frères de la Charité aurait été transformé en immeuble de bureaux, par l'intermédiaire d'une société appartenant au Vatican et dont le siège serait à Panama. Et sur toutes ces opérations portant sur des milliards de lires, l'Eglise n'aurait versé à l'Etat italien que quelques milliers de lires de taxes.

Ah ! Qu'il est difficile ici-bas de résister aux tentations du Malin ! Il y a si peu du commerce des âmes à celui des biens... que l'Eglise a toujours confondus.

R.M.

### Dernière minute : huit millions en fumée

8 millions de francs se seraient évadés lors de la construction de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. Dans cette nouvelle escroquerie qui vient d'être révélée, les fonds publics auraient montré une fâcheuse tendance à s'évader vers des bourses privées, lesquelles bourses auraient, paraît-il, à voir avec des personnalités connues...

On le voit, les scandales se suivent à une allure qui n'est pas sans poser des problèmes de place à un journal comme le nôtre ! Sans parler des problèmes de rythme posés par leur émergence bi-quotidienne ! Si la majorité en a encore, beaucoup, comme ça, la pagination des journaux risque décidément de devoir augmenter !

## Giscard contre la politique à l'entreprise

Giscard s'en va-t-en guerre contre le droit des travailleurs à faire de la politique à l'entreprise. Lors du dernier Conseil des ministres, il a dénoncé « une tentative de politisation des entreprises » qui, selon lui, « est contraire à la nature des entreprises, qui doivent rester un lieu de travail et conserver leur caractère de neutralité politique ».

Giscard n'a pas eu beaucoup à chercher pour trouver cette formule : il lui suffisait de lire la circulaire *Notes et Arguments* N° 69 du CNPF, qui s'intitulait *La politique à l'entreprise* : « L'entreprise doit rester un endroit politiquement neutre consacré au travail, et non un forum politique ».

Le régime, il est vrai, n'a pas attendu pour sanctionner les travailleurs qui faisaient de la politique à l'entreprise. Ainsi, un délégué CGT de la SNECMA Corbeil, rendu responsable de la visite d'un élu du Parti Communiste Français dans cette usine :

la direction l'a licencié et Beullac, ministre du Travail, vient d'accepter le licenciement.

En revanche, les patrons, eux, ont évidemment toute liberté pour faire de la politique comme ils l'entendent. De leurs bureaux, ils peuvent abreuver les travailleurs de propagande et s'entretenir avec qui ils veulent. Et il faut être assez culotté pour dénoncer la « politisation » des entreprises comme venant des travailleurs, au moment où l'on apprend que les millions de Dassault ne sont pas perdus pour tous les partis ; au moment où l'enquête sur la mort de de Broglie laisse voir qu'entre ses trafics politiques et ses trafics « d'affaires » la différence n'est pas facile à établir ! Et cette politique-là est financée par les profits tirés du travail des ouvriers.

Et à ceux-ci, il ne resterait qu'à se taire, à déposer leurs idées et leurs droits en passant au vestiaire ? Les travailleurs passent l'essentiel de leur vie à l'usine, au chantier, dans les bureaux, et ils

ne devraient pas y faire de politique ? Mais quand et où, alors ?

La classe ouvrière n'a la possibilité de se réunir, de

discuter et donc de se forger une opinion politique que sur les lieux où elle est concentrée. Le droit de faire de la politique dans l'entreprise,

essentiel pour les travailleurs, est à conquérir. Cela devra se faire contre Giscard ? Qui s'en étonnera...

Jean MASSARDIER

## Interdiction de l'Organisation Communiste d'Afrique

En interdisant l'Organisation des Communistes d'Afrique (OCA — qui publie le journal *Révolution-Afrique*), Poniatowski vient d'ajouter une mesure scélérate à la liste déjà longue de celles dont il s'est fait une sorte de spécialité envers les militants étrangers en France : assignations à résidence des Basques espagnols, arrestations d'étudiants iraniens, expulsions d'étrangers — 4386 pour 1976, soit 18 % de plus qu'en 1975 — interdiction de meetings politiques d'étudiants gabonais ou camerounais.

En l'occurrence, il s'agit sans doute pour le gouvernement de rendre un menu service à des chefs d'Etat africains. Mais il est frappant de constater que c'est au nom des décrets-lois d'avril et septembre 1959 contre « les associations étrangères » que Poniatowski vient d'interdire l'OCA.

Il est vrai qu'il n'a pas à craindre qu'une large publicité soit donnée à sa mesure. Néanmoins, c'est sans le moindre embarras qu'il puisse dans cette législation qui servit à l'époque contre le

PCF, au moment même où la projection du film *Section spéciale* aux Dossiers de l'écran, dénonçant la justice du régime de Vichy, donne lieu un peu partout à des commentaires scandalisés.

Que ce même arsenal de textes répressifs existe et serve encore aujourd'hui est à la fois énorme et révélateur. Voilà qui vient en somme à point nommé, et qui vaut bien des discours sur la nature de l'appareil judiciaire de la bourgeoisie.

C.L.G.

# La baisse de la TVA :

## beaucoup de bruit pour pas grand-chose

Réveillons ou pas, nul n'a pu ignorer en ce début d'année que le gouvernement lançait à partir du 1<sup>er</sup> janvier ce qu'il appelle pompeusement la « deuxième étape du plan Barre », dont la principale disposition réside dans la libération des prix, mais assortie, dit-on, d'une baisse compensatoire de la TVA, du taux de 20 % à celui, dit « intermédiaire », de 17,6 %, sur une série de produits.

Plusieurs jours après la date fatidique, il ressort d'une petite enquête menée par nos camarades ce qu'en fait il était aisé de prévoir : la baisse en question, n'est pour ainsi dire pas perceptible au niveau des consommateurs. Elle ne concerne pas tous les produits — un tiers environ seulement des produits industriels — et cela était d'ores et déjà prévu par le fameux plan gouvernemental. Et surtout, vu la libération des prix à la produc-

sont imposés, parfois pour une question de quelques centimes en moins.

Mais pour que l'opération n'apparaisse pas trop ouvertement pour ce qu'elle est, c'est-à-dire du vent, le gouvernement l'a assortie d'une apparence d'encadrement des prix à la production. En principe, la hausse de ces prix devra rester limitée, avec un maximum de 6,5 %. Ce maximum autorisé ne manque d'ailleurs pas d'un certain culot, en face des petits 2 % de baisse dus à la réduction de la TVA... Et de toute façon, on sait ce qu'il en est. Le maximum autorisé devient toujours, dans ces cas-là, le minimum effectivement appliqué.

Voilà ce que le gouvernement invite les industriels à signer sous le beau nom d'« engagements de modération ». Et on peut juger du peu d'effet contraignant que ces engagements

### Des commerçants de la région parisienne :

## Que Messieurs les fournisseurs commencent !

■ Dans tous les quartiers, des boutiques portent l'étiquette (flèche verte sur fond rouge) : « La TVA baisse, nos prix aussi ». Mais pas toutes les boutiques : celles dont les produits ou les services étaient taxés au taux de 20 %.

Si vous faites le tour de votre quartier pour voir l'effet de cette baisse, laissez de côté toutes les boutiques d'alimentation, soumises à une TVA plus faible et dont les prix, de toute façon, n'ont jamais cessé d'augmenter. Pas la peine non plus de s'attendre à une baisse chez le teinturier ou le cordonnier, dont les prix comprennent déjà une TVA de 17,6 % : seule la paire de lacets aura baissé.

Le marchand de meubles, lui, voit baisser ses prix. Et, comme il le dit lui-même, « les clients s'en rendent compte... vu l'importance des prix ».

Seulement, on ne renouvelle pas tous les jours son mobilier ou sa garde-robe. Et dans les magasins d'articles de consommation courante, la baisse de la TVA passe inaperçue... sauf pour le commerçant dont cela complique le travail.

« Les clients s'en fichent, dit la libraire. 2 % d'escompte sur un crayon à 90 centimes, vous voyez les complications que cela fait. D'abord, on n'a pas de centimes pour rendre la monnaie. Les clients non plus. Ils ont l'air de dire « quelle pagaille ! ». Et si

les prix augmentent, on sera obligé de suivre. On vendra plus cher aux gens, qui penseront : « Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? ».

Quant à la droguiste, perdue dans ses comptes, elle est furieuse. « Moi, cette histoire, cela m'enquiquine. Il a fallu que je refasse toutes mes étiquettes. J'y ai passé mon dimanche et mon lundi, et je n'ai pas fini. Est-ce que le gouvernement tiendra sa promesse d'obliger les fabricants à ne pas augmenter ? Je reçois une commande en fin de semaine. Je verrai bien si les prix ont bougé ou pas. Mais je ne crois pas à la stabilité des prix. J'ai déjà prévu des étiquettes d'une autre couleur pour mes nouveaux arrivages ».

### ● Dans un Monoprix rue Saint-Antoine

Dès l'entrée et suspendus au plafond, de grands placards vous avertissent : les prix indiqués sur les étiquettes rouges ont subi la baisse de la TVA. Au rayon habillement, lundi midi, les pistolets à étiqueter cliquent en permanence. Des vendeuses, de grands catalogues-tarifs à la main, collent les fameuses étiquettes rouges, à côté des blanches qui portent les prix d'avant le 1<sup>er</sup> janvier.

Tous les articles ne sont pas baissés à l'habillement (au rayon voisin des colifichets non plus). Et d'ailleurs, 2 % en moins, cela ne fait pas grand-chose et on aurait bien du mal à le voir sans les petites étiquettes rou-

ges.

Tout compte fait, la baisse n'est guère notable lorsque l'on passe à la caisse. Ainsi, après avoir acheté un pull pour homme et une ceinture, la remise n'a été que de 0,60 F pour un achat de 85 F (seule la ceinture — 30 francs — était concernée par la baisse).

Au Monoprix de Belleville (à Paris), nous avons relevé, fin décembre, plusieurs produits à étiquetage surajouté. Notamment des produits frais (laitages) ou des pâtisseries et boîtes de conserves de fruits, dont les prix avaient vraisemblablement varié peu de temps avant les réveillons.

### ● Un café-restaurant à Montparnasse

« Vous appliquez la baisse de la TVA ?

— Nous, non. On est déjà à 17 %. Mais par contre, nos fournisseurs ont déjà appliqué la hausse des prix de 6,5 %. Et cette hausse, nous n'avons pas le

droit de la répercuter. Ce qui fait que, forcément, on y perd. (...)

Sur les boissons pilotes, par exemple, je vous garantis qu'on ne gagne pas notre vie. Eh bien, ça ne doit pas bouger. Alors que le café, le sucre, etc., on va les payer 6,5 % plus cher. »

### ● « Ça nous complique la vie pour pas grand-chose »

Un droguiste :  
« Pour nous, il est impossible de changer toutes les étiquettes. Regardez la tonne d'articles différents qu'on est obligé d'avoir. Je ne peux pas passer trois jours à changer les prix. Alors, on fait la déduction à la caisse. Heureusement que j'ai la machine : il suffit de faire l'addition puis de multiplier par 98 % ».

Et le commerçant nous montre le bordereau qui dépasse de sa machine enregistreuse, où s'étaient des additions à payer du style de 4,7040 F ou 7,2030 F...

« Il faut, bien sûr, arrondir en-

suite. Bref, ça nous complique la vie pour pas grand-chose. Sans faire de politique, je crois que c'est une mesure inefficace. Enfin, c'est une mesure « psychologique », paraît-il. »

Un opticien :

« Question baisse des prix, pour nos articles, on avait une hausse qui avait été annoncée par les fournisseurs pour octobre et qui a été bloquée. Alors maintenant, elle va arriver. Je n'ai pas encore reçu les nouveaux tarifs des prix de gros. Mais de toute façon, ces choses-là, ça ne traîne pas. »

### ● Rue de Belleville à Paris

Les magasins de vêtements, comme la majorité des commerçants, pratiquent les 2 % de réduction à la caisse. Seul le marchand de chaussures a changé ses étiquettes et il n'est pas content. C'est tombé au moment de son inventaire. Il y a passé trois jours pour changer 6.000 étiquettes et cela lui a coûté de l'argent puisqu'il a dû payer ses employés.

La réaction des clients n'est pas enthousiaste. Bien des clients

ne réclament même pas la baisse. Et quand on leur donne les 2 % de la caisse, bien sûr ils sont contents, mais sans plus : cela fait tout juste un paquet de cigarettes.

Les fournisseurs : dans la majorité des cas, des hausses sont prévues, qui dépassent largement les 2 % (10,15 % chez les marchands de chaussures, par exemple). Et s'ils ne la connaissent pas encore, les commerçants s'attendent à la hausse.



tion, la hausse des prix, de l'avis général, sera telle d'ici à quelques semaines que ces 2 % de baisse seront aussi vite annulés qu'annoncés. S'ils ne le sont déjà : dans bien des cas, les prix avaient déjà passablement augmenté au moment des fêtes, malgré le pseudo-blocage. Nombre de fournisseurs avisés ont par ailleurs délibérément attendu le 1<sup>er</sup> janvier pour effectuer leurs livraisons.

En fait de baisse, le commun des consommateurs ne verra généralement que du feu. Et la principale réalité des mesures gouvernementales est l'énorme matraquage publicitaire dont elles bénéficient, destiné à créer l'impression d'une réelle volonté d'intervenir sur les prix. Et cela se solde par la multiplication des tracasseries dont les commerçants sont l'objet : inscriptions, affichages concernant la baisse

risquent d'avoir auprès des patrons d'après les piètres résultats du blocage qui se présentait, lui, comme autoritaire.

En réalité, l'ensemble de ce « plan Barre » n'est qu'une opération de bluff. Et il n'a d'ailleurs de plan que le nom. Il se résume en une série de petites mesures ponctuelles, à courte vue, visant à parer au plus pressé, et en une vaste entreprise publicitaire. S'il y a un plan là-dedans, ce n'est que celui qui a pour objectif permanent et essentiel pour la bourgeoisie de laisser le moins de plumes possible dans la crise actuelle, voire même, comme les industriels de la sidérurgie en donnent un fameux exemple, à s'enrichir au travers d'elle — en faisant, comme toujours, payer ceux qui en ont le moins les moyens : les travailleurs et les petites gens.

Christiane LE GUERN

# Monsieur sans-gêne

Ainsi Giscard d'Estaing s'est permis d'aller passer une partie du Jour de l'An dans une famille ouvrière d'une cité de transit à Herblay (Val-d'Oise). Quel besoin pousse le président de la République à se faire inviter chez un OS de l'usine LTT de Conflans, qui se débrouille avec moins de 3 000 F par mois (salaire + allocations familiales) pour nourrir sa femme, leurs six enfants et lui-même ? Quel besoin a-t-il de visiter cette cité dont l'existence est due aux soins d'une organisation de charité ?

Pour faire près du peuple ? Pour avoir l'air charitable ? Eh bien Giscard est à côté de la plaque.

Giscard ne fait pas partie du monde des travailleurs mais de celui des patrons. S'il veut connaître la vie de la population laborieuse, qu'il lise des romans ou qu'il lise les journaux. Mais les travailleurs ne peuvent juger de sa présence à lui le représentant des patrons, là où pèse l'exploitation due aux hommes de son camp, que comme un geste méprisant, condescendant ou indécent.

Jean MASSARDIER.



# Amaury, l'ami des bêtes

Emilien Amaury était de ces bourgeois à qui le mépris des petites gens, la hargne anti-ouvrière, tiennent lieu de morale.

Et les amis d'Amaury, ceux qui voudraient nuancer son portrait, peuvent bien évoquer un lointain passé de militant chrétien et « social » aux côtés de Marc Sangnier, si Amaury eut un jour le cœur un tant soit peu à gauche, ce fut péché de jeunesse.

Amaury était un homme d'affaires qui fit carrière en mangeant à tous les râteliers comme tant d'autres. Gérant d'un office de publicité jusqu'en 1945, il traversa la guerre en étant à la fois l'organisateur de la propagande de Vichy sur le thème de la famille et aussi, disait-il, un des résistants de la première heure.

À la fin de la guerre, il reprend le Petit Parisien qui devient le Parisien libéré, il fonda l'hebdomadaire Carrefour et devint directeur de l'agence Havas. Il collabora avec des représentants du PCF, alors au gouvernement, à la mise en place de tout le système de la presse et de l'information.

Puis, tandis que Amaury oscille entre le MRP et le RPF, son groupe de presse prospère. Points de vue Images du Monde, Marie-France, plusieurs journaux de la région parisienne et de province, l'Equipe, sont sous son contrôle aux côtés de ses parutions favorites, Carrefour et le Parisien libéré.

Amaury se vantait de participer à la Une de son quotidien qui, en 1974, disait vendre à 785 000 exemplaires. Il a donc été l'apôtre des idées et des préjugés les plus réactionnaires et les plus odieux. Anticommunisme, soutien à l'OAS, propagande raciste, lutte contre la contraception, contre l'avortement, haine des ouvriers. Amaury et son Parisien n'auront pas manqué en 32 ans une occasion de déverser mensonges, calomnies et préjugés de bas étage.

Et son attitude de patron de combat dans le conflit qui l'a opposé aux travailleurs du Parisien n'aura fait que confirmer son image de marque de réactionnaire.

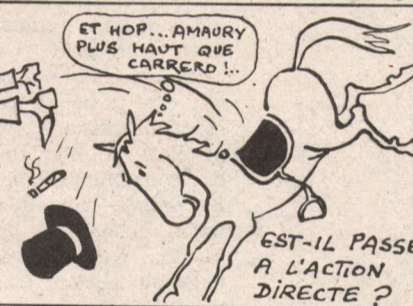
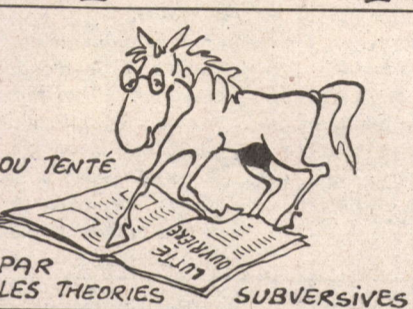
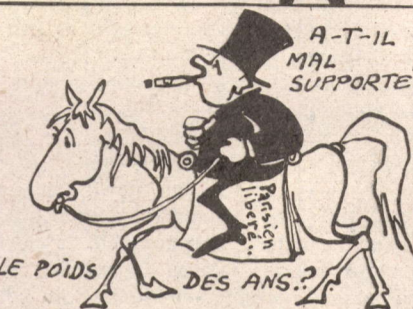
Henriette MAUTHEY

## DU CÔTÉ DES HARAS QUI RIENT

CHOUAN D'IVE, PUR-SANG DE 9 ANS, PROPRIÉTÉ D'EMILIEN AMAURY...



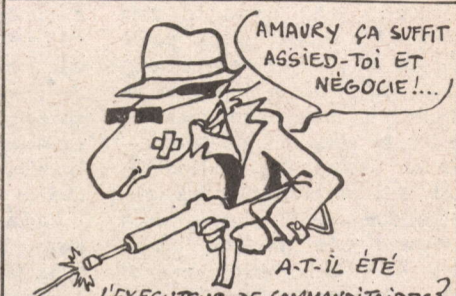
... ETAIT-IL SYNDIQUÉ A LA CGT DU LIVRE ?



## DU CÔTÉ DES HARAS QUI RIENT (SUITE)



A-T-IL ÉTÉ L'INSTRUMENT D'UNE AFFAIRE LOUCHE ?



A-T-IL ÉTÉ L'EXECUTEUR DE COMMANDITAIRES ?



AMAURY AVAIT-IL UNE ASSURANCE-VIE ?



## Les petits paysans encore lésés

Le Crédit Agricole va réduire ses prêts de 12 % en 1977. C'est sans doute la traduction bancaire du « qu'ils crèvent » que Bonnet, ministre de l'Agriculture, avait lancé à l'intention des viticulteurs du Midi.

Car cette mesure peut se révéler catastrophique pour des milliers de paysans qui pour survivre, pour faire face à la concurrence des grosses exploitations agricoles, investissent, achètent du matériel et pour cela ont un besoin vital des prêts du Crédit Agricole.

Déjà le nombre d'agriculteurs ayant accès aux « prêts bonifiés » du Crédit Agricole avait été restreint. Avec la di-

minution du crédit, le gouvernement étrangle un peu plus les paysans en difficulté.

Et pourtant dans le même temps ce même gouvernement a pris, avec le plan Barre, toute une série de dispositions pour faciliter l'investissement et améliorer la trésorerie des grosses entreprises. Déductions d'impôts sur les dividendes, réévaluation des amortissements dégressifs (donc possibilité de payer moins d'impôts), etc.

Il est vrai que personne, au gouvernement, n'a jamais dit, en parlant des industriels en difficulté : « qu'ils crèvent ».

J. L.

## Les gestionnaires de parking pleurent misère...

Douze gestionnaires de parkings souterrains intentent à la Ville de Paris un procès devant le tribunal administratif pour qu'elle accente la répression du stationnement illicite. Certains vont même plus loin : ils ne veulent plus qu'il y ait du tout de stationnement en surface, y compris payant, aux abords de leurs parkings. En attendant d'obtenir satisfaction, ils réclament 25 millions pour « manque à gagner ».

Ainsi, d'après ces entreprises, nous n'aurions pas suffisamment recours à leurs parkings hors de prix. Elles s'estiment lésées à cause de la trop grande tolérance du gouvernement dont les fa-

meux contractuels seraient trop coulants, avis sans doute partagé par peu d'automobilistes victimes d'un véritable racket organisé par les pouvoirs publics.

Elles voudraient bien que toutes les voitures qui passent dans leur quartier prennent obligatoirement le chemin de leur parking : à 3,50 F de l'heure et plus, voilà qui vaut de la peine.

En fait, ce qu'on exige de la Ville de Paris, c'est un racket mieux organisé avec les flics et les contractuels patrouillant en grand nombre en faisant le rabattage vers les parkings. Rien que ça !

Marie-Claude SOLAC.

## Le Conseil constitutionnel pour la paix des ménages

C'est finalement un arrêt mi-chèvre, mi-chou qu'a rendu le Conseil constitutionnel sur la question de savoir si l'élection du Conseil européen au suffrage universel direct était — ou non — conforme à la Constitution de la V<sup>e</sup> République. Cette décision prise en septembre par les ministres des Affaires étrangères des « Neuf » faisait l'objet d'une vive polémique tant au sein de la majorité que de l'opposition.

En opérant une subtile distinction entre les « limitations » et les « transferts de souveraineté », en émettant de non moins subtiles réserves, les doctes juristes qui composent le Conseil constitutionnel ont en fait permis que la majorité puisse trouver un terrain d'entente sur ce sujet controversé. Giscard pourra présenter ce projet d'élection du Parlement européen devant les députés, lors de la prochaine session parlementaire, avec toutes les chances de rallier à lui la grande majorité du RPR et le PS, en laissant isolé le Parti Communiste Français. Quant à Chirac, contesté par certains de ses partisans pour avoir annoncé qu'il voterait le projet, à condition que certaines formes soient respectées, il peut aussi s'estimer satisfait.

Bien sûr, tout cela ne veut pas dire que la paix soit revenue entre les différentes tendances de la majorité. Demain une crise politique ouverte peut aussi bien éclater à propos de l'Europe ou d'autre chose. Mais le Conseil constitutionnel n'a pas voulu la précipiter.

## Non à l'extradition de Detlev Schultz

Detlev Schultz, militant allemand d'extrême-gauche, est en prison à Colmar depuis deux mois. La justice allemande l'accuse d'avoir tué un policier et de faire partie de la Rote Armee Fraktion (Fraction de l'Armée Rouge), le groupe Baader-Meinhof. Elle a réclamé et obtenu de la justice française son extradition. Les avocats de Schultz ont fait appel : c'est ce mois-ci que les tribunaux français doivent se prononcer définitivement.

Si Schultz est extradé, il subira le même sort que les autres membres du groupe Baader-Meinhof : l'isolement complet, cette torture lente qui a mené déjà, en Allemagne, plusieurs prisonniers politiques à la folie ou à la mort. En 1974, l'un des militants du groupe Baader mourait des suites d'une grève de la faim. Plus récemment, Ulrike Meinhof était retrouvée « suicidée » : voilà où conduisent les traitements réservés aux opposants d'extrême-gauche par la bourgeoisie allemande dont les autorités françaises se font les complices.

Il ne faut pas que Schultz soit livré à ces tortionnaires.

Non à l'extradition de Detlev Schultz !

S. M.

## "Rouge" face aux progrès techniques... et aux N.M.P.P.

« Rouge n'a pas encore un an qu'il doit se lancer dans une nouvelle aventure », c'est ce qu'écrivent les camarades de Rouge le 4 janvier.

De nouveaux procédés, mis en place sous la pression du groupe de presse Hersant, vont désormais permettre en effet à la presse d'être imprimée sur place en province, à partir de textes transmis depuis Paris par le système dit du « fac-similé ». Cela assure aux journaux nationaux une diffusion en province aussi rapide que les quotidiens régionaux. Et c'est un incontestable progrès au niveau de la technique. Mais c'est un progrès qui revient cher, puisqu'il entraîne la multiplication des lieux d'impression. Les quotidiens d'extrême gauche Rouge et Libération espèrent que cet inconvénient sera compensé par une augmentation des ventes locales.

De toute façon, il faut bien dire que les camarades de Rouge n'ont guère le choix. L'avion des NMPP, qui acheminait jusqu'à présent la presse dans 13 départements du Sud-Est et que le « fac-similé » bat maintenant de vitesse, doit être supprimé le 6 janvier. Ce sera ensuite au tour de la région de Toulouse puis, tranche par tranche, de l'Est, du Centre et de la Bretagne. Dans ces conditions, Rouge est obligé de suivre : « Si nous ne faisons pas ce choix, nous serons condamnés à dépérir lentement dans ces régions, n'ayant plus guère de garantie de diffusion, sinon celle d'être plus ou moins bien

diffusé avec un énorme retard sur les autres journaux. Ce dépérissement (...) serait bien évidemment fatal au quotidien. A terme donc, le refus du fac-similé, dans la mesure où notre journal serait le seul à assumer ce refus, nous coûterait beaucoup plus cher que de l'accepter. Nous avons donc fait ce choix. Le mercredi 12, après tous les essais nécessaires cette semaine pour roder le système, Rouge paraîtra en fac-similé simultanément à Paris et dans les treize départements du Sud-Est ».

Les camarades de la LCR évaluent à 2 000 le nombre de nouveaux lecteurs qu'il leur faut gagner à Rouge pour compenser financièrement sa sortie en fac-similé sur le Sud-Est — « soit plus du double de ce que nous vendons actuellement sur la région », écrivent-ils. On mesure ainsi l'effort à accomplir, que Rouge veut faire porter en particulier au niveau de l'information régionale, afin que les lecteurs « se sentent concernés plus directement par le journal qu'ils sont susceptibles de lire ». Dans cette optique, ils envisagent la parution tous les samedis de quatre pages « d'édition régionale », encartées dans les douze pages nationales, à partir de la mi-janvier.

Mais réaliser ainsi des pages régionales nécessite d'implanter des unités de composition dans les régions, ce qui reviendrait selon Rouge à trente millions au départ — à chaque fois. Dans l'immédiat, en ce qui concerne

Marseille, l'opération « fac-similé » va coûter environ trois millions et demi par mois, coût du transport déduit.

Les impératifs financiers vont donc peser encore plus lourdement sur le quotidien Rouge.

Hersant n'a pas de ces problèmes, ou alors à une toute autre échelle, lui qui a déjà commencé à faire de Paris-Normandie une édition régionale du Figaro et qui implante à Marseil-

le et Toulouse les imprimeries nécessaires à la généralisation de son projet. C'est ainsi que l'ensemble de la presse est amené, bon gré mal gré, à subir la loi de magnats qui, en fonction de leurs intérêts exclusifs, bouleversent quand cela les arrange les méthodes en usage, en aggravant au passage les difficultés dans lesquelles se débattent déjà les petits journaux (comme en témoignent, par exemple, en ce même moment, les problèmes

de Politique Hebdo, que nous évoquons par ailleurs).

La conclusion, les camarades de Rouge la tirent eux-mêmes : « C'est beaucoup de travail et beaucoup d'argent à investir alors que nous commençons seulement à trouver un rythme. Nous n'avons pas choisi ces nouvelles contraintes. Hersant nous les colle sur le dos. Il s'agit de ne pas renoncer ».

Christiane LE GUERN

## Les difficultés de « Politique Hebdo »

Politique Hebdo, commentant les premiers résultats du lancement de sa « nouvelle formule », lance un cri d'alarme et un appel à l'aide de ses lecteurs.

« La gauche, toute la journée, va répétant, en termes voisins : 1976 restera dans l'Histoire l'année où la pluralité et la liberté de l'information ont été confisquées aux Français, avec le consentement des uns et à l'insu des autres... Nous posons aujourd'hui la question : Politique-Hebdo sera-t-il, en 1977, la première victime de cette confiscation ?

Si cela devait être, l'extrême-gauche et la gauche françaises n'auraient plus le droit de se justifier de leur inaction par leur impuissance à intervenir. Notre journal est viable au terme de l'effort poursuivi pendant plus de six ans par ceux qui, semaine

après semaine, l'ont fait et par ceux qui l'ont soutenu : nous en apportons ci-après les preuves indiscutables. Avec 12 000 abonnés, 17 à 21 000 acheteurs au numéro, il compte certainement plus de 100 000 lecteurs réguliers. Il est le principal représentant des courants d'opinion apparus au grand jour en Mai 68. (...)

Cependant, sous le poids de dettes immédiatement exigibles (qui se montent au 31 décembre à 766.500 F), PH va sans doute disparaître... si n'intervient pas immédiatement, massivement, l'action résolue de tous ceux qui, ne partageant pas nécessairement toutes les opinions que le journal défend, considèrent pourtant que le droit d'expression ne se divise pas.

Il nous faut un prêt d'un million de francs, que nous nous enga-

geons à rembourser, en deux ans, à partir d'octobre 1977 : le seul montant des réabonnements attendus d'octobre à décembre 1977 dépasse largement cette somme. Nous nous sommes adressés aux organismes professionnels auxquels nous sommes rattachés, pour leur demander de nous aider à obtenir cet indispensable concours. A l'heure qu'il est, nous attendons leur réponse, et particulièrement celle des responsables des périodiques qui nous sont politiquement les plus proches. (...)

Nous manquons maintenant de souffle pour exploiter (notre période de ces derniers mois). Aidez-nous, vite, tout de suite ! Si chaque abonné nous versait 50 F, nous serions tirés d'affaire... Adressez-nous d'urgence vos souscriptions exceptionnelles, vos offres de prêt ou de caution bancaire ! Chaque jour compte ! »

## Lutte de Classe

Au sommaire du numéro 41 :

- Le problème syndical dans l'Espagne de Juan Carlos.
- Italie : le PC contraint de gérer la crise sans contrepartie politique.
- La lutte nationale en Afrique du Sud.
- France : unité de l'extrême-gauche, des révolutionnaires ou des trotskystes ?
- Deux conférences internationales.

## ÉLECTIONS MUNICIPALES :

## Où en sont les discussions entre la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière

Nous avons fait état, dans notre numéro du 11 décembre 1976, des contacts que nous avons eus, début décembre, avec les responsables représentants de la LCR, afin de discuter de l'éventualité de la constitution de listes communes à l'occasion des prochaines élections municipales.

Nous avons précisé alors que notre démarche visait à aboutir non seulement à la mise sur pied de listes communes qui permettraient aux révolutionnaires d'apparaître dans un nombre significatif de villes — ce qui n'est pas à la portée de chacune des organisations séparément, sauf peut-être dans un nombre limité de cas — mais que cette apparition n'avait de signification que si elle se réalisait sur la base d'un accord national.

Depuis notre première entrevue,

les contacts se sont poursuivis de manière encourageante. Il semble qu'un accord national puisse se réaliser prochainement entre la LCR et LO sur un projet de plate-forme commune.

Sur la base de cet accord, les révolutionnaires pourraient présenter des listes dans un certain nombre de grandes villes du pays.

Il est bien entendu que, comme nous le disions au départ, nous sommes pour que cet accord puisse s'étendre à d'autres organisations de l'extrême-gauche.

Nous avons pu d'ailleurs rencontrer les camarades de l'OCT (Organisation Communiste des Travailleurs issue de la fusion de Révolution ! et de l'OC-GOP), qui se sont déclarés prêts à discuter d'une plate-forme politique

commune, mais qui ont exprimé leur désaccord sur notre façon de poser les problèmes de la constitution des listes, préférant parler d'appui à des listes d'unité populaire pour le pouvoir aux travailleurs qui se constitueraient localement.

Une telle démarche réduirait à notre sens tout accord politique national à un parrainage de listes qui ne procéderaient pas forcément d'une attitude politique commune, quand elles ne défendraient pas des positions contradictoires. Elle aboutirait à réduire son sens politique à l'apparition des révolutionnaires dans les prochaines municipales.

La discussion n'est cependant pas close. Une réunion entre la LCR, LO et l'OCT est prévue la semaine prochaine.



## VERS QUEL RÈGLEMENT ?

Dans le week-end du 1<sup>er</sup> janvier, une rencontre a eu lieu à Paris entre le Conseil israélien pour la paix Israël-Palestine et un représentant de l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP). Ce Conseil israélien pour la paix, composé de personnalités dont tout le monde admet qu'elles n'ont « rien de marginal » (le général de réserve Peled, un député ancien secrétaire général du parti au pouvoir...), sionistes certes mais favorables à une discussion avec les Palestiniens, a agi avec l'accord de ce gouvernement. Celui-ci l'a implicitement admis en refusant, comme le proposait l'extrême-droite, que ces personnalités soient accusées de contact avec l'ennemi en temps de guerre. Et, de l'avis général, il faut considérer cette rencontre comme un premier contact officieux entre le gouvernement israélien et l'OLP, prélude à une négociation pour le règlement des problèmes du Moyen-Orient.

La déclaration finale, que l'OLP de son côté a démenti avoir signée, est très favorable à Israël, reflétant en cela le rapport des forces actuel au Moyen-Orient. Comme le prévoient tous les projets actuels de règlement, elle admet l'existence d'Israël dans ses frontières de 1967 et sur des bases sionistes, faisant de tous les non-Juifs de l'Etat d'Israël des citoyens de seconde zone. Le règlement ne concéderait aux Palestiniens qu'un mini-Etat en

Cisjordanie... sur des territoires qui n'ont jamais fait partie de l'Etat d'Israël et que seule l'extrême-droite sioniste revendique. Confirmée, cette déclaration signifierait l'abandon par l'OLP de sa charte même, qui n'admet pas l'existence de l'Etat d'Israël. C'est sans doute pourquoi l'OLP a refusé, pour l'instant, de signer la déclaration commune. Mais il ne fait pas de doute que c'est dans cette voie qu'elle s'engage, contrainte et forcée par l'actuel rapport de forces militaire.

C'est que, aujourd'hui, grâce à la mise au pas de la Résistance palestinienne dans chacun des pays voisins d'Israël, et en particulier après l'intervention militaire syrienne contre la gauche et les Palestiniens au Liban, les différents gouvernements de la région pensent possible de mettre sur pied une solution qui leur convienne à la crise du Moyen-Orient.

Les deux « grands », les USA et l'URSS, tombent d'accord pour tenter d'éteindre un foyer de guerre qui risquait de dégénérer en conflit ouvert qui les opposerait l'un à l'autre. Sur place même, Syriens et Egyptiens se congratulent — ils parlent même de fusionner leurs deux pays — alors qu'il y a à peine un an ils s'accusaient mutuellement de trahir les Palestiniens. Hérsein de Jordanie qui avait massacré les Palestiniens en septembre 1970, au milieu des protestations hypocrites et platoniques de ses voisins,

est proposé par Sadate au rôle de tuteur du futur Etat palestinien.

Quant à Israël, on imagine que toute sa sympathie va aux manœuvres de ses voisins arabes. Ainsi, après avoir affirmé qu'Israël ne tolérerait pas une intervention au Liban, ses gouvernants ont finalement accepté et soutenu l'action de la Syrie et de la droite libanaise contre les Palestiniens et la gauche.

On voit mal d'ailleurs comment les propositions de créer un petit Etat palestinien pourraient être crédibles dans les capitales du monde entier, si Israël même n'avait donné son accord pour cette solution, qui implique que l'Etat sioniste restitue certains territoires (notamment la bande de Gaza).

C'est que, en fait, Israël n'a rien à craindre d'un tel Etat, et a même tout à y gagner, s'il obtient en échange, de l'OLP, la reconnaissance d'Israël. D'autant plus que, dans les circonstances actuelles, la création de cet Etat se ferait sous le protectorat de la Syrie et de la Jordanie, qui s'engageraient en fait à le surveiller, à y intervenir le cas échéant et en tout cas à empêcher toute velléité palestinienne de reprendre la lutte contre Israël.

Ainsi, un règlement ne ferait qu'officialiser le fait que ce ne serait plus au seul Israël de se faire le gardien privilégié de l'ordre et du statu-quo dans cette région, en particulier contre les Palesti-

niens. Ce serait aussi à la Syrie, à la Jordanie... et aux dirigeants de la Résistance palestinienne elle-même, promu au rang de chefs d'Etat sous la surveillance des deux premiers ! Et cela vaudrait bien, de la part d'Israël, ces concessions territoriales au mini-Etat palestinien, et même à la Syrie, à la Jordanie et à l'Egypte, qui peuvent espérer qu'un règlement leur permettrait de récupérer au moins une partie des territoires occupés.

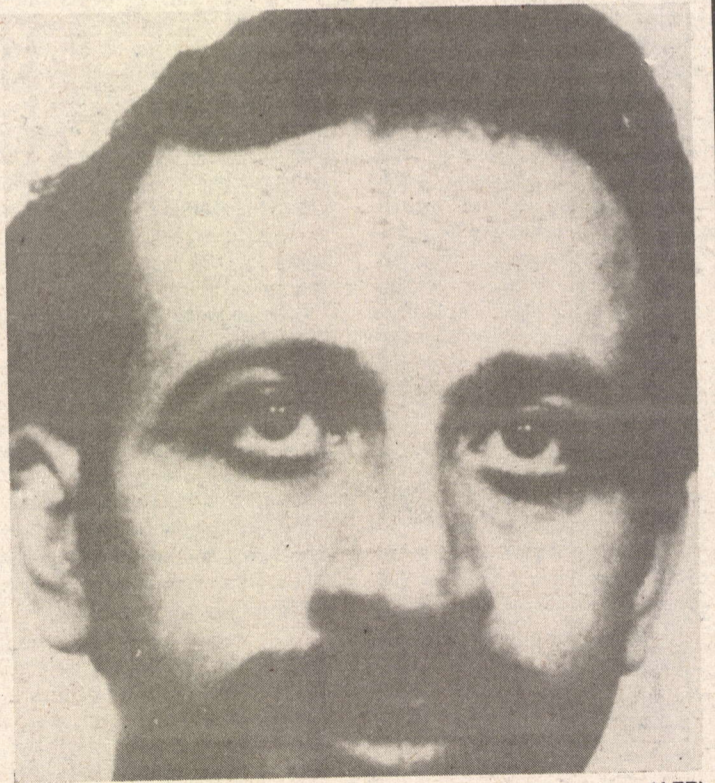
En fait, dans un tel règlement, établi sur la base de l'écrasement de la Résistance palestinienne, il ne s'agirait rien moins que d'officialiser ce dernier et d'établir au Moyen-Orient une sorte de « paix des cimetières », sur la base

du cynique partage du travail entre les différents Etats de la région, pour le maintien de l'ordre. C'est de ce point de vue que la guerre civile au Liban, où les Etats syrien, israélien, égyptien, jordanien ont collaboré à la mise au pas des Palestiniens et de toute la population, a été un test décisif.

Un tel accord aura-t-il effectivement lieu ? Cela n'est pas encore certain et cela peut en tout cas prendre longtemps. Mais il est d'ores et déjà clair qu'il ne peut, en aucun cas, donner satisfaction à ce peuple qui vit depuis trente ans dans les camps de toile de l'exil, qu'il ne peut se faire que contre lui.

Pierre-Jean LAPPAUT

## L'assassinat d'un militant palestinien à Paris



Mahmoud Saleh. (AFP)

M. Mahmoud Ould Saleh, militant de l'OLP, a été abattu de deux balles de revolver dans la soirée du 3 janvier, à Paris. Ancien représentant de l'Organisation de Libération de la Palestine en France, M. Saleh était considéré par certains comme un partisan du « Front du refus », la tendance la plus radicale de l'OLP, qui s'oppose quelque peu aux démarches de conciliation entamées par la direction de l'organisation palestinienne.

Bien sûr, un certain nombre d'hypothèses pourraient permettre d'expliquer cet attentat (qui n'a été revendiqué par personne), y compris celle d'un règlement de comptes entre fractions rivales du mouvement palestinien. Mais la librairie que Mahmoud Saleh dirigeait à Paris avait été incendiée il y a un an et l'attentat avait été revendiqué par un groupe s'inti-

tulant « Front d'auto-défense juif »...

Mais M. Saleh est le quatrième membre d'une organisation palestinienne assassiné à Paris depuis 1972. Et, pour au moins une des trois victimes précédentes, M. Mahmoud Hamchari, la responsabilité des services secrets israéliens ne faisait pratiquement aucun doute...

En tout cas, quels que soient les assassins, il y a de fortes chances qu'ils restent impunis, à défaut d'être inconnus. Car les services de Poniatowski ne déploieraient certainement pas un zèle plus excessif pour les retrouver qu'ils ne l'avaient fait pour les assassinats précédents. La « lutte contre le terrorisme » si chère à Ponia ne concerne pas les assassins des militants palestiniens.

Laurent GORDON

## LIBAN

## La Syrie installe la dictature

La censure a été officiellement rétablie au Liban à dater du 3 janvier. C'est le premier décret-loi du nouveau gouvernement libanais, qui vient d'obtenir les pleins pouvoirs du Parlement. Mais il s'agit en fait de faire « légaliser » par l'autorité du gouvernement libanais un état de fait issu de l'occupation des journaux, depuis deux semaines, par les troupes syriennes, qui empêchaient la parution de la quasi-totalité de la presse.

Au Liban, alors que les troupes syriennes, rebaptisées « forces de la paix arabe », occupent maintenant le pays tout entier, l'établissement de la censure donne en tout cas une idée du tyranisme de régime intérieur que les troupes syriennes s'efforcent de mettre en place. C'en est fini, en tout cas, de la façade démocratique que le Liban, seul dans le monde arabe, entretenait jusqu'à l'an dernier.

Cela était d'ailleurs dans la logique de la guerre civile dé-

clenchée par la droite pour mettre au pas la gauche libanaise et la Résistance palestinienne. Mais la droite n'a pu ramener l'ordre seule. Les troupes syriennes ont dû intervenir. Leur intervention les a conduites à aller plus loin que la seule remise au pas des Palestiniens et de la gauche libanaise. C'est la liberté de la presse, y compris la presse de droite, les droits de réunion et d'organisation qui sont remis en cause. Et si la gauche est la première victime de cette mise au pas, la logique de celle-ci l'amène à écarter aussi la droite.

L'armée syrienne a entrepris la restauration, au Liban, d'une autorité d'Etat. Mais pour installer une telle autorité d'Etat, unique et dictatoriale, il faut que l'armée syrienne d'une part fasse taire toute contestation — c'est le rôle de la censure de la presse —, d'autre part soumette les forces concurrentes, y compris les milices de la droite phalangiste.

Et si celles-ci, à l'heure actuelle, ont pu garder une certaine indépendance et préserver leur émetteur-radio, le moment n'est peut-être pas loin où les troupes syriennes désarmeront et renverront dans leurs foyers les milices chrétiennes, jugées désormais embarrassantes après avoir été nécessaires en leur temps. A cet égard, l'attentat qui a eu lieu dans un quartier chrétien de Beyrouth le lundi 3 janvier, et qui a fait trente-cinq morts, vient peut-être à point pour justifier l'intervention syrienne dans les quartiers chrétiens (sous prétexte d'y assurer la sécurité) et, symétriquement, une nouvelle répression contre la gauche (sous prétexte de rechercher les responsables). Ainsi la droite chrétienne, qui a pris l'initiative de la guerre civile, aura peut-être trouvé en l'armée syrienne non seulement son sauveur, mais aussi son maître.

Pierre MIGENNES

## Procès contre 178 militants d'extrême-gauche

Depuis le 3 janvier, le tribunal de Casablanca juge 178 opposants au régime d'Hassan II, sous l'inculpation de « complot et atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat ».

Hassan II, ayant annoncé des élections générales pour le mois d'avril 1977, avait trouvé en Giscard d'Estaing un chef d'Etat tout prêt à lui accorder un label de monarque libéral. Le président français avait félicité lors de sa visite en France le souverain marocain pour les « institutions

adaptées » aux « données particulières » du Maroc.

Si « institutions adaptées » il y a, c'est contre les opposants qu'elles sont dirigées. Ceux qui sont jugés depuis lundi sont pour la plupart des militants de l'extrême-gauche maoïste, le seul courant de l'opposition marocaine à dénoncer la politique criminelle du Maroc contre le peuple sahraoui. Et contre eux, tous les moyens sont bons !

Au procès qui s'ouvre aujourd'hui, il manque un homme : Abdelatif Zeroual, militant de

l'Union Nationale des Etudiants Marocains (UNEM). Arrêté le 5 novembre 1974, il est mort, après avoir été torturé pendant huit jours. Ceux qui sont là portent encore les marques des sévices qu'ils ont subis : suspension de la victime pendant des heures à des barres, décharges électriques sur le corps, simulation d'étouffement par des bâillons imbibés d'eau de javel...

Le procès qui s'ouvre n'est qu'une parodie de justice. Pen-

dant un mois environ, doivent se succéder dans le box des accusés du tribunal de Casablanca 139 personnes, 39 autres étant jugées par contumace.

Le 3, le tribunal a refusé de lire l'acte d'accusation contre les inculpés. On sait que les dossiers étaient extrêmement minces. Le tribunal a demandé aux accusés leur position sur la question du Sahara. Ceux-ci ont confirmé être pour l'autodétermination des Sahraouis. Les accusés pourraient, dès lors, être accusés

de porter « atteinte à l'intégrité nationale », délit passible de la peine de mort.

Un des avocats membres de l'USFP (Union Socialiste des Forces Populaires) a refusé de plaider. Les inculpés (qui avaient dû entamer une grève de la faim pour être enfin traduits devant un tribunal) sont donc face à un pouvoir qui est toujours prêt à employer la répression la plus brutale pour s'imposer.

Hervé MARTIN.

## ARGENTINE

### DES CENTAINES D'ASSASSINATS EN UN AN

La plupart des journaux argentins estiment que mille trois cents à mille quatre cents personnes ont péri pendant l'année 1976 dans la vague de violence politique qui déferle sur l'Argentine.

Parmi ces morts, on compte certes cent soixante-sept policiers et trente-trois hommes d'affaires — mais on compte surtout neuf cents à mille personnes soupçonnées d'appartenir à des mouvements d'extrême-gauche (en particulier des Montoneros, ces péronistes « de gauche » qui avaient décidé dès septembre 1974 de passer dans la clandestinité et de déclencher des guérillas dans le nord du pays, et des membres de l'ERP, Armée Révolutionnaire du Peuple), tuées par les forces de l'ordre.

A ces morts, il faut ajouter environ deux cents cadavres retrouvés criblés de balles, mutilés et souvent carbonisés : l'œuvre des mouvements d'extrême-droite. Il

faut aussi ajouter tous les morts non recensés, tous les « disparus »...

C'est en mars 1976 en effet que Videla mit fin à la présidence d'Isabelita Peron, qui avait succédé à son mari dans ce poste et qui essayait vainement d'imposer à la classe ouvrière — et à une partie de ses propres troupes, les péronistes — la politique d'austérité nécessaire à la bourgeoisie argentine pour faire face à la crise économique, à l'inflation galopante qui sévissait (475 % d'inflation en quinze mois).

Et c'est pour prendre contre la classe ouvrière et contre son niveau de vie des mesures draconiennes que l'armée est intervenue, qu'elle a pris le pouvoir, après un coup d'Etat qui ne rencontra aucune opposition.

Aussitôt, le nouveau pouvoir créait le blocage des salaires, suspendait les syndicats et procédait à l'arrestation de nombreux militants.



Un affreux spectacle qui s'est répété des dizaines de fois depuis un an. Buenos Aires, juillet 1976 : les corps de militants d'extrême-gauche abattus par la police. Comme d'habitude, celle-ci a prétendu qu'il s'agissait de guérilleros qui avaient attaqué une patrouille de l'armée.

Ce nouveau régime de dictature militaire, comme l'Argentine en a connu à plusieurs reprises dans le passé, permettra-t-il à la bourgeoisie de retrouver une certaine stabilité politique, sur le dos de la classe ouvrière ? En tout cas, c'est d'ores et déjà dans le ca-

dre d'une répression devenue quotidienne, où l'action parallèle des groupes d'extrême-droite relaye efficacement celle de la dictature militaire, que la gauche doit vivre et lutter.

Le mouvement ouvrier n'a pas été détruit par celle-ci, comme il

l'a été par exemple au Chili. Mais, par la répression et l'assassinat quotidiens, le régime cherche à lui porter des coups très durs et à rendre en tout cas toute résistance impossible de la part de la classe ouvrière.

Sylvie FRIEDMAN.

## URSS

### Après le "cas Boukovski", le "cas Borissov" ?

Depuis « l'échange » Boukovski-Corvalan, le mois dernier, les opérations policières contre les personnalités connues de l'opposition, en URSS, n'ont guère cessé. Après la condamnation à cinq ans d'exil de la poétesse Youlia Voznessenskaia et de Vladimir Borissov, la police vient à nouveau de perquisitionner chez de nombreux dissidents.

Sans doute s'agit-il, pour le gouvernement russe, de tenter d'intimider les milieux de l'opposition, pour qui la sortie de Boukovski pourrait constituer un encouragement. Mais l'intimidation ne semble guère réussir. C'est ainsi que Vladimir Borissov, ouvrier oppositionnel, arrêté le 25 décembre et interné en hôpital

psychiatrique, vient de refuser d'émigrer, comme on le lui proposait. Il met comme préalable que les autorités le relâchent, et le déclarent officiellement sain d'esprit. Il exige, en d'autres termes, que les autorités soviétiques cessent de présenter à la population soviétique les oppositionnels comme des malades mentaux.

Par l'échange Boukovski-Corvalan, les bureaucrates qui dirigent l'URSS ont cru se débarrasser à bon compte d'un oppositionnel, en démontrant que ceux-ci sont des réactionnaires que le Chili de Pinochet revendique. Mais aujourd'hui, leurs nouveaux actes de répression fabriquent de nouveaux « cas Boukovski ».

A.F.

#### URSS :

les conseillers ne sont pas les éditeurs

Dans le cadre d'une campagne contre la presse occidentale, un des observateurs politiques de la Pravda vient de conseiller, à ceux des correspondants occidentaux en poste à Moscou qui voudraient publier un ouvrage sur la société russe, de prendre exemple sur l'œuvre de John Reed. Les dix jours qui ébranlèrent le monde.

Fort juste. Ce journaliste de la Pravda a parfaitement raison. D'ailleurs Lénine, en 1919, préférait ainsi cette œuvre : « Je voudrais que ce livre soit répandu à des millions d'exemplaires et traduit dans toutes les langues ».

Un seul problème, c'est que cet ouvrage a totalement disparu des librairies soviétiques depuis 1957... Il a en effet le grave inconvénient de raconter la vraie histoire d'Octobre 1917 et de retracer le rôle de Trotsky et d'autres dirigeants tombés en disgrâce depuis.

Vérité en deçà de la frontière soviétique, erreur au-delà ?

Denis BESSON

## POLOGNE

### Trois ans de prison pour fait de grève

Trois ouvriers de l'usine de tracteurs d'Ursus, dans la banlieue de Varsovie, ont été condamnés le 29 décembre dernier, deux d'entre eux à trois ans de prison ferme, le troisième à un an avec sursis. Ils étaient accusés d'avoir déboulonné des rails de chemin de fer au cours des événements de juin dernier, où les ouvriers d'Ursus et de Radom avaient fait grève et affronté la police pour protester contre la hausse des prix décidée par le gouvernement.

Que des ouvriers soient incarcérés, frappés puis condamnés à trois ans de prison pour le simple fait de grève, voilà qui juge le régime polonais.

Le gouvernement polonais avait dû, en juin, devant la lutte des ouvriers, reculer sur le problème

de la hausse des prix. Mais il avait ensuite fait licencier de leur emploi de nombreux ouvriers et arrêter certains d'entre eux.

Mais ces mesures ont suscité une riposte : depuis, un comité d'intellectuels s'est formé, pour venir en aide aux victimes de la répression. Et en novembre dernier, c'est près d'un millier d'ouvriers d'Ursus qui signaient une pétition demandant la réintégration des camarades de leur usine qui avaient été licenciés.

Alors, il est probable que les condamnations de trois ouvriers d'Ursus, pas plus que la répression qui s'est abattue sur les membres du Comité d'aide aux victimes, ne suffiront à arrêter la protestation.

Olivier BELIN

# dossier

## le prolétariat aux U.S.A

# Le prolétariat américain et l'avenir de l'humanité

La classe américaine est la plus puissante du monde. Non seulement numériquement mais aussi et surtout parce que près de la moitié des richesses produites chaque année dans le monde le sont par elle ! C'est dire qu'elle aura un rôle décisif à jouer dans la transformation socialiste de la société. Pour une large part c'est en ses mains que réside l'avenir de l'humanité.

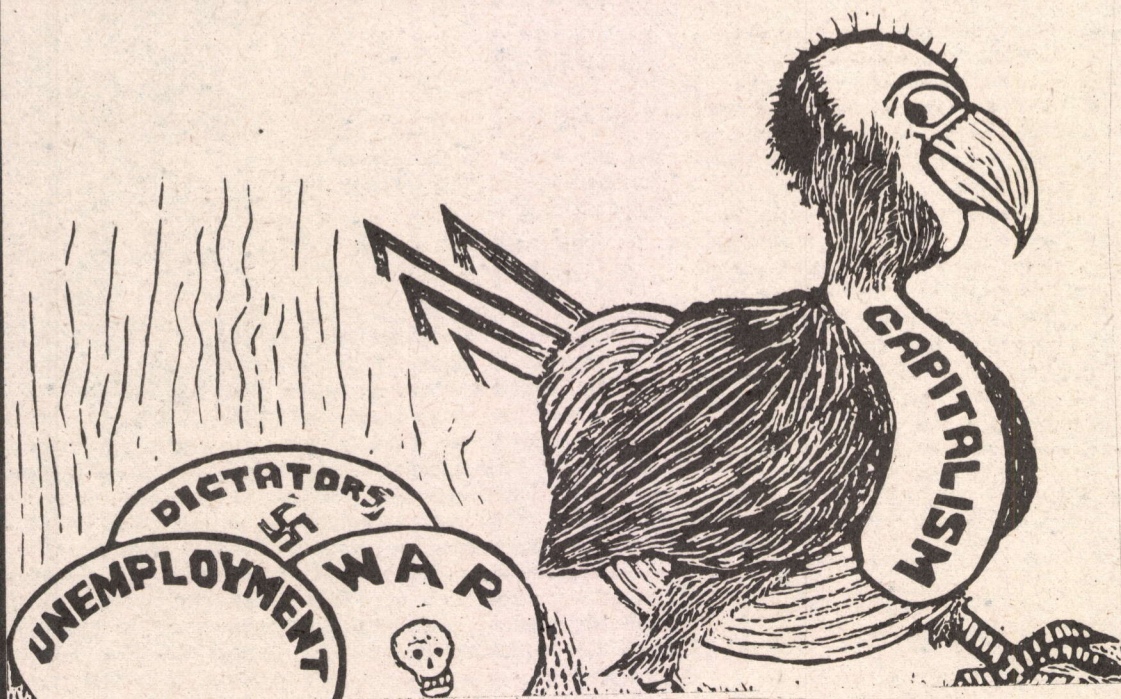
Et contrairement à certaines idées toutes faites, les travailleurs américains subissent une exploitation forcée : c'est avec leur sueur et avec leur sang qu'ils ont créé ces immenses richesses qui appartiennent aujourd'hui à quelques-uns. Les salaires sont relativement élevés (en moyenne) mais le chômage y est plus important qu'ailleurs. La classe ouvrière américaine subit elle aussi toutes les contradictions de cette société en crise, incapable d'assurer le bien-être de tous ses membres. La crise, le chômage et la guerre, tel a été le lot des travailleurs américains, comme de ceux des autres pays, au cours de ce siècle.

Et la classe ouvrière américaine a eu maintes fois l'occasion de montrer qu'elle n'était pas satisfaite de son sort. Toute son histoire est parsemée de luttes extrêmement dures. Malgré des périodes de répression féroce, elle a fait preuve d'une combativité extrême dans toutes les grandes luttes qu'elle a menées depuis un siècle.

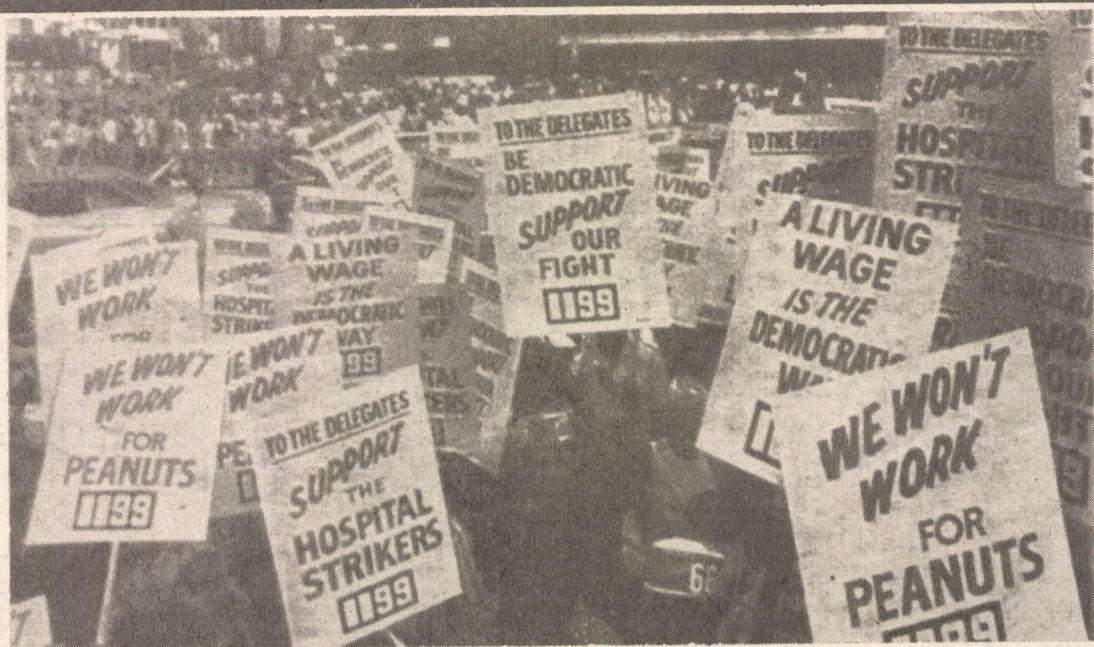
Cette combativité héroïque fait ressentir de façon particulièrement dramatique l'absence d'une direction révolutionnaire, qui a manqué à la classe ouvrière au cours de toutes ces luttes et qui manque encore aujourd'hui. C'est l'une des tâches urgentes du mouvement révolutionnaire international que d'œuvrer à la construction d'un parti révolutionnaire aux Etats-Unis. Et c'est possible ! Car, même si les travailleurs américains n'ont pas de traditions politiques, n'ont jamais eu de parti à eux, plusieurs fois au cours de leur histoire ils ont tenté de se doter de cet instrument indispensable à leur libération. Les révolutionnaires ont laissé passer ces possibilités, mais d'autres surgiront dans l'avenir, et peut-être dans un avenir très proche. S'ils parviennent alors à mener à bien leur tâche, alors, tous les espoirs sont permis, non seulement pour la classe ouvrière américaine, non seulement pour tous les opprimés d'Amérique, mais pour l'humanité tout entière.

Car la révolution aux Etats-Unis, c'est la condition suffisante pour que l'impérialisme ne se relève pas. La puissance de l'impérialisme américain est telle qu'il domine le monde. S'il est abattu, rien ne pourra plus arrêter la vague révolutionnaire et l'humanité se débarrassera définitivement de ses exploiters.

## A BIRD THAT LAYS SUCH ROTTEN EGGS IS LONG OVERDUE FOR EXTINCTION



Les IWW se sont efforcés de propager les idées révolutionnaires dans la classe ouvrière. Ici, une de leurs caricatures : « Chômage, dictature, guerre ; un oiseau qui pond des œufs aussi pourris devrait avoir disparu depuis longtemps ».



## Des luttes violentes mais pas de politique indépendante

L'histoire du mouvement ouvrier américain a été marquée par un certain nombre de circonstances objectives ; la richesse de l'impérialisme américain qui a permis à la bourgeoisie de disposer de moyens très importants non seulement pour réprimer la classe ouvrière mais aussi pour corrompre une partie d'entre elle. Face à cette bourgeoisie puissante, la classe ouvrière a eu d'autant plus de mal à trouver le chemin de son unité que les Etats-Unis sont le seul pays au monde où la classe ouvrière ait été constituée par plusieurs vagues successives de millions d'émigrants. Ce sont des dizaines de millions de travailleurs qui sont ainsi venus, d'une dizaine de pays d'Europe différents mais aussi de Chine, avec des traditions, une culture, un langage différents et qui ont constitué entre 1840 et 1930 les gros bataillons de la classe ouvrière. Dans le désir de préserver les avantages qu'ils avaient acquis, les émigrants plus anciennement installés éprouvèrent de l'hostilité vis-à-vis des nouveaux arrivés, qui acceptaient des conditions de

travail et de salaires inférieurs.

C'est sur ce type de sentiment que la bourgeoisie s'est d'ailleurs appuyée pour corrompre la classe ouvrière. Et l'instrument qu'elle a utilisé pour parvenir à ces fins a été bien souvent les organisations ouvrières elles-mêmes. Dès le départ, les organisations syndicales ont été marquées par le corporatisme et ont lutté pour l'arrêt de l'émigration. Lorsque le mouvement syndical s'est définitivement constitué, avec la création en 1886 de l'American Federation of Labor, il s'est immédiatement placé sous le signe du corporatisme, n'ouvrant ses rangs qu'aux travailleurs qualifiés.

Cela a représenté une véritable plaie pour le mouvement ouvrier américain. Le corporatisme a été l'un des obstacles majeurs au développement d'un mouvement politique défendant les intérêts généraux de la classe ouvrière mais même d'un syndicalisme de masse, qui ne se constituera définitivement qu'avec le CIO, en 1935 seulement.

L'histoire du mouvement ouvrier américain se confond pour l'essentiel avec l'histoire d'un mouvement purement syndical, parfois très combatif et très violent mais marqué profondément par le corporatisme, quand ce n'est le racisme.

Pourtant, il y a toujours eu dans le mouvement ouvrier américain des hommes ou des courants qui se sont battus pour l'unité de la classe ouvrière face au Capital, comme il y en eut qui se battaient pour implanter l'idée qu'il appartient aux travailleurs de changer la société américaine.

La première grande grève de masse de 1877 éveille cette idée dans la conscience des travailleurs et dans les années 1880 les « Chevaliers du travail » constituent la première organisation de type syndical qui organise largement qualifiés et non-qualifiés, atteignant jusqu'à 700.000 membres mais disparaissant très vite. L'organisation des Industrial Workers of the World, les IWW, créée en 1905, défendra clairement l'idée d'un syndicalisme révolutionnaire, de lutte de classes mais, quoique ayant mené de grandes grèves, restera toujours une petite organisation qui ne regroupa pas plus de 60.000 membres. Quant au mouvement socialiste, qui se développe lui aussi à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il ne parvient pas non plus à implanter ses idées dans la classe ouvrière.

Les raisons de ces échecs sont multiples. Aux causes objectives évoquées plus haut, on peut ajouter les erreurs politiques des militants les plus conscients et les plus combattifs. Par réaction contre le corporatisme et l'opportunisme, ils ont tenté de regrouper les travailleurs sensibles aux idées révolutionnaires dans des organisations séparées, dans des « syndicats révolutionnaires ». Ils se sont ainsi coupés de la grande masse des travailleurs organisés qui l'étaient dans l'AFL.

En 1919, le courant communiste naissant ne bénéficie pas aux Etats-Unis de la situation révolutionnaire existant en Europe après la Première Guerre mondiale. Les lendemains de la guerre sont beaucoup moins dramatiques pour la bourgeoisie américaine et les grandes grèves de 1919 sont sauvagement réprimées. La « panique rouge » s'instaure : c'est la chasse aux sorcières. Mais, défavorisé au départ par les circonstances objectives, le Parti Communiste le sera par la suite surtout par sa politique, quand il devient un parti stalinien, incapable d'aider la classe ouvrière à trouver le chemin d'une politique indépendante.

En fait, c'est surtout dans les grandes luttes modernes de la classe ouvrière américaine que s'est posé clairement pour des millions de travailleurs le problème d'avoir un parti politique à eux, qui défende leurs intérêts de classe. C'est à l'époque de l'impérialisme décadent que la classe ouvrière américaine cherche de toutes ses forces, au cours de ces luttes, une issue politique qui lui soit propre. Cette aspiration s'est manifestée lors des grandes luttes des années 1930, puis dans la période de 1944-47. La bourgeoisie américaine a pu jusqu'ici disposer de suffisamment d'alliés au sein du mouvement ouvrier lui-même pour la contenir, pour l'étouffer.

Les années 1960 ont vu une fraction de la classe ouvrière, les travailleurs noirs, atteindre un haut degré de mobilisation et de combativité. Faute d'organisation de classe, le mouvement est resté dans l'impasse du nationalisme.

La classe ouvrière américaine n'a pas de traditions politiques. Mais chaque fois qu'elle mène de grandes luttes, la conscience de la nécessité d'avoir un parti à elle ressurgit. Il ne pourra que se poser avec plus d'acuité encore dans les années à venir.

# dossier

le prolétariat  
aux U.S.A



Quand les contrats viennent à expiration, des grèves ont souvent lieu pour l'amélioration du nouveau contrat. Ici, le piquet de grève d'une usine General Motors à Detroit lors de la grève des GM de 1970. (UPI)

## Des salaires supérieurs, mais...

Vu de France, les salaires des ouvriers américains font quelque peu envie. Ainsi, si l'on se réfère aux années 1975-1976, on voit par exemple que les ouvriers de l'industrie du caoutchouc qui gagnaient en moyenne 27,50 F de l'heure demandaient en août 1976 6,75 F d'augmentation horaire, tandis que les routiers (« teamsters ») ont obtenu une élévation de plus de 8 F de leur taux horaire en avril 1976, qu'en janvier de la même année le salaire de base des hôtesses de l'air des lignes intérieures National Airlines est passé à 67 500 F par an, ou que les livreurs de lait de New-York ont obtenu un salaire de base de 5 000 F par mois en 1976.

Evidemment, pour qu'une comparaison soit valable, il faut tenir compte du coût de la vie aux Etats-Unis : tous postes mélangés, celui-ci est comparable avec celui d'un pays comme la France, et c'est pourquoi le pouvoir d'achat des ouvriers américains est sensiblement supérieur à ce

qu'il est en France, étant entendu qu'aux USA un certain nombre de dépenses importantes, comme l'école maternelle, la santé et les médicaments sont presque entièrement à la charge du particulier.

L'impérialisme américain a effectivement été en mesure jusqu'à présent de redistribuer à son propre prolétariat, une petite partie des richesses acquises grâce à sa position dominante dans l'économie mondiale.

Mais à une partie de celui-ci seulement. Crise ou pas, des millions de travailleurs américains sont de toute façon exclus de la prospérité et c'est ainsi qu'en 1975, 25,9 millions d'Américains avaient des revenus annuels inférieurs à 5 500 dollars (27 500 F), seuil de la pauvreté fixé par le gouvernement, soit un travailleur américain sur quatre : parmi eux, les jeunes, les femmes chef de famille, les Noirs et plus généralement une forte proportion des minorités ethniques des USA.

## ... des horaires inhumains

Si 62 % des travailleurs font 40 heures et moins, 15 % travaillent de 41 à 48 heures ; 12 % de 49 à 59 heures ; 11 % plus de 60 heures. Pour s'en tenir aux « cols bleus », 34 % font des heures supplémentaires.

Il faut dire qu'il n'y a aucune limite légale et que les heures supplémentaires sont obligatoires, si tel est le bon vouloir du patron. En période de « boom », on peut devoir travailler deux équipes, soit 84 heures par semaine.

Et il faut ajouter à cela que plus de 4 millions de travailleurs en 1970 ont un double emploi :

le travail au noir, on dit « au clair de lune » aux USA, est en augmentation constante.

Cela dans un pays où le chômage est devenu une institution !



# la classe ouvrière : exploitation et com

Au contraire de la plupart des pays capitalistes avancés, où les luttes ouvrières ont acquis à la classe ouvrière un certain nombre de lois et de conventions collectives nationales qui limitent la liberté des patrons vis-à-vis de leurs travailleurs, aux Etats-Unis il n'existe pratiquement pas de législation sociale nationale.

La situation sociale des travailleurs américains varie en fonction de nombreux facteurs : les lois propres à chaque Etat et qui varient d'un Etat à l'autre, les clauses particulières obtenues par les contrats passés entre syndicats et employeurs.

Les quelques lois fédérales sur le salaire minimum, l'allocation chômage, la retraite, l'interdiction des discriminations à l'embauche et dans les salaires, etc., ne s'étendent ni aux entreprises de moins de 25 employés, ni à celles dont l'activité commerciale est géographiquement restreinte à un seul Etat, ce qui exclut environ le tiers des salariés !

Et s'il est vrai que les travailleurs américains ont, en moyenne, les salaires les

plus élevés du monde, il n'en demeure pas moins que tout n'est pas rose, et notamment en ce qui concerne les conditions de travail.

La politique des dirigeants syndicaux y est d'ailleurs pour quelque chose, puisqu'ils se sont contentés de mener des luttes sur les salaires, laissant les mains libres au patronat quant au reste. C'est ainsi par exemple que les cadences sont devenues intolérables et que les grèves sauvages sur ce problème se sont développées ces dernières années.

Car si la classe ouvrière s'est donnée de puissantes organisations syndicales, elles sont néanmoins corporatistes et très bureaucratiques et jouent à fond la politique de collaboration de classe. Dans les périodes de prospérité, elles ont mené de grandes luttes parfois très dures et très longues, surtout sur les salaires ; mais aujourd'hui que la bourgeoisie est de moins en moins disposée à lâcher des miettes, elles pèsent de tout leur poids pour empêcher les travailleurs de défendre leur niveau de vie. Cela ne suffit d'ailleurs pas à étouffer la combativité ouvrière et les grèves sauvages se multiplient.



## Des congés payés mais... travaillés

Aucune loi sur les congés payés n'existe aux Etats-Unis. Ceux-ci sont soit laissés à la discrétion du patron dans les entreprises où il n'y a pas de syndicat, soit négociés avec eux.

Dans tous les cas, ils sont accordés proportionnellement à l'ancienneté du travailleur dans l'entreprise et les ouvriers qui ont moins d'un an de présence ne doivent rien attendre.

Encore faut-il préciser que ceux qui ont droit aux congés n'ont droit qu'au salaire supplémentaire. La possibilité de prendre effectivement ses jours de congé dépend entièrement de la bonne volonté du patron et beaucoup de travailleurs ne peuvent pas prendre tous les jours auxquels ils ont droit.

## Le chômage, une institution permanente

Nulle part autant qu'aux USA l'expression « d'armée industrielle de réserve » pour désigner les chômeurs n'a de valeur.

Le chômage temporaire est aux Etats-Unis une vieille institution, pratiquée par toutes les branches industrielles, même en période de prospérité.

Ainsi les ouvriers des usines automobiles américaines subissent régulièrement et du jour au lendemain des mises à pied collectives, les « lay-offs » : General Motors ou Chrysler décident de licencier pour des semaines entières 1 000, 10 000 ou 20 000

de leurs salariés sans avoir de comptes à rendre à personne sur la marche de leurs affaires. Les principes en sont simples et acceptés par les syndicats : les derniers embauchés sont les premiers débauchés et inversement, lorsque le travail reprend, les derniers débauchés ont priorité. De la sorte, dans le cadre d'une conjoncture défavorable, les travailleurs qui ont le moins d'ancienneté, les jeunes et les femmes et les Noirs en particulier, courent le risque d'un chômage perpétuel.

Il n'est pas étonnant avec de telles pratiques qu'en 1973, an-

## Les ouvriers noirs

En 1970, les Noirs constituaient 11 % de la population américaine, soit 22,5 millions. Ils sont en majorité citadins.

Les ouvriers noirs gagnent moins que les blancs

Si le niveau de vie des Noirs a augmenté, ils figurent toujours au bas de l'échelle des revenus. Il y a vingt ans, le décalage entre le revenu moyen d'une famille noire et d'une famille blanche était de 2 700 dollars ; en 1970, il était de 3 500 dollars. Aujourd'hui cet écart a encore grandi.

Le revenu moyen des Noirs est de 7 800 dollars. Or il est reconnu officiellement que 11 000 dollars sont nécessaires à une famille de 4 personnes pour vivre décemment dans une grande ville. Un exemple : à la Dana Corporation (1973), le salaire moyen des ouvriers noirs était de 4,40 \$ par heure, alors que les Blancs touchent 7,50 \$.

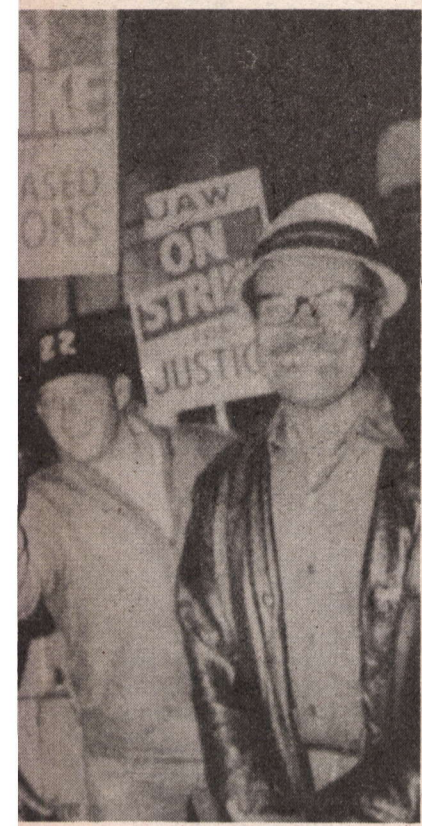


Les postes qualifiés sont pour les Blancs

Si les Noirs représentent 11 % de la population américaine, ils ne sont que 8 % à travailler dans des professions libérales, des postes de techniciens ou d'ouvriers qualifiés. Ainsi, à l'usine Dodge à Detroit, s'il y a 80 à 90 % de Noirs, 1 % seulement d'entre eux sont qualifiés.

En fait, la qualification est liée à la scolarité. Or là aussi les chiffres sont parlants : à l'école primaire, pour 73 % de Blancs

# américaine bativité



## Le syndicat dans l'usine

Tant qu'il n'a pas obtenu le droit de représenter les ouvriers d'une entreprise, le syndicat n'y a aucune existence légale. Les militants peuvent être pourchassés et licenciés sitôt qu'ils sont connus. Certains patrons de combat mènent une politique délibérée à cet égard, et font éclater leurs entreprises en petites unités autonomes dans lesquelles la lutte pour la syndicalisation est plus difficile à mener.

Pour obtenir la représentativité, il faut obtenir d'abord la signature de 30 % des travailleurs puis remporter la majorité au cours du vote organisé alors par la direction dans l'entreprise.

Dans ce cas, tous les salariés de l'entreprise sont alors tenus de prendre leur carte dans un certain délai. Le syndicat dispose

alors d'un système de délégués chargés de le représenter auprès des ouvriers et de s'occuper de toutes les réclamations dont ils peuvent avoir connaissance. Mais là encore, il n'existe aucune législation nationale, et le mode de désignation de ces délégués varie d'une entreprise à l'autre ; ainsi que leur nombre et leur compétence, suivant l'accord passé entre le syndicat et la direction. Cela peut aller du délégué d'atelier élu (shop-steward), représentant 25 à 30 ouvriers, qui ne peut quitter son poste que lorsqu'un ouvrier le réclame pour un problème déterminé, au committeeman, désigné par le syndicat, qui représente des centaines d'ouvriers et qui est pratiquement un permanent payé par le patron.



En 1976, les mineurs en grève sauvage contre les restrictions à leur droit de grève prévues dans le contrat.

## GREVES SAUVAGES CHEZ LES MINEURS

Arnold Miller, le dirigeant du syndicat des mineurs, a négocié en 1974 un contrat dans lequel le droit de grève en cours de contrat sur des problèmes locaux était supprimé et remplacé par une procédure d'arbitrage. Du coup, les grèves sauvages se sont multipliées.

En août 1975, à la suite du licenciement d'un syndicaliste, la grève se répandait rapidement dans un millier de fosses au travers de huit Etats. 80 000 mineurs ont résisté pendant un mois aux injonctions des juges et des flics, mais ils durent céder.

L'année suivante, en juin 1976, 500 mineurs se mettaient en grève en Virginie sur des revendications locales. La cour fédérale

condamna la section syndicale à 50 000 dollars d'amende plus 25 000 dollars pour chaque jour supplémentaire de grève.

L'indignation fut telle que la grève s'étendit en quelques jours à 75 000 mineurs, qui se battirent pour le droit de grève sur les problèmes locaux.

Après deux mois de lutte, les mineurs qui avaient tenu tête aux patrons, aux juges et aux... bureaucrates syndicaux, notamment à Miller lui-même, l'emportèrent.

Plus les patrons, avec la complicité des dirigeants syndicaux, mettent sur pied des restrictions au droit de grève, plus les travailleurs se lancent dans des grèves sauvages.

## Les contrats

Les conventions collectives nationales sont très rares. La grande majorité des contrats collectifs sont des contrats d'entreprises, complétés par des contrats d'établissement.

Ils portent sur tout ce qui touche au salaire, sur le fonctionnement du syndicat à l'intérieur de l'entreprise et sur certaines questions de discipline à l'intérieur de l'entreprise.

En règle générale, ces contrats ne fixent aucune garantie concernant les conditions de travail. Ils se bornent à prévoir une procédure d'arbitrage compliquée destinée à examiner chaque revendication individuelle ou collective.

Mais avant tout, les contrats sont destinés à lier les mains des syndicats qui les signent. Ils comportent toujours une clause par laquelle le syndicat s'engage à ne pas remettre en cause les termes du contrat, par exem-

ple en avançant des revendications de salaire, pendant sa durée de validité (en général 3 ans), et en particulier à ne pas lancer de mouvement de grève pendant cette période.

En principe, avant de signer un contrat, le syndicat doit organiser un vote des ouvriers concernés. Il ne signera que si la majorité des votants se prononce en faveur du contrat. Et il n'est pas rare que le syndicat soit désavoué dans ce vote : pour la seule année 1968, près de 30 % des contrats proposés par les syndicats ont été rejetés par la base. Ce désaveu va d'ailleurs parfois très loin : en 69-70, 100 000 travailleurs des transports de l'ouest des USA participèrent à une grève sauvage contre le contrat que venait de signer leur syndicat, l'International Brotherhood of Teamsters (Fraternité Internationale des Routiers).

## FORD :

## UNE GREVE LANCEE PAR LES BUREAUCRATES

C'est cette année que les contrats venaient à expiration dans l'automobile. Pendant des mois on s'est demandé quelle entreprise le syndicat, l'UAW, lancerait dans une « grève pilote » pour faire pression sur les patrons de l'automobile. Fin août les hauts dirigeants de l'UAW décidèrent que ce seraient les ouvriers de chez Ford qui feraient grève. Ils demandaient au contraire aux travailleurs de chez General Motors et de Chrysler de rester au travail. Il y a même certaines catégories de travailleurs de chez Ford qui étaient censés continuer à travailler mais ils refusèrent.

Tout a été fait pour que la grève reste limitée : aucune réunion, aucun bulletin d'information, des piquets réduits au mi-

nimum.

Après que les ouvriers de Ford eurent fait trois semaines de grève, l'UAW signait un contrat qui n'accordait que quelques miettes, différentes selon les catégories de travailleurs, qui ne prévoit que 3 % d'augmentation par an pendant les trois années à venir. Il ne donne aucune garantie en ce qui concerne les licenciements mais il interdit aux travailleurs de faire grève sur quoi que ce soit pendant trois ans !

C'est dire qu'aux USA comme ailleurs, les bureaucrates syndicaux savent se montrer responsables vis-à-vis des patrons et qu'ils font tout dans cette période de crise économique pour les aider à faire payer les travailleurs.

née pourtant exceptionnelle pour les bénéfices des capitalistes américains, 57 % seulement de la main d'œuvre américaine ait travaillé une année entière dans la même entreprise.

Avec le développement de la crise économique, le chômage, partiel ou total s'est accru au point d'atteindre des chiffres inégalés depuis la grande crise.

Selon les statistiques officielles (très inférieures à la réalité), en 1976 le chômage atteignait 8 % de la population active. En fait il y a plus de 10 millions de chômeurs aux Etats-Unis.

qui vont jusqu'au bout, il y a 58 % seulement de Noirs. Dans les universités, il n'y a que 3 % de Noirs.

## Plus de chômage pour les Noirs que pour les Blancs

Quelques exemples : dans les ghettos, le taux moyen de sans-emplois est de 35 %. Dans les années 70, plus de la moitié de la jeunesse de couleur à Detroit, capitale de l'Automobile, était au chômage. Newark est une ville à 60 % noire. Le taux de chômage y était en 1973 trois fois plus élevé qu'ailleurs.

A Chicago, sur 700 000 assistés, 80 % sont noirs, 20 % sont blancs.

Et à tout cela, il faudrait ajouter, ce qui ne fait l'objet d'aucune statistique, les multiples humiliations dont les Noirs sont victimes dans la vie courante comme à l'usine, de la part de leurs chefs comme de leurs compagnons de chaînes. Les Noirs étant toujours considérés, comme d'anciens esclaves par beaucoup, comme des inférieurs, les relations au sein de la classe ouvrière sont empoisonnées par cette gangrène qu'est le racisme.

## Vers une tendance de gauche dans l'AFL-CIO

Depuis le développement de la crise, depuis que les patrons ont de moins en moins tendance à jouer le jeu des discussions avec les syndicats, les ouvriers expriment une rancœur grandissante contre les bureaucraties syndicales les plus ouvertement collaborationnistes. Comme les patrons ne veulent plus accorder de miettes dans les nouveaux contrats, les bureaucrates syndicaux signent des contrats où la baisse du pouvoir d'achat est entérinée, où rien n'est dit sur les licenciements ou l'augmentation des cadences.

C'est dans ce contexte que certains syndicalistes se basant sur ce mécontentement ont fait campagne au nom de la démocratie syndicale et pour un syndicat plus combatif. Chez les mineurs, Miller et son groupe,

« Mineurs pour la Démocratie », ont fait campagne contre la corruption et le gangstérisme qui régnaient dans le syndicat, pour que la base puisse donner son avis et avoir une part réelle dans la vie du syndicat. Le mécontentement était tel que la clique du dirigeant en place a été battue et que Miller a été élu.

Dans l'Acier, on assiste à la même opération. Et Sadlowski, avec son groupe « Riposte des ouvriers de l'Acier », mène campagne à l'heure actuelle pour la présidence du syndicat contre le candidat nommé Abel, dirigeant qui occupait la tête du syndicat depuis douze ans. Abel est honni par une grande partie des ouvriers de l'acier. Il s'était fait élire pour, disait-il alors, lutter contre la corruption dans le syndicat ; élu, il s'est voté un sa-

laire annuel de 75 000 dollars (soit environ 37 millions d'anciens francs) et tous les fonctionnaires centraux du syndicat se sont accordé des salaires mirifiques.

Si Sadlowski a rencontré déjà des succès importants, en particulier dans les grandes aciéries de la région de Chicago, il le doit à son programme d'égalité raciale, de promesse d'un syndicat combatif contre la baisse du niveau de vie et pour une réelle démocratie syndicale dans l'acier.

Et il n'est pas du tout impossible que Sadlowski et son équipe remportent les élections pour la présidence en 1977. Tout comme Miller.

Les dirigeants de l'Automobile, qui se veulent la gauche de l'AFL-CIO, ont soutenu ces deux

opposants et ce n'est guère surprenant.

Avec la crise, avec le désenchantement des travailleurs, on voit en fait une partie des bureaucrates syndicaux, comme au moment du CIO, créer une tendance encore informelle pour le renouvellement du syndicalisme. Ceux-ci misent sur une éventuelle radicalisation des travailleurs et ils s'emploient à mettre en place des structures pour recueillir cette poussée. Certes, tout changement dans le sens d'une plus grande démocratie ne peut que servir les travailleurs, mais les leçons du passé sont là pour rappeler qu'aux moments décisifs les bureaucrates de gauche ont toujours su se servir de leur prestige pour détourner les travailleurs des objectifs sociaux et politiques qui étaient à leur portée.

# dossier

## le prolétariat aux U.S.A

# le parti ouvrier: les e



Dans les années 30, les chômeurs comptent plus sur leurs propres luttes que sur les promesses de Roosevelt pour défendre leur niveau de vie. (Viollet)

Contrairement aux classes ouvrières européennes, la classe ouvrière américaine n'a pour ainsi dire aucune tradition d'organisation politique. Autant les traditions d'organisation sur le plan syndical sont enracinées et vivantes dans ses rangs, autant un parti ouvrier qui défende ses intérêts propres lui a toujours fait défaut.

Cette idée d'un parti ouvrier nécessaire apparaît pourtant dans le mouvement ouvrier américain presque en même temps que les syndicats, puisque le premier parti ouvrier du monde fut créé en mai 1828 à Philadelphie, sous le nom de Working Men's Party par l'organisation syndicale locale : Mechanic Union of Trades Association. Bien que cet exemple ait été imité dans d'autres villes, il était trop tôt encore pour que la classe ouvrière puisse se doter d'un parti durable.

A l'époque où les organisations syndicales sont mieux structurées et deviennent permanentes, Gompers est trop lié politiquement à la bourgeoisie pour soutenir la création d'un troisième parti. C'est lui qui inaugure la politique du « Votez pour l'ami des travailleurs » qui sera celle de tous les bureaucrates syndicaux par la suite.

Les IWW, eux, sont des syndicalistes révolutionnaires qui refusent de s'occuper de politique. Quant aux socialistes, oscillant entre l'opportunisme le plus complet et l'ultra-gauchisme, ils sont incapables de se lier profondément aux masses ouvrières. Mais c'est surtout à la suite de la grande crise de 1929, avec la grande mobilisation ouvrière des années 30 et la perte de ses illusions en Roosevelt comme

« ami des travailleurs » que se fait fortement sentir dans la conscience ouvrière la nécessité d'un parti ouvrier bien à elle, capable de représenter en toute indépendance ses intérêts de classe. Mais les leaders syndicaux qui créèrent le CIO n'avaient pas en vue la défense des intérêts de classe des travailleurs. Ils ont bien plutôt canalisé et encadré la volonté de lutte de la classe ouvrière de façon à ce qu'elle ne mette pas en danger la société bourgeoise. Les leaders syndicaux se sont refusés à concrétiser les aspirations de la base en s'engageant dans la formation d'un grand parti ouvrier, fût-il réformiste.

Le rôle des bureaucrates ouvriers sera au contraire de tout faire pour conserver les votes ouvriers aux partis traditionnels, particulièrement aux démocrates, trompant ainsi l'espoir des travailleurs. C'est ainsi que le CIO met sur pied en 1936 la « Labor's Non Partisan League » qui semblait représenter un pas en avant vers la formation d'un grand parti ouvrier indépendant, mais qui fut au contraire un moyen de ramener vers Roosevelt des voix qui se portaient traditionnellement sur les socialistes ou les communistes, dans l'Etat de New-York en particulier.

Quatre ans plus tard, en 1940, lorsque Lewis rompit pour des raisons personnelles avec Roosevelt. L'espoir était tel qu'il appellerait à la formation d'un troisième grand parti qui présenterait son propre candidat aux élections présidentielles de novembre, que 25 à 30 millions de personnes écoutèrent le 25 octobre son discours radio-diffusé. Après une critique virulente de la

politique de Roosevelt qui mène à la guerre, il appelle les millions de travailleurs suspendus à ses lèvres à voter républicain !

En 1944, la poussée en faveur d'un parti ouvrier fut plus forte encore et les bureaucrates syndicaux eurent besoin de toute leur habileté manœuvrière pour écarter les nombreux votes, motions et pétitions venus de la base réclamant la création d'un parti indépendant. Ils remirent sur pied la LNPL et firent réélire Roosevelt malgré sa politique ouvertement anti-ouvrière de la guerre.

Dans le seul Etat de New-York, on estime à 800 000 les voix qui n'allèrent à Roosevelt que grâce à l'intervention de ces formations solidaires indépendantes !

Mais si les bureaucrates syndicaux n'ont pas répondu à l'attente des travailleurs pendant cette période, ni les communistes ni les trotskystes ne se sont véritablement mobilisés pour aider les travailleurs à les y contraindre. Le PC, côte à côte avec les bureaucrates syndicaux, a tout fait au contraire pour s'opposer à la volonté des travailleurs ; sauf pendant la courte période du pacte germano-soviétique, il fut le plus fervent soutien de Roosevelt. Quant aux trotskystes, plus engagés dans le travail syndical que dans la lutte politique, ils n'ont pas été capables, malgré les exhortations de Trotsky, de mener une politique qui réponde à cette attente des travailleurs. Et, au terme de cette période, dans les années 50, non seulement la classe ouvrière n'avait toujours pas d'organisation ouvrière, mais l'implantation du PC et du SWP dans les trade-unions était pratiquement anéantie.

## 1934 : la contre-offensive ouvrière et ses espérances

La classe ouvrière américaine fut touchée de plein fouet par la crise économique de 1929. Mais à partir de 1934 elle passe à la contre-offensive, se mobilise, s'organise, se radicalise. Le caractère des trois grandes grèves de la période illustre bien cette montée ouvrière.

### LA GREVE D'ELECTRIC AUTOLITE A TOLEDO

En février 1934, les travailleurs d'Electric Autolite se mettent en grève. La compagnie obtient d'un juge à sa solde une injonction demandant la levée des piquets de grève. C'est alors que les grévistes se tournèrent vers les militants révolutionnaires autour de Muste (qui rejoindront plus tard les trotskystes) qui dirigeaient la ligue des chômeurs et ceux-ci prirent, avec l'aide de toute la population ouvrière, la défense de la grève.

Plus de 10 000 travailleurs

se mobilisent, font face à la police et à la Garde nationale. Au bout d'une semaine, la Garde nationale, inutilisable parce que gagnée aux idées des grévistes, fut retirée des combats. Le 1<sup>er</sup> juin la grève générale fut décrétée pour tous les travailleurs de la ville et 40 000 personnes manifestèrent dans les rues. Trois jours plus tard, la compagnie signait un contrat qui accordait des augmentations de salaires mais surtout qui reconnaissait le syndicat des travailleurs comme unique interlocuteur à l'exclusion des syndicats financés par les patrons.

### MINNEAPOLIS

A Minneapolis, c'est le comité de grève des camionneurs qui mène la lutte également sur deux fronts, l'amélioration des conditions de vie et la reconnaissance exclusive du syndicat pour négocier les accords.

Ici ce sont des militants de la Ligue Trotskyste d'Amérique (trotskyste) qui sont portés à la direction de la lutte. Il s'agit d'organiser autour des camionneurs tous les travailleurs qui ont un rapport avec eux : les ouvriers des entrepôts, des magasins et du commerce, c'est-à-dire une bonne partie de la classe ouvrière de Minneapolis. Elle aura à faire face à l'Alliance des citoyens mise sur pied par les patrons avec ses milices privées de 2 000 membres, à la police, à la Garde nationale.

C'est une véritable guerre de classe au niveau d'une ville. Il faudra aux travailleurs trois grèves en février, mai et juillet pour vaincre.

Ceux-ci seront organisés démocratiquement avec un comité de grève de cent membres qui dirigera l'action. La ville est contrôlée par des escouades de travailleurs armés de matraques, véritable milice ouvrière

rendant coup pour coup à la police et à la Garde nationale. Les travailleurs ont leur quotidien L'organisateur, la jonction est faite avec les fermiers pour le ravitaillement de la ville.

Là comme à Toledo, ils finirent après plusieurs mois à triompher malgré le désaveu de leurs propres dirigeants syndicaux de l'AFL.

### SAN FRANCISCO

A l'autre bout du pays, à San Francisco en mai 1934, commençait la grève des dockers.

Ce sont cette fois des sympathisants du Parti Communiste dont la base est véritablement révolutionnaire encore à cette époque qui dirigent la grève.

La grève s'étend aux marins. Pour répondre aux meurtres de la police et aux assauts de la

Garde nationale, une grève générale de deux jours mobilise toute la classe ouvrière de San Francisco.

Et après onze semaines de lutte, les dockers remportèrent sinon une victoire totale, du moins une victoire partielle qui ouvrit la voie à d'autres combats victorieux et à l'organisation de tous les dockers.

Ces trois grèves ont toutes pris le caractère de grève générale au niveau d'une ville, c'est-à-dire un caractère politique. Les travailleurs n'ont pas hésité à placer à leur tête des révolutionnaires qui, même en ce qui concerne le Parti Communiste, n'étaient que des petits groupes.

Cela montre bien toutes les possibilités de l'époque, la profondeur de la mobilisation des travailleurs, cela montre également la possibilité de petites minorités à partir du moment où elles ont des liens avec la classe ouvrière.

# espoirs trahis

## Le CIO : une immense combativité détournée au profit de bureaucrates

Les événements de 1934 ont été l'indication de la combativité ouvrière. Si pour les révolutionnaires, elle est porteuse de beaucoup d'espoirs, pour les bureaucrates syndicaux les plus avisés de l'AFL, elle est avant tout un signal d'alarme. Si ceux-ci se contentaient de suivre la politique de la vieille AFL corporatiste et anti-gréviste, des millions d'ouvriers représentant l'aile la plus combative et les travailleurs non qualifiés de la grande industrie auxquels les portes des syndicats professionnels étaient fermées, risquaient de se ranger derrière les révolutionnaires.

Aussi en 1935, après le refus réitéré de Tobin et Green, dirigeants de l'AFL, d'ouvrir largement le syndicat aux non-qualifiés, se crée à l'initiative de Lewis, dirigeant des mineurs, le Comité pour l'Organisation Industrielle (CIO), visant à rassembler tous les travailleurs non plus sur une base corporatiste mais industrielle. Ceux qui sont à l'origine de cette tendance ne sont pas des révolutionnaires, ce sont des bureaucrates patentés qui, comme Lewis, ont un passé d'anti-communistes convaincus. Pour eux, il ne s'agit pas de faire appel à la combativité des travailleurs et à leur initiative, il s'agit de mettre en place des structures capables de les encadrer. Pour cela, Lewis compte surtout sur l'aide de l'administration Roosevelt, en échange d'un soutien électoral.

Mais de grandes luttes ouvrières démarrent. En décembre 1936, la grève de General Motors inaugure une nouvelle forme de lutte aux USA : la grève avec occupation.

C'est à Flint, ville toute entière sous le contrôle de General Motors, que le mouvement démarre. Il est conduit par des militants pour la plupart proches du Parti Communiste. La grève avec occupation s'étend à 14 usines General Motors à travers tout le pays. Les travailleurs forment leur comité de grève démocratiquement élu, contrôlé par la base dans les assemblées générales. Comme en 1934, c'est toute la population qui participe à la lutte.

Le magnat GM capitule. Il reconnaît de fait le CIO comme seul interlocuteur valable et engage des discussions qui aboutissent à un accord. La grève de Flint est le point de départ d'une grande vague de grèves avec occupation qui va toucher près de deux millions d'ouvriers dans les mois qui vont suivre.

Ce mouvement spontané aura bien souvent comme objectif premier la reconnaissance du syndicat ouvrier comme seul représentant des travailleurs. Et c'est bien cette volonté de lutte de la classe ouvrière qui va faire

du CIO une organisation puissante et combative, la première du pays même en 1937 avec trois millions huit cent mille syndiqués.

Dans les secteurs où il n'y a pas eu cette poussée de la base, l'organisation syndicale a pris un autre caractère, comme dans l'Acier par exemple. C'est d'en haut que Lewis et son adjoint Murray décident de mettre le syndicat sur pied. Tous les responsables furent nommés par en haut et plusieurs centaines de milliers de dollars servirent à payer une armée de permanents pour recueillir les adhésions, sans grand succès d'ailleurs; et lorsque certains des trusts de l'Acier, en refusant la collaboration syndicale, ont contraint le syndicat ainsi implanté à la lutte, ce dernier a subi une grave défaite.

Le CIO a représenté un immense espoir. Pas seulement d'une organisation démocratique et radicale. Mais une fraction importante de la classe ouvrière s'attendait à ce que surgisse, à partir du CIO, un parti ouvrier face aux deux grands partis bourgeois. L'espoir fut vite déçu. Non seulement le parti ne naquit pas mais le CIO ne mettra que quelques années pour aligner sa politique sur celle de l'AFL et pour finir par refuser avec cette dernière.

Photo ci-contre : en 1970, un Noir bâillonné par décision du juge, au cours de son propre procès à Philadelphie. Véritable symbole des droits que la bourgeoisie américaine accorde à ses opprimés !

En avril 68, à Washington, la colère s'empare de la communauté noire (qui forme la majeure partie de la population de la capitale) à la suite de l'assassinat du pasteur Martin Luther King. A la violence des oppresseurs répond la violence des opprimés. (UPI)



## La montée de l'après-guerre

La fin de la Deuxième Guerre mondiale a amené une nouvelle explosion de la combativité ouvrière. Les années de guerre avaient accumulé un grand mécontentement parmi les travailleurs. Il avait été difficile de leur faire accepter l'entrée en guerre des Etats-Unis (le gouvernement en avait été réduit à monter la provocation de Pearl Harbor pour frapper l'opinion publique) et ils avaient également mal accepté les sacrifices que la bourgeoisie et l'Etat avaient exigé d'eux.

La complicité des dirigeants syndicaux (y compris des dirigeants du Parti Communiste qui y mirent plus de zèle que les autres), qui acceptèrent le « No Strike Pledge », c'est-à-dire la renonciation volontaire au droit de grève, n'a pas suffi pour empêcher tout conflit ouvert pendant cette période et, à l'approche de la fin de la guerre, les grèves se multiplièrent.

En 1945 c'est de nouveau General Motors qui sera à l'origine de la vague de grève.

Le seul leader syndical à se lancer résolument dans la lutte, Reuther, un des dirigeants du Syndicat de l'Automobile, l'UAW, vise surtout à redorer un blason quelque peu terni par sa politique de collaboration de classes pendant la guerre et à assurer sa position personnelle au sein du CIO. C'est ainsi qu'il va se mettre à la tête de la grande grève des 225 000 ouvriers de General Motors qui débute le 21 novembre 1945. Elle durera 113 jours, les grévistes n'arracheront pas les 3 % d'augmentation demandés mais feront tout de même reculer General Motors. Une énorme vague de grèves suivra, entraînant en un an cinq millions de grévistes. La politique des dirigeants syndicaux, y compris ceux appartenant au Parti Communiste, sera de freiner au maximum les luttes, de les espacer dans le temps et de faire reprendre les travailleurs sur des accords partiels, bref de tout faire pour que la bourgeoisie n'ait pas à faire face à une

classe ouvrière unie lancée dans une offensive générale.

Lorsque la vague de grève s'apaisa, la bourgeoisie et son Etat renforcèrent l'arsenal des lois répressives à leur disposition : en juin 1947, la loi Taft-Hartley était votée, véritable coup de force pour le mouvement ouvrier, qui imposait un contrôle rigoureux des organisations syndicales par l'Etat, des restrictions importantes au droit de grève avec le préavis obligatoire de deux mois et la possibilité pour le gouvernement de retarder encore de 80 jours une grève qui mettrait en danger « la santé et la sécurité nationale », une clause interdisant aux militants des PC d'occuper des postes dirigeants dans les syndicats. Ces mesures réactionnaires ont été acceptées par les bureaucrates — et utilisées pour éliminer les staliens.

Mis à part leurs dirigeants qui défendaient chacun leur fief, rien n'empêchait plus alors l'AFL et le CIO de refuser, leurs politiques s'étant rapprochées et le CIO ayant achevé de jouer son rôle de canalisation de la fraction la plus combative de la classe ouvrière.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1955 a lieu le congrès de réunification.

Dans les statuts de l'AFL-CIO, il ne sera plus question de la lutte des opprimés contre les oppresseurs mais d'objectifs poursuivis « dans le cadre de notre gouvernement et de nos institutions » et de « l'intérêt général de tout le peuple américain ». La centralisation sera aggravée, l'anti-communisme et le racisme se verront consolidés, et tout espoir de création d'un parti ouvrier disparaîtra devant l'inféodation des syndicats à l'administration gouvernementale.

## La radicalisation des travailleurs noirs et la création d'un parti ouvrier révolutionnaire

La dernière grande période de mobilisation de la classe ouvrière fut la période de 1965-1970. Mais cette fois, ce ne fut pas l'ensemble de la classe ouvrière qui se mit en mouvement et pour qui se posa le problème d'une direction politique, ce fut seulement sa partie la plus exploitée : les travailleurs noirs.

Car si les insurrections des ghettos noirs de Watts à Los Angeles, de Chicago et de Détroit ne regroupaient que des Noirs, pour l'immense majorité d'entre eux, les insurgés étaient des travailleurs.

L'ampleur du mouvement fut telle que ce n'est pas une avant-garde qui pendant ces années-là se battit et s'éveilla à la conscience politique, mais bien la totalité de la communauté qui fut touchée à chaque fois dans chaque ghetto. Et à travers la formation du pouvoir noir, c'est à une remise en cause politique globale et révolutionnaire qu'aspirait la population des ghettos. Certes, le mouvement, faute d'autres perspectives, s'est placé sur le terrain des organisations nationalistes.

Mais cette impasse, car c'en est une, où les nationalistes ont conduit le mouvement, n'était pas la seule voie. Ce contre quoi combattaient les travailleurs des ghettos, c'était une oppression qu'ils subissaient dans leur quartier et leur travail et à laquelle il n'est pas possible de mettre fin dans le cadre de la société capitaliste. Aussi les révolutionnaires étaient les seuls à pouvoir donner une réponse à ces aspirations, les seuls à pouvoir offrir des perspectives politiques générales par la création d'un parti ouvrier révolutionnaire noir, et des réponses à la situation du moment : l'organisation des ghettos noirs sous le contrôle des travailleurs qui y organiseraient la répartition des logements, qui en chasseraient la police, qui mèneraient par ailleurs la lutte dans les usines pour le contrôle des syndicats pour une action revendicative radicale. Ces exemples dans la communauté noire comme dans les usines auraient permis à un tel parti révolutionnaire noir de servir de levier et de lien avec l'ensemble de la classe ouvrière américaine.

Car s'il y a un pays où le nationalisme apparaît bien comme une impasse, c'est bien aux Etats-Unis. Les Noirs sont une partie de la classe ouvrière; chaque jour ils côtoient à l'usine les autres travailleurs et la nécessité des liens entre eux tous est facilement compréhensible.

Certes une telle politique à elle seule n'aurait pas permis aux travailleurs noirs de mettre à bas le capitalisme américain. Mais elle aurait permis l'émergence de milliers de militants noirs aguerris, éduqués dans les luttes et dans un parti ouvrier révolutionnaire. Et ces milliers de militants auraient pu changer l'image de toute la classe ouvrière et auraient aidé de façon décisive à la création d'un parti ouvrier révolutionnaire pour toute la classe ouvrière américaine et au changement radical de toute la vie sociale et politique de tout le pays.

Voilà ce que la période 1965-1970 contenait en elle pour l'intérêt de toute la classe ouvrière américaine.

Aujourd'hui, la combativité et la mobilisation des travailleurs noirs n'est plus au niveau de cette époque. Mais il existe encore un grand décalage entre leur conscience et celle du reste de la classe ouvrière. Ils sont infiniment plus politisés, sont très souvent les plus combattifs et les plus révoltés. Et le problème reste toujours posé aux révolutionnaires de la construction d'un parti ouvrier noir capable de donner une perspective à cette énergie révolutionnaire latente pour en faire l'instrument d'avancée décisive vers l'organisation et la libération de tous les travailleurs américains.

# dossier

le prolétariat

aux U.S.A

## Staliniens et trotskystes

### Que représente

## le Parti Communiste Américain de nos jours ?

C'est un parti faible, voire squelettique. Son quotidien, le *Daily World*, tire à 20 000 exemplaires et on peut estimer qu'il a autour de 15 000 membres.

Mais ces militants, pour peu nombreux qu'ils soient, existent cependant dans toutes les grandes villes et les grandes entreprises du pays, même si le plus souvent ils n'apparaissent pas en tant que tels, publiquement, mais en tant que militants syndicaux ou délégués d'atelier.

C'est la politique stalinienne qui est la première responsable de cette faiblesse.

C'est dans la deuxième moitié des années 1930, après l'abandon de la politique sectaire de la troisième période, que le Parti Communiste Américain gagne son influence et son implantation ouvrière. Mais sa politique de soutien à Roosevelt ne lui permet pas d'offrir de perspectives à la classe ouvrière.

Pendant la guerre, le Parti Communiste, doublant sur leur droite les bureaucraties syndicales, va se lancer dans une politique de soutien à la guerre à outrance, en même temps que de soutien inconditionnel à Roosevelt. Les staliniens vont dès lors intervenir systématiquement contre les grèves et contre les revendications des Noirs, en invoquant la nécessité de vaincre Hitler.

Au cours de l'émeute raciale de 1943 à Harlem, le PCA alla jusqu'à prendre fait et cause pour les autorités de la ville de New-York et de l'Etat contre les masses populaires noires. De même, les grèves déclarées illégales par le gouvernement Roosevelt sont dénoncées par le PC, qui organisa même des « jaunes », notamment en mars 1944 dans la grève des grands magasins à Chicago.

Emporté par sa ligne opportuniste, le PC décidait en 1944 de se dissoudre purement et simplement, estimant que l'alliance réalisée entre Américains et Russes entraînait une atténuation de la lutte des classes et que, dans ces conditions, un Parti Communiste n'avait plus ses raisons d'être.

Pendant la montée ouvrière qui suit la guerre, le Parti Communiste poursuit sa politique de collaboration de classes. Au moment de la guerre froide, il se laisse éliminer sans réagir des syndicats.

De 100 000 membres en 1945, le PC est tombé à 10 000 adhérents en 1955. La répression en 1956 de l'insurrection hongroise par l'armée russe acheva de le démanteler.

Le Parti Communiste n'a commencé à s'en relever que dans les années 1960, avec la montée des mouvements d'opposition à la guerre chez les jeunes et

surtout la montée du mouvement noir. Le PC recrute de nouveau, tant dans le mouvement des étudiants contestataires que chez les jeunes travailleurs noirs. Et, grâce notamment à Angela Davis, le PC a acquis aujourd'hui une influence certaine chez les travailleurs noirs.

Mais il est significatif que le Parti Communiste, qui avait pourtant envisagé de présenter Angela Davis à la présidence contre Ford et Carter, a finalement choisi de présenter Gus Hall — sans d'ailleurs faire vraiment campagne — devant les réticences de la vieille garde, habituée à soutenir traditionnellement le candidat démocrate, et surtout de peur qu'Angela Davis, indépendamment même de ce qu'elle pourrait dire, ne mobilise trop les travailleurs noirs et ne soulève trop d'espérances. Non qu'une telle candidature en soi ait été révolutionnaire mais, même sur le terrain strictement électoral, le PC a montré une fois encore qu'il n'était pas prêt à affronter la bourgeoisie. Et, entre deux politiques tout aussi réformistes, il a choisi la moins combative.

Une telle pusillanimité ne peut qu'entraîner des défections, surtout chez les jeunes Noirs gagnés récemment au mouvement. Et c'est ce qui semble se passer à l'heure actuelle.

## Le mouvement trotskyste

Le mouvement trotskyste aux USA a été représenté à ses débuts par la Ligue Communiste d'Amérique, section américaine de l'Opposition de Gauche, fondée en 1928 par Cannon après son exclusion du Parti Communiste Américain, parti dont il avait été un des fondateurs.

Pendant toute une période, les trotskystes auront la voie libre dans les syndicats, le PC se cantonnant dans les syndicats rouges.

En 1934, à la suite des grèves de Minneapolis et de Toledo, l'organisation trotskyste avait gagné grâce à elles des militants ouvriers de valeur.

Pour donner à l'organisation trotskyste une réelle implantation nationale, pour l'obliger à un travail large en évitant de la cloisonner en secte, Trotsky va demander à l'organisation de rentrer au PS qui, dans cette période de radicalisation, attirait à lui les militants syndicalistes qui s'éveillent à la conscience politique.

Ce travail fut payant politiquement, humainement et organisationnellement. Quand ils en ressortirent deux ans après, en 1937, le groupe avait doublé, comptant plus de deux mille militants, ayant gagné la majorité des Jeunesses Socialistes et ayant désormais des militants syndicaux dans tous les grands secteurs industriels à travers le pays. Seulement, ce travail avait révélé aussi les faiblesses de ce qui allait devenir, à la sortie du PS, le SWP (Parti Ouvrier Socialiste). Les dirigeants avaient tendance à sacrifier leur apparition politique au soutien à tel ou tel groupe centriste. Et il fallut l'autorité de Trotsky pour que les militants trotskystes ne capitulent pas politiquement devant la direction du PS.

Cette tendance se manifesta par la suite, lorsque, dans une classe ouvrière en ébullition, il était indispensable que le courant révolutionnaire apparaisse comme une alternative face aux bureaucraties syndicales rooseveltiennes et aux staliniens.

Mais le SWP se contenta d'appuyer dans les syndicats les tendances les plus « radicales », se refusant à mener un travail politique en vue de l'expression autonome de la classe ouvrière face à Roosevelt.

Trotsky critiqua avec force cette attitude et fit pression au maximum pour que le SWP se rappelle que « la politique communiste se mène d'abord à l'extérieur des syndicats », sur le terrain politique. Entre au-

tres, il reprochait au parti de refuser de mener un travail chez les jeunes et parmi les Noirs, ce qui était pour Trotsky l'expression de la pression du milieu de l'aristocratie ouvrière des syndiqués et des ouvriers qualifiés sur le SWP.

Au sortir de la guerre, le mouvement ouvrier va repartir avec encore plus de force qu'en 1934-38. Rapidement le SWP va retrouver sa force d'avant-guerre. Là encore, il pouvait jouer un rôle capital. Le PC faisait obstacle de toutes ses forces à la montée ouvrière.

Mais encore une fois, le SWP se contenta de mener une politique de soutien aux bureaucraties de gauche, comme à Reuther dans l'automobile. Il refusa de constituer ses propres tendances dans les syndicats et refusa de mener concrètement la bataille pour le parti ouvrier contre les Démocrates.

Ainsi, quand la réaction politique fit rage avec le Maccartysme, un grand nombre de ses militants ouvriers, qui étaient des militants syndicaux de valeur mais que le SWP n'avait pas réussi à transformer en militants politiques, quittèrent massivement le parti pour choisir le syndicalisme.

Alors commença pour le SWP une longue traversée du désert parsemée de nombreuses scissions. Ce n'est que dans les années 1960 qu'il regagna une influence et de nombreux militants, mais plus dans la classe ouvrière cette fois. Il se développa dans les universités, à travers les mouvements pour les droits civiques, contre la guerre du Vietnam, dans le mouvement féministe, c'est-à-dire à chaque fois sur des bases petites-bourgeoises radicales.

Aux dernières élections présidentielles de novembre 1976, le candidat du SWP a recueilli 97 000 voix, tandis que celui du Parti Communiste en recueillait 60 000. Seulement, le PC a une implantation réelle dans la classe ouvrière, ce qu'a perdu le SWP.

L'existence d'un mouvement trotskyste bien vivant aux USA, regroupant des milliers de membres et de sympathisants, est le legs de toute cette histoire. Pour qu'il redevienne opérationnel et qu'il puisse jouer son rôle, il faut que, politiquement et organisationnellement, il retrouve ses liens avec la classe ouvrière, afin de remplir sa tâche : donner à la classe ouvrière la direction politique dont elle a tant besoin.

THE SPARK

Le SWP n'est pas la seule organisation trotskyste aux Etats-Unis. Une multitude d'autres organisations se réclament du trotskysme. Et depuis cinq ans il en existe une, SPARK, qui, faisant sensiblement la même critique que nous du SWP, s'est consacrée à un travail d'implantation des idées révolutionnaires dans la classe ouvrière. C'est encore une petite organisation, présente essentiellement dans deux villes : Détroit et Baltimore. Elle publie à l'heure actuelle 13 bulletins d'entreprises dans des grosses entreprises de ces deux villes, telles que Ford General Motors, Chrysler, General Electric, Michigan Bell, etc. Le journal imprimé Spark (l'étincelle), maintenant bimensuel, paraît depuis août 1971, à l'origine sous forme de mensuel, et est vendu également à New York et Chicago.

SPARK défend aux Etats-Unis des positions très proches de Lutte Ouvrière, en particulier sur la construction du parti et la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

G.M. SPARK

SHORTER WORK WEEK? RUMORS.  
Last week the United Auto Workers held a massive demonstration in Detroit... There have been a lot of rumors going around here at the plant about what the bosses are planning in the way of new salaries for us workers. The most frightening of these rumors is the possibility of making us work three Saturdays a month. If this rumor is true it would be just too much. We are already working from sunrise to sunset every day and every other Saturday. We have enough time to take care of our personal business or to spend with our families, as is. And when we make some time free we are too tired from working 9 hours a day to get much done.

G.E. SPARK

STORMY QUALITY?  
The worst snowstorm of the winter (all this week, and what did the G.E. bosses do? During the day the weather service was calling for 8 to 12 inches, and what did the bosses say to all the workers who had to drive miles and miles to get home after work? The schools let out early that day, and so did let the workers go home so we could get there to let our children in? In usual G.E. fashion, it was workers who were concerned about how dangerous the roads were. In fact they were so concerned that many workers could not show up for work on Monday that they were busy running around the plant seeing if anyone would work as much as 4 hours overtime during the storm. The bosses always show their true colors at times like these.

SPARK STEELER

STEELSIDE

March 9, 1976 SPARK, P. O. BOX 13207 Baltimore, Md. 21203 Number 136

Don't Run for Bethlehem  
The company is speeding up the workers at the new Sintering Plant. They add on

Workers' Feelings on Back Pay  
The problem that is on most of our minds here at Sparrows Point is the back

Quelques bulletins d'entreprise publiés par Spark.

Notre prochain dossier :  
La presse régionale

## PORTO-RICO

# Du colonialisme ouvert au colonialisme déguisé

A moins d'un mois de céder la place à son concurrent Carter, G. Ford vient de faire parler de lui une dernière fois en tant que président des USA. En effet, il vient de proposer que Porto Rico forme le 51<sup>e</sup> Etat des Etats-Unis.

Cela a soulevé bien des commentaires, puisque cette île des Grandes Caraïbes n'est pour l'instant qu'associée aux USA. C'est-à-dire que les Porto Ricains sont des citoyens américains, mais des citoyens de deuxième zone. Par exemple, ils ne participent pas à l'élection du président des Etats-Unis ou encore n'envoient pas de délégués élus au Congrès.

Porto Rico est une ancienne colonie que les Nord-Américains ont arrachée à l'Espagne (comme Manille et Cuba) lors de la guerre de 1898, puis qui est passée sous la tutelle américaine. Ce n'est qu'en 1952 que son statut colonial a été aménagé en celui d'« Etat associé », ce qui n'a rien changé à sa situation coloniale.

L'île connaît un taux de chômage élevé. « 100.000 ouvriers immédiatement disponibles à un

salaire inférieur à la moyenne US » vantait récemment le *Wall Street Journal*. 11 % de la population était, voici un an, sans travail, et 40 % sous-employée. Actuellement, pratiquement trois Porto Ricains sur quatre bénéficieraient de ce fait d'une aide publique quelconque.

Le Congrès suivra-t-il Ford dans sa proposition ? En tout cas une chose est certaine : qu'ils deviennent juridiquement des citoyens américains à part entière ou non, cela ne changera pas grand-chose au sort des Porto Ricains.

Quant aux centaines de milliers d'entre eux qui ont dû choisir l'exil sur le continent américain, le racisme, le mépris et les emplois subalternes et mal payés resteront leur lot quotidien.

Le sort actuel des Noirs et des Chicanos (qui sont, eux, des citoyens américains à part entière — si l'on peut dire) est là pour leur enseigner que le sort des opprimés ne dépend pas du statut du territoire sur lequel ils sont nés.

Pierre LAFFITTE.



L'Armée Républicaine Irlandaise en 1922.

(Viollet)

## JANVIER 1922

# L'Irlande indépendante... et divisée

L'Irlande du Nord a commencé l'année 1977 comme elle a vécu les années précédentes : sous le signe de la violence et des attentats.

L'IRA Provisoire a annoncé son intention de se montrer particulièrement dure en 1977, tandis que de son côté l'UDA, l'organisation paramilitaire la plus importante des protestants, organise la fabrication accélérée de mitraillettes pour combattre l'IRA. Les manifestations des femmes pacifistes, approuvées d'ailleurs récemment par la reine d'Angleterre elle-même, seront bien impuissantes à enrayer cette violence. Car il faudrait pour cela résoudre les problèmes

posés par l'injustice sociale et l'oppression que subit la population catholique d'Irlande du Nord. La paix, il n'est certainement personne qui n'y aspire en Irlande du Nord, mais pas la paix à n'importe quel prix, pas celle de la misère et de l'oppression. Toute l'histoire de l'Irlande colonie anglaise, puis celle de l'Irlande de la partition est jalonnée par des soulèvements et des révoltes aussi audacieux qu'incessants. Et c'est cette histoire, en particulier de celle, récente, de sa lutte pour son indépendance, que l'Irlande tout entière (l'ex« Etat libre » de 1922, devenu République en 1949, comme l'Irlande du Nord, restée dans le Royaume-Uni) porte encore les marques aujourd'hui.

C'est le 7 janvier 1922 que le Dail Eireann — le Parlement irlandais — ratifia le traité de Londres avec la Grande-Bretagne, instituant un « Etat libre d'Irlande » indépendant. L'Irlande était dépeçée. Les six comtés du Nord-Est, la partie la plus riche et la plus industrialisée, était détachée du reste du pays, sous prétexte qu'une grande partie de sa population était d'origine écossaise ou anglaise et en majorité de religion protestante : elle restait partie intégrante du Royaume-Uni. Quant à « l'Etat libre », au Sud, son indépendance était loin d'être totale : outre qu'il restait économiquement sous la coupe de l'Angleterre, il continuait à faire partie du Commonwealth et devait concéder des bases navales à l'Angleterre.

Pourtant, même cette indépendance tronquée, les nationalistes irlandais et avec eux la majorité de la population laborieuse avaient dû soutenir une guerre de trois ans contre la puissance coloniale britannique pour l'arracher ; trois ans d'une guerre féroce au cours de laquelle l'armée anglaise exerça une répression sans pitié.

C'est au nom du nationalisme que cette guerre avait été menée du côté irlandais. Le mouvement ouvrier, décapité à la suite de l'insurrection de Pâques 1916, en fut le grand absent. Au nom de l'unanimité nationale, l'armée républicaine (l'IRA) fit traduire devant ses cours de justice les ouvriers agricoles qui croyaient pouvoir profiter de la situation pour récupérer des terres.

C'est également au nom de

deux conceptions différentes de la meilleure manière de défendre les mêmes intérêts de la bourgeoisie nationaliste que l'armée républicaine se scinda en 1922, au lendemain de la ratification du traité qui instituait l'Etat libre.

Ceux qui acceptèrent le traité furent considérés comme des traîtres par l'aile intransigeante du Sinn Féin et de l'IRA (le mouvement nationaliste irlandais et sa branche militaire) qui voulait continuer à lutter pour une République d'Irlande unie et indépendante et refusait d'accepter le compromis.

Cependant, dans le même temps, les grèves, l'agitation parmi les paysans pauvres se développaient. La Révolution russe était proche et, au cours du débat sur la ratification, les orateurs partisans de cette ratification ne manquèrent pas d'évoquer les dangereuses conséquences sociales d'une reprise de la guerre. D'ailleurs une campagne antibolchévique se développait, stigmatisant la Révolution russe comme « non chrétienne » et mettant en danger les valeurs traditionnelles de l'âme irlandaise. La majorité de la bourgeoisie irlandaise était prête à faire des concessions et à s'entendre avec l'Angleterre, par peur d'une révolution sociale : pour elle la politique des « républicains », nationalistes intransigeants, devenait trop dangereuse. Même la division de l'Irlande avait au moins cet intérêt pour elle de diviser la classe ouvrière en deux parties, catholique et protestante, désormais violemment opposées, alors que l'année précédente des con-

seils ouvriers s'étaient formés à Belfast.

Les républicains n'avaient pourtant rien de socialistes. Pour eux, comme pour l'ensemble du mouvement nationaliste irlandais, mettre en avant les problèmes sociaux, c'était diviser le peuple irlandais. Même les paysans qui s'organisaient pour faire appliquer le propre programme agraire des nationalistes étaient considérés non comme des alliés mais comme des gêneurs. Pour les « républicains » la violence était normale quand il s'agissait de se débarrasser de la tutelle anglaise. Mais devant les luttes des ouvriers ou des paysans pauvres, ceux-là même qui glorifiaient l'emploi de la bombe devenaient brusquement des non-violents. D'ailleurs un dirigeant comme De Valera, qui dirigeait l'aile radicale du Sinn Féin, se rallia par la suite à l'Etat libre, dont il fut le président pendant de longues années.

La guerre civile s'engagea, dans les mois qui suivirent la ratification du traité de Londres, entre les « républicains », et ceux qui acceptaient le traité. Mais la bourgeoisie avait fait son choix et les « républicains », dépourvus de toute base sociale, furent rapidement battus.

La décolonisation arrachée à l'Angleterre, comme les siècles de colonisation qui l'avaient précédée, auront coûté cher à la population irlandaise, qui continue encore aujourd'hui à payer un lourd tribut à la politique sanglante du « diviser pour régner » de l'impérialisme britannique.

Jean HAINAUT.

## ÉTATS-UNIS

# Carter, ou le changement dans la continuité

Jimmy Carter va bientôt entrer dans ses fonctions de président des Etats-Unis et a complété son équipe de ministres et de hauts fonctionnaires. « L'homme nouveau » de la politique américaine s'entoure de chevaux de retour. Un conseiller de Kennedy, Sorensen, est à la tête de la CIA. Un autre sous-secrétaire d'Etat de Kennedy, Blumenthal, est ministre des Finances. Un juge, vieux cacique raciste du Parti Démocrate en Géorgie, au ministère de la Justice. Schlesinger, ancien président du Conseil de Sécurité sous Johnson et partisan notoire de la guerre du Vietnam, devient ministre pour l'Energie.

En fait, Carter, même s'il s'est imposé contre les vieux dirigeants en place en jouant des coudes dans le Parti Démocrate, est bien un homme de la vieille machine politique américaine. Et il tient à le prouver.

Et même si Jimmy Carter a intégré symboliquement deux politiciens noirs et deux femmes dans son équipe ministérielle (mais pas aux postes clés), le nouveau président des Etats-Unis est entouré par ceux qui gouvernent ou ont gouverné pendant les seize dernières années. Le changement dans la continuité, aux USA aussi, on connaît...

Jacques LENOIR.



(UPI)

# Face au chantage à la crise du gouvernement et des patrons, la nécessité d'une riposte unie des travailleurs

Les grévistes de la Caisse d'Épargne de Paris, comme ceux du grand magasin la Belle Jardinière à Paris, ont repris le travail sans avoir rien obtenu de ce qu'ils revendiquaient. Ces échecs sont rapportés presque triomphalement par la presse de droite qui n'a jamais tant parlé de ces grèves qu'à cette occasion, et qui se félicite de l'intransigeance manifestée en l'occurrence tant par le gouvernement que par le patronat.

La grève de la Caisse d'Épargne de Paris aura été, sur le problème des salaires, le conflit le plus long et le plus marquant de ces derniers mois. Son enjeu finalement a dépassé le maintien des avantages acquis en matière de sa-

laire par les quelque 1 300 « écoreuils ». Cette grève, démarrée au moment même du lancement du plan Barre, a mis directement en question la politique du gouvernement de blocage des salaires. Malgré la combativité des grévistes, gouvernement et banquiers se sont montrés d'une intransigeance absolue, refusant même la moindre négociation.

Il est donc parfaitement clair que le gouvernement est fermement résolu à ne rien céder aux travailleurs sur le plan salarial. La démonstration supplémentaire que viennent d'apporter les employés des caisses d'épargne vient ainsi confirmer, s'il en était besoin, le refus récent du gouvernement de maintenir le ni-

veau des salaires à l'EGF pour 1977.

C'est toute la politique gouvernementale du plan d'austérité qui est en jeu. Le patronat ne s'y trompe pas, qui se montre lui aussi de plus en plus brutal en matière de licenciements, fort en particulier des déclarations récentes du ministre Beullac qui lui a donné publiquement le feu vert. En grand, c'est le patronat de la sidérurgie avec ses 14 000 suppressions d'emplois en vue, comme en plus petit mais non moins significatif, celui de la Belle Jardinière qui maintient, malgré une grève de 3 semaines, les 62 licenciements projetés, ou celui de l'entreprise Monin-Ordures Service, à Lyon, qui jette

à la rue, sans crier gare, 130 travailleurs immigrés par mesure de rétorsion contre leur combativité et jouant sur le volant important de chômeurs.

Ces conflits, comme le dit l'ensemble de la presse, sont « exemplaires », en ce sens qu'ils sont des exemples de la politique que gouvernement comme patronat entendent mener dans la période de crise actuelle, des exemples donnés à l'ensemble des patrons sur l'attitude à adopter face aux revendications des travailleurs.

Et c'est justement pour cela que l'attitude adoptée, en face, par les organisations syndicales est particulièrement importante : elle peut conditionner tout l'avenir immédiat pour l'ensemble des salariés. De la riposte des travailleurs à cette politique du bloc patronat-gouvernement dépend qu'elle puisse ou non continuer à être appliquée, dépend que les travailleurs en fassent ou non les victimes systématiques. L'enjeu des conflits grévistes en ce moment, face au plan Barre et à ses effets, concerne l'ensemble de la classe ouvrière. Et c'est dans ces conditions que l'on voit les organisations syndicales s'orienter, dans le secteur public et nationalisé, vers un programme de grèves courtes, dispersées, éche-

lonnées, dont il est évident par avance pour tout le monde qu'elles n'ont aucune chance d'aboutir à des résultats positifs pour les travailleurs !

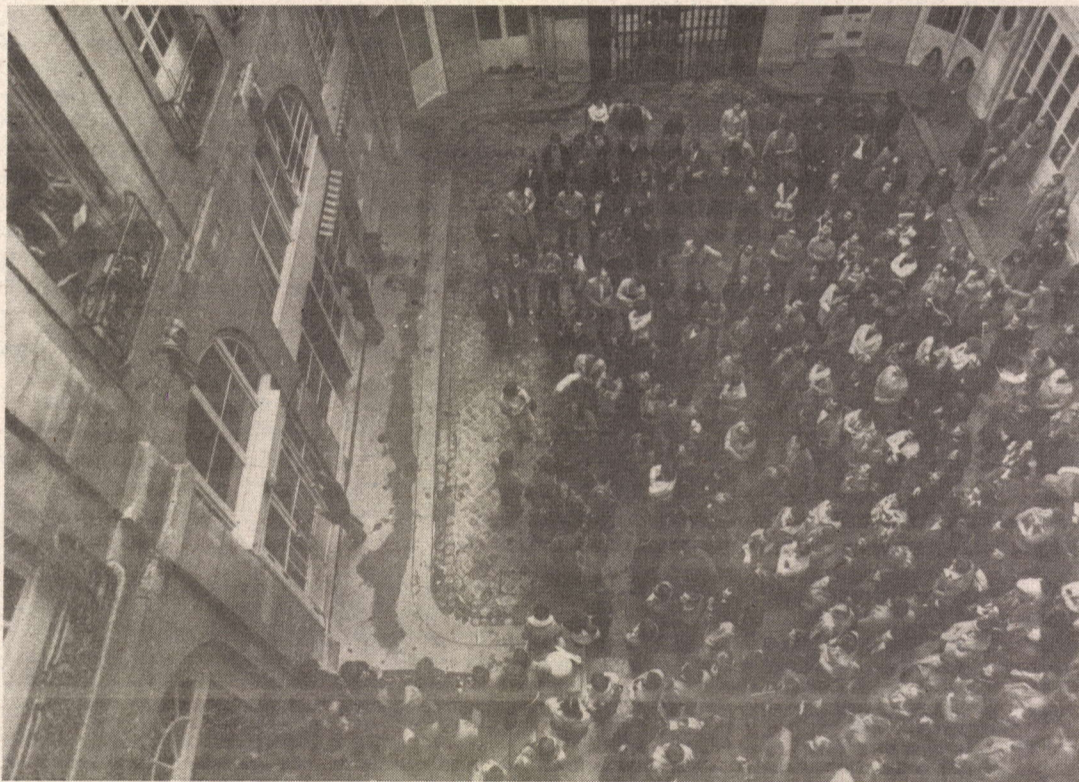
Les grandes organisations syndicales signifient ainsi on ne peut plus clairement qu'elles démissionnent devant la lutte à mener, devant la riposte à opposer au plan Barre, et que la grève du 7 octobre n'avait été qu'un baroud d'honneur.

Pourtant pour les travailleurs, le problème reste entier. Patronat et gouvernement donnent l'exemple de l'intransigeance. Si en face, les organisations syndicales font en sorte que la classe ouvrière donne celui de la passivité, c'est au pire qu'elles se préparent, qu'elles nous préparent.

En qualifiant Raymond Barre de « Joffre » de la bataille économique actuelle, Giscard a bien signifié ce qu'il entend par là : ce n'est pas à l'inflation que la guerre est déclarée par les possédants et le gouvernement; c'est aux travailleurs, et c'est la capitulation de ces derniers qu'elle vise.

Il dépend de l'ensemble des travailleurs que, dans ce cadre, les défaites de la Caisse d'Épargne de Paris ou de la Belle Jardinière, n'aient été que de simples escarmouches.

Christiane LE GUERN



Assemblée générale des grévistes de la Caisse d'Épargne, le 7 décembre 1976. (AFP)

## MONIN-ORDURES (Lyon) :

### 130 licenciements pour refus d'heures supplémentaires

L'entreprise de ramassage d'ordures Monin, à Lyon, vient de licencier 130 travailleurs immigrés. C'est la totalité des « chargeurs » de cette entreprise qui est ainsi brutalement mise à la porte.

Il s'agit là d'une mesure répressive délibérée, d'une sorte de revanche que ce patron tenait à prendre depuis leur grève d'avril-mai 1976. Pendant vingt-sept jours, ces travailleurs avaient tenu bon face aux provocations et à l'emploi du contingent, protégé par les CRS, pour les remplacer. Ils avaient obtenu en partie satisfaction.

Monin prétend que ces travailleurs ont commis une « faute

grave » qui justifierait donc leur licenciement immédiat. Que s'est-il passé ? Le patron prétendait à nouveau aggraver les conditions de travail des « chargeurs » en rallongeant leurs horaires tout en diminuant leur nombre. Le vendredi 24 décembre, pour protester, les chargeurs unanimes effectuaient 24 heures de grève. Et le lundi et le mardi suivants, les chargeurs refusaient d'effectuer des heures supplémentaires pour éponger le surplus de travail dû au week-end de la Noël. Et c'est le mercredi que Monin annonçait qu'il licencierait à partir du 4 janvier les 130 chargeurs.

Personne ne peut croire qu'on peut appeler « faute grave » le fait de refuser de dépasser son horaire normal de travail.

A peine Monin s'était-il débarrassé des travailleurs trop combattifs à son gré qu'il les remplaçait par des intérimaires. De telles méthodes sont bien entendu facilitées par la pression que le chômage croissant fait peser sur les travailleurs sans emploi.

Ce fait met en évidence, clairement, que la riposte aux agissements patronaux ne se fera pas sans une lutte d'ensemble pour le maintien au travail de tous les bras disponibles.

## ●Caisse d'Épargne de Paris : la fin de la grève

C'est le mardi 4 janvier que la décision d'arrêter la grève a été prise, au bout de 91 jours de lutte. Comme chaque jour, depuis le début du mouvement, les employés avaient pris part au vote sur la continuation de la grève lors de l'assemblée générale. 528 se sont prononcés pour la continuation du mouvement, 145 pour la reprise, et 12 se sont abstenus. Or il avait été convenu par les syndicats depuis 1973 que le quorum de 650 devait être atteint pour décider de la grève (la Caisse d'Épargne compte 1 300 employés). Pour la première fois les partisans de la grève se trouvaient minoritaires et la reprise fut donc proposée par le Syndicat Unifié (SUACE) et la CFDT.

Une certaine déception régnait parmi le personnel. Parmi ceux qui auraient voulu continuer la grève malgré les résultats du vote, bien sûr; mais aussi parmi les autres qui constataient qu'après trois mois de grève le gouvernement et les banquiers du conseil d'administration n'avaient rien cédé. Rien n'a été accordé sur la prime de bilan, que la direction voulait supprimer et qui était à l'origine du mouvement; mais surtout, rien n'est fait en ce qui concerne le paiement des jours de grève, qui représentent 25 % du salaire annuel.

Mercredi 5, lors d'une dernière assemblée générale avant la reprise, le bilan de la grève a été dressé; des critiques ont été faites sur les actions menées durant la grève, mais on a également souligné la remarquable mobilisation des employés qui, tout au long de ces trois mois de lutte, ont participé activement à la grève et se sont réunis chaque jour en assemblée générale pour discuter de la grève et en voter la continuation.

Cela est important et aidera peut-être les grévistes qui reprennent le travail à lutter contre la démobilisation et la démotivation. Cela les aidera aussi à tirer les conclusions de ce mouvement de trois mois qui se termine par un échec. Il ne suffit pas qu'il y ait des assemblées régulières où les syndicats rendent compte — ce qui est bien. Il est indispensable de donner au mouvement une direction qui soit décidée à mener la lutte jusqu'au bout et à tout faire pour cela, c'est-à-dire aujourd'hui miser à fond sur l'extension de la lutte (à la Caisse d'Épargne, les syndicats n'ont jamais vraiment cherché à étendre la lutte ne serait-ce qu'aux caisses de province), et sur l'appel à l'appui actif des autres catégories de travailleurs.

Correspondant L.O.

# Les conditions de l'exploitation capitaliste

## "Jeunes, les PTT vous offrent une carrière"...

Travailleurs peu connus des PTT, les « lignards » sont pourtant 23 000 en France, dont 5 000 dans la région parisienne, répartis sur 52 centraux, à assurer l'entretien et l'extension du réseau téléphonique.

Depuis leur grève de 1974, un certain nombre d'entre eux, syndiqués CGT, CFDT et non-syndiqués, luttent pour une amélioration de leurs conditions de travail. Car à Paris, comme dans certaines grandes villes, la plupart des câbles téléphoniques passent par les égouts. C'est donc dans des conditions particulièrement pénibles et dangereuses qu'ils doivent travailler. Ces conditions, ils nous les décrivent : « Ça pue. (...) Il faut avancer dans des galeries infectes et glissantes, encombrées de câbles et de tuyaux. (...) Et encore, souvent l'absence de radier (trottoir) oblige à progresser au milieu des eaux et des immondices. » Là, des teintureries déversent des eaux bouillantes qui dégagent un épais brouillard de vapeurs dans lequel les lampes frontales ne percent plus. Souvent aussi « des entreprises, des laboratoires, comme la faculté de Jussieu, déversent n'importe quoi, liquides toxiques, acides, produits inflammables, quelquefois radioactifs », auxquels s'ajoutent l'odeur fétide et les gaz dégagés par les matières en décomposition. Parfois même, du gaz de ville échappé d'une conduite. Résultat : le 5 avril 1976 une équipe était victime d'une explosion et 3 lignards gravement brûlés.

« Si encore, en sortant de là, on pouvait prendre une douche. Même pas. Tous les centraux n'en ont pas. Quant à celles qui pourraient être utilisées, si elles ne sont pas en panne, elles n'ont ni eau chaude, ni savon, ni serviette. De toute façon l'administration ne nous accorde qu'une douche par semaine. Alors, la plupart du temps, on se lave aux bouches d'eau des trottoirs », où l'eau n'est souvent que l'eau de Seine.

Pour ce travail, l'administration accorde une prime de 1,50 F. Encore faut-il que la descente se fasse en « égout insalubre » !

C'est pour toutes ces raisons que depuis deux ans des agents CGT, CFDT et non-syndiqués luttent pour la suppression pure et simple du travail en égout. Et dans l'immédiat ils entendent imposer une amélioration de leurs conditions de travail, la création d'un Comité d'hygiène et de sécurité et une véritable médecine préventive, qui se résume actuellement à une simple radio pulmonaire et une prise de tension par an. Leur action a déjà été payante, puisqu'ils viennent d'obtenir que le temps de descente en égout soit limité à 4 heures effectuées en une seule fois ainsi que le déblocage de 10 millions de crédits pour l'aménagement de locaux sanitaires. Auparavant ils avaient réussi à faire interdire le travail dans tous les égouts des alentours de la faculté de Jussieu.

C'est pourquoi ils sont bien



décidés à continuer.

Roger MEYNIER.

Pour dénoncer leurs conditions de travail et retracer leur action,

les « lignards » ont édité une brochure, en vente au prix de 7 F à leur permanence à l'UL-CFDT, 115, rue de la Croix-Nivert - Paris XV.

## Bonne année pour la sidérurgie

Il semble que JJSS ne se soit pas trompé quand il a annoncé aux élus du Conseil régional de Lorraine que les entreprises de sidérurgie allaient bénéficier d'une nouvelle aide de trois milliards de francs.

Des négociations sont bien engagées entre le gouvernement et les représentants patronaux à ce sujet. Et personne au sein du gouvernement n'a démenti ces propos.

Ces trois milliards viendront donc s'ajouter au 1,4 milliard touché l'an dernier par ces mêmes entreprises, ainsi qu'aux 2,65 milliards touchés en 1973 pour le financement de Fos et aux 2,8 milliards touchés en 1966 lors d'une « convention Etat-sidérurgie », etc.

Ces milliards, qui bien sûr n'ont jamais été remboursés, ont souvent été présentés comme des prêts destinés à favoriser les investissements, la création ou le maintien d'emplois. Mais les travailleurs de la sidérurgie, eux, n'en ont pas vu trace.

Aujourd'hui, gouvernement et patrons agissent avec encore plus de cynisme : les milliards donnés par l'Etat aux capitalistes de la sidérurgie serviront à supprimer 14 000 emplois dans les trois ans. Voilà l'objectif que cette « aide » à la sidérurgie permettra d'atteindre.

L'acier n'étant pas payant pour les magnats de la sidérurgie, la fabrication de chômeurs le serait-elle plus ?

Trois milliards pour 14 000 licenciements, ça porte le chômeur à plus de 200 000 F... pour les patrons.

J.L.

### Bordeaux :

## La blanchisserie du CHR : tout nouveau, mais pas tout beau...

En juin dernier, à l'hôpital-Sud, a été ouverte une blanchisserie prévue en principe pour couvrir les besoins en linge de tous les hôpitaux du Centre hospitalier régional. L'administration n'a pas tari d'éloges sur cette réalisation... Mais, après l'inauguration, une fois remballés le champagne, les petits fours et le discours de Chaban, il a bien fallu déchanter. Le manque de machines, de nombreuses pannes ont fait que, six mois après, le linge manque dans tout le CHR, au point que les employées sont parfois obligées d'assurer leur service affublées de camisoles de malades.

### DU COTE DES EMPLOYES

Pour les employés, la blanchisserie, c'est la chaleur dégagée

par les machines (plus de 50° en été), les cadences, les chefs sur le dos. Mais c'est aussi les « petits inconvénients du métier ».

Gare à ce qu'on trouve en triant le linge : du bistouri aux seringues, en passant par les pansements sanguinolents pleins de germes. Les panaris, les abcès, les coupures sont monnaie courante à la blanchisserie ; les malaises aussi. Et l'administration, riche en conseils de prudence, ne l'est guère par contre en moyens efficaces de protection. Les employés ne sont protégés que par une blouse de chirurgien, sans même un pantalon de chirurgien. Aussi les pantalons et les chaussures sont-ils au contact du linge souillé.

### DU COTE DES MALADES : HOSPITALISES SANS DRAPS !

Avant l'ouverture de la blanchisserie (le linge était lavé par la société Nanette) le manque de linge était grave. Aujourd'hui, c'est catastrophique. On manque de tout : draps, serviettes, gants, camisoles, torchons, etc. A tel point que le journal local *Sud-Ouest*, pourtant peu suspect de « gauchisme », s'en est fait récemment l'écho. Alerté par le personnel, il a montré, photo à l'appui, un service de l'hôpital du Tondu où les malades étaient couchés directement sur les matelas ou les alaises. Cet article a causé un véritable scandale. Mais le scandale, ce serait la continuation de cet état de choses !

Correspondant L.O.

### RHONE-POULENC

#### (Vitry) :

## On nous empoisonne l'existence

Le jeudi 23 décembre, un travailleur de Rhône-Poulenc Vitry, pris de malaises, a dû rentrer chez lui. Il procédait à la fabrication d'un neuroleptique qui, d'après les médecins (son médecin traitant et celui de l'entreprise), est sans conteste responsable de ce malaise.

Bien que les délégués au CHS aient réclamé l'arrêt immédiat de la fabrication, le chef de service s'est tout simplement contenté de remplacer le travailleur intoxiqué par un autre. Et cela, sans même prévenir celui-ci de l'accident survenu la veille à son camarade.

Il est vrai que, pour la direction, la santé d'un travailleur passe après ses profits. A tel point d'ail-

leurs que le chef du service concerné a dit lui-même qu'on ne ferait pas de modifications pour un produit qui ne sort qu'une fois par an.

Dans cet atelier, en effet, on a affaire à des appareillages polyvalents, qui servent pour la fabrication de différents produits, pendant de courtes périodes de fabrication.

On le voit, la direction est capable de rationaliser sa production, mais pour elle il n'y a aucune raison qu'elle en fasse autant pour les conditions de travail de ses employés...

Correspondant L.O.

## Septième semaine de grève

La grève des artistes-interprètes entre, à l'heure où nous écrivons, dans sa septième semaine. Déclenchée pour six jours, le 18 novembre, à l'appel des deux syndicats de la profession — le Syndicat français des artistes-interprètes ou S.F.A. (C.G.T.) et l'Union Syndicale des artistes (autonome) — elle a en effet, devant le refus des directions des sociétés de télévision ou de radio de satisfaire les revendications déposées, été successivement reconduite jusqu'au 15 janvier. Et si, à cette date, les négociations n'ont pas apporté satisfaction, elle sera à nouveau prolongée.

Cette grève, qui concerne toutes les catégories d'artistes et qui touche toutes les sociétés de radio-télévision issues de l'ORTF et toutes les sociétés de télévision indépendantes, a pour objectif la mise sur pied d'une convention collective unique.

La revendication qui semble mobiliser le plus les grévistes est celle qui concerne les « utilisations secondaires », c'est-à-dire les rediffusions et réutilisations d'émissions ou de spectacles déjà enregistrés et diffusés. En effet, avec le développement des moyens audio-visuels, avec aussi la tendance de toutes les chaînes de télévision à dévelop-

per ces « utilisations secondaires » au détriment de la création d'émissions et de spectacles nouveaux, les artistes de toutes catégories ont vu diminuer dans des proportions importantes leurs possibilités d'emploi dans un secteur, l'audio-visuel, qui est devenu leur principal employeur.

Face à cette situation, les artistes grévistes réclament une réglementation des « utilisations secondaires » impliquant notamment une rémunération perçue par les artistes, une limitation dans le temps (dix ans) des possibilités de réutilisation sans un nouveau contrat, enfin et surtout la garantie d'un volume de productions nouvelles — donc d'un volume d'emploi permanent.

Aujourd'hui, après six semaines, la grève est largement suivie. Quasi totale chez les acteurs, elle s'est développée aussi chez les artistes de variétés : de nombreuses « stars » l'ont même rejointe. Depuis le début de la grève, les tournages aux studios des Buttes-Chaumont sont interrompus. A la télévision, des shows de variétés ont été annulés, le tournage des dramatiques arrêté et de nombreuses émissions se sont trouvées perturbées ou ont dû être reportées du fait de la grève des interviews.



Les représentants des syndicats CGC, FO, CGT et CFDT des réalisateurs (ici : M. B. Deflandre, Ph. Ducrest et J.-P. Marchand) ont annoncé le 3 janvier 1967 qu'ils envisageaient de se joindre au mouvement des artistes-interprètes. (AFP)

### MATERNITE DES LILAS :

## Laissez-la vivre !

Depuis le 9 décembre 1976, la maternité des Lilas, dans la banlieue parisienne, est menacée de fermeture et les 40 salariés risquent le licenciement. C'est en effet le 9 décembre que la présidence du conseil d'administration démissionna avec plusieurs membres, refusant de couvrir le déficit de l'établissement, déficit qu'elle comblait auparavant.

Aussitôt, le personnel soignant et les usagers se sont mobilisés. Mais la sauvegarde de l'emploi ne suffit pas à expliquer le degré atteint par la mobilisation, car la lutte a également pour but de sauvegarder une équipe soudée par des méthodes communes.

Et cette équipe a du succès, puisque la maternité ne déses-



Rencontre entre Jean-Charles Edeline et des représentants du Syndicat des artistes. (SIPA)

Et le 5 janvier, on apprenait que les réalisateurs de télévision envisageaient de se joindre au mouvement.

Les directions, qui semblent

vouloir jouer le pourrissement de la grève, ont largement puisé dans leurs stocks de films, de séries-feuilletons ou d'émissions déjà diffusées. Mais la grève qui, à partir du 6 janvier, doit s'éten-

dre aux doublages des séries et films étrangers, risque de battre en brèche cette politique, en empêchant le renouvellement du stock diffusable.

Jean-Jacques LAMY.

## Serge Netter,

COMEDIEN, MEMBRE DU BUREAU  
DU SYNDICAT FRANÇAIS  
DES ARTISTES-INTERPRETES,  
EXPLIQUE LA GREVE :

« Pour le public, les artistes, ce sont les « stars ». Et dans cette grève, c'est certainement à eux qu'ils pensent. Qui sont en fait ces artistes-interprètes en grève ?

— Il y a, d'abord, quatre grandes catégories d'artistes : les artistes lyriques, dramatiques, chorégraphiques, de variétés (cirques, music-hall). Et pour toutes ces catégories, il y a deux grands secteurs d'emploi : ce qu'on appelle le spectacle vivant (théâtre, opéra, etc.) et tout ce qui entre dans la catégorie de l'audio-visuel. Il y a bien sûr, entre les artistes, de grandes différences. Une statistique de 1967 montrait que, pour l'année 1967, 200 artistes avaient reçu en salaire plus de 60.000 F, 600 entre 30.000 et 60.000 F, 2.000 entre 12.000 et 30.000 F, 2.200 entre 6.000 et 12.000 F, enfin 5.500 entre 1.000 et 6.000 F. Et ce sont là des chiffres anciens : pour beaucoup d'artistes, la situation s'est aggravée. Un grand nombre ont dû abandonner (40 % entre 1968 et 1974), les autres s'en sortant en prenant une autre activité professionnelle ou grâce à leurs ressources personnelles. A signaler que ceux qui s'en sortent bien y arrivent en

accumulant du travail de théâtre, de télévision, de radio, de post-synchronisation, etc. En plus, il faut signaler que, pour des artistes, même quand ça marche bien, on n'est jamais sûr du lendemain. Pour moi, par exemple, qui ait travaillé très intensivement dans les années 1960, j'avais une situation confortable. Mais j'avais pourtant toujours peur du lendemain, j'étais toujours au bord de la catastrophe. Et d'ailleurs, dès que j'ai cessé de « démarcher », comme je n'étais pas une « valeur marchande », à la TV par exemple, c'était terminé.

— Une des principales revendications de la grève touche les « utilisations secondaires ». Ces rediffusions n'étaient pas du tout réglementées ?

— Il y a certaines réglementations, mais qui n'impliquent pas d'obligation légale. Le « protocole ORTF » prévoyait une rémunération en cas d'utilisation secondaire, mais c'était limité aux productions de l'ORTF, et toutes les productions privées y échappaient et celles-ci constituaient une proportion très importante. Mais notre revendication sur les « utilisations secondaires » vise

surtout à assurer la garantie d'un volume de créations nouvelles, de ce que nous appelons la « production fraîche », limitant la systématisation de la rediffusion et autres réutilisations.

— Parmi les revendications figurent aussi des conditions de travail décentes. Qu'entendez-vous par là ?

— Pour prendre un exemple, à la télévision, les cadences de travail se sont considérablement accrues. Alors qu'il y a quelques années nous produisions quatre « minutes-utiles » par jour, aujourd'hui, ce rythme est passé à 18 « minutes-utiles ». Les « minutes-utiles », ce sont les minutes de film ou d'émission prêtes à la diffusion : elles supposent tout le travail de préparation, de répétition, d'essais, etc. Cet accroissement des cadences de travail est dû bien sûr à une volonté de rentabilisation. Elle se traduit finalement par une baisse de la qualité des produits et par une charge de travail accrue pour les artistes. J'ai travaillé il y a quelques années au feuilleton de TV *Thierry-la-Fronde* : en une après-midi, j'ai enregistré un quart d'heure d'émission : ce n'était pas du travail de qualité.

plait pas. Six cents femmes y sont inscrites, ceci alors que de nombreuses maternités sont sous-occupées. (51 maternités ou services de maternité ont fermé en trois ans dans la région parisienne.)

L'équipe soignante et les usagers qui, depuis près d'un mois, mènent la lutte pour empêcher la fermeture de l'établissement, ré-

clament comme solution d'urgence le statut d'hôpital privé, qui permettrait d'obtenir de la Sécurité sociale un prix de journée couvrant les frais réels, de l'ordre de 600 F. Le prix de journée actuel, en effet, lié au fait que cette maternité est sous le statut des associations à but non lucratif, est d'environ 160 F et il ne per-

met pas de faire face aux dépenses.

Tandis que, de plus en plus, toute la politique du gouvernement consiste à remettre en cause le droit à la santé, sous prétexte de non-rentabilité, on ne peut qu'être solidaire de la lutte de l'équipe pour sauver la maternité.

Correspondant L.O.

## Derzou Ouazala

d'Akira KUROSAWA

C'est en URSS que le metteur en scène japonais de Rashomon et des Sept Samouraï a tourné Derzou Ouazala. En URSS, et plus particulièrement dans la région de l'Oussouri, dans la forêt et les steppes sibériennes qui connaissent un printemps et un été luxuriants et un hiver où la température descend à moins quarante.

L'intrigue du film se situe dans les premières années du siècle. Arseniev, un officier russe, est chargé de faire des relevés topographiques dans la région de l'Oussouri. Il est escorté d'une petite troupe d'hommes. C'est dans la forêt qu'il rencontre Derzou Ouazala, un vieux chasseur de la peuplade de Golde, à qui il demande de leur servir de guide.

Derzou Ouazala est veuf, il a perdu ses deux enfants. Depuis, il vit, seul, dans cette forêt qu'il connaît intimement et qu'il personnifie, comme il personifie les bêtes qu'il rencontre ou qu'il chasse.

Entre le vieux chasseur et le « capitaine » — c'est ainsi que Derzou appelle Arseniev — se noue une amitié qui se renforce à chaque épreuve vécue ensemble.

Mais le film ne montre pas seulement cette amitié profonde, sans paroles, entre le vieux Golde ingénieux, riche de toute sa compréhension de la forêt, profondément solidaire des hommes et des bêtes qui y vivent, et l'officier russe. Il ne montre pas seulement une série d'aventures qui tiennent les spectateurs en haleine. Il montre aussi et surtout la forêt immense, son calme et ses bruits, les steppes glacées balayées par le vent, les rivières gelées ou, au contraire, emportant tout sur leur passa-



ge et, au-delà de la lutte que mènent les hommes pour vivre ou survivre dans la nature quand elle est hostile, l'accord profond qui existe quand même entre cette nature et les hommes.

A Derzou Ouazala qui vieillit et dont la vue baisse, ce qui est dramatique pour un chasseur, Arseniev ouvre sa maison. Mais Derzou Ouazala ne pourra s'habituer à la vie en ville — même s'il ne s'agit

que d'une petite bourgade sibérienne. Il retournera mourir dans la forêt.

Derzou Ouazala est un bon film, simple et beau.

Sylvie FRIEDMAN

## Marathon man

de John SCHLESINGER

Un étudiant américain ne songeant qu'à la préparation de son diplôme d'histoire et à son entraînement de coureur de marathon saute à pieds joints, mais bien malgré lui, dans le panier de crabes d'un réseau de trafiquants, d'anciens nazis et de leurs supporters, qui vont lui en faire voir des vertes et des pas mûres. Ce film, à l'intrigue un peu mince, ne lésine pas sur les assassi-

nats, le sang et la torture, pour maintenir ce « thriller » à une « haute tension », ainsi que le promet aux spectateurs la publicité du film. Mais si les acteurs sont excellents et le suspens bien conduit jusqu'à la dernière minute, l'ensemble reste d'un intérêt fort réduit pour tous ceux à qui répugnent — à juste titre — la violence gratuite et les démonstrations sanglantes, sur lesquelles

il semble ici que le metteur en scène et le réalisateur aient parié pour assurer le succès de leur film. Avec Macadam cow-boy, ce récit d'une amitié entre deux hommes sans ressources perdus dans New-York, très bon film du même metteur en scène, Schlesinger nous avait donné le goût d'autre chose.

Lucienne PLAIN

## ERROL GARNER

Le pianiste de jazz Errol Garner est mort le 2 janvier à Los Angeles, à l'âge de 55 ans. Son originalité, ou plutôt ce qui rendait sa musique aisément reconnaissable, était dans le décalage rythmique de la main droite par rapport à la main gauche.

Si cette trouvaille était l'un des charmes de son jeu — qui glissait parfois vers la facilité et la jonglerie — sa valeur venait surtout de la netteté de ses attaques et de sa frappe, mise en valeur par le rythme hérité du « swing », qui faisait la richesse et la vie de ses meilleurs morceaux. Connu pour Play, piano, play, Mysty et Caravan, il était un des rares pianistes à être capable de tenir seul la scène.

C'est en 1937 qu'il commença à se produire comme pianiste, sans savoir lire la moindre note, fort de l'apprentissage fourni par son père et de l'exemple des grands de cette époque. Et ce n'était pas n'importe quel exemple : le jazz des années Trente est celui de la maturité. L'explosion de ce genre musical, créé par les Noirs au début du siècle dans le sud des Etats-Unis, a été maîtrisée. Le rythme, qui en fait avant tout l'originalité, prend alors la forme que l'on appelle « swing ». Les musiciens opèrent par petits groupes ou au sein de grands orchestres, jouant de manière parfois totalement improvisée. Cette diversité voit éclore une grande variété de styles et d'œuvres, qui font la richesse de cette époque, celle des grands que furent Armstrong, Count Basie, Henderson, Lionel Hampton ou Ella Fitzgerald.

Quand Errol Garner commence véritablement sa carrière, à la fin de la guerre, le mouvement « bop », inspiré par Charlie Parker, est en train de naître et de s'écarter en partie du jazz, surtout par l'abandon du « swing » comme trame de base. E. Garner est un certain temps le pianiste de Charlie Parker, mais son œuvre reste dans la ligne du jazz de l'âge mûr.

C'est l'intérêt pour celui-ci que l'art d'Errol Garner, qui n'a pas fait école, a contribué à maintenir et à répandre.

Jean MASSARDIER

## sélection

### Films récents

**BARRY LINDON** : Une évocation de la haute société britannique au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Hautefeuille (6<sup>e</sup>) - Gaumont Champs-Élysées (8<sup>e</sup>) - Impérial Pathé (2<sup>e</sup>) - Gaumont Sud (14<sup>e</sup>).

**CASANOVA** : L'enfance pauvre et l'adolescence du futur séducteur, dans la Venise du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Paramount - Marivaux (2<sup>e</sup>) - Hautefeuille (6<sup>e</sup>) - 14-Juillet - Parnasse (6<sup>e</sup>) - Élysées-Lincoln (8<sup>e</sup>) - 14-Juillet - Bastille (11<sup>e</sup>).

**EDVARD MUNCH, la danse de la vie** : Un beau film retra-

çant la vie de ce peintre norvégien qui, à l'époque des impressionnistes, exprimait dans son œuvre l'angoisse de la mort et le désespoir de la solitude.

Racine (6<sup>e</sup>) - Olympic (14<sup>e</sup>).

**1900** : Paysans et maîtres dans un petit village italien, de l'aube du fascisme à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

1<sup>re</sup> partie : UGC Opéra (2<sup>e</sup>) - Les Templiers (4<sup>e</sup>) - Grands-Augustins (6<sup>e</sup>) - UGC Marbeuf (8<sup>e</sup>).

2<sup>e</sup> partie : Saint-Germain Village (6<sup>e</sup>) - UGC Marbeuf (8<sup>e</sup>) - UGC Opéra (2<sup>e</sup>) - Les Templiers (4<sup>e</sup>).

M. KLEIN : En 1942, à Pa-

ris, un riche amateur d'art alsacien devient victime des persécutions antisémites.

UGC Opéra (2<sup>e</sup>) - UGC Marbeuf (8<sup>e</sup>).

**WINSTANLEY** : La révolution anglaise du XVII<sup>e</sup>, vue au travers d'une communauté de « diggers », pointe extrême du mouvement égalitariste des Niveleurs.

Olympic (14<sup>e</sup>).

### Films plus anciens

**CABARET** : Une histoire d'amour dans l'Allemagne de 1933, juste avant la prise du pouvoir par Hitler.

Châtelet-Victoria (1<sup>er</sup>) - Dominique (7<sup>e</sup>).

**CHANTONS SOUS LA PLUIE** : Un des chefs-d'œuvre de la comédie musicale américaine.

Luxembourg (6<sup>e</sup>) - Élysées-Point Show (8<sup>e</sup>).

**DOCTEUR FOLAMOUR** : Une satire, par Stanley Kubrick, de la course aux armements.

Acacias (17<sup>e</sup>), à 22 h.

**MACADAM COW-BOY** : L'amitié qui lie deux hommes, seuls dans New York. Un film de John Schlesinger, bien meilleur que *Marathon Man*.

La Boîte à Films (17<sup>e</sup>), à 21

heures.

**EASY RIDER** : Un jeune Américain d'aujourd'hui dans une longue randonnée solitaire à moto.

La Boîte à Films (17<sup>e</sup>), à 13 heures.

**HELLZAPOPPIN** : Une sorte de classique du cinéma burlesque, pour les amateurs du genre.

Le Ranelagh (16<sup>e</sup>).

**LITTLE BIG MAN** : Un jeune Blanc américain à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, témoin de la guerre d'extermination menée contre les Indiens parmi lesquels il vit.

La Boîte à Films (17<sup>e</sup>), à 14 heures 30.

## La boutique aux miracles

de Jorge AMADO

La boutique aux miracles est un roman de Jorge Amado, l'un des romanciers brésiliens contemporains les plus célèbres, connu à la fois pour son appartenance au Parti Communiste Brésilien et ses romans qui décrivent la vie des classes populaires des villes et des campagnes dans le Brésil actuel.

C'est le récit de la vie et de l'œuvre de Pedro Archanjo, un personnage étonnant, un aventurier, qui a fait plusieurs métiers avant de venir s'installer à 21 ans à Bahia. Il s'est instruit seul, au cours de ses voyages, de ses rencontres et de ses lectures. Il devient même assistant, petit fonctionnaire de l'université.

Mais il reste toujours fidèle au petit peuple de Bahia. Sa générosité, son amour de la vie, des femmes, son instruction laissent un souvenir impérissable dans les bas quartiers de la ville. Il consacre d'ailleurs une grande partie de sa vie à décrire dans ses livres la vie populaire de Bahia, qu'il connaît parfaitement bien, pour y avoir vécu jusqu'à sa mort, notamment à la « boutique aux miracles ». Cette vieille boutique que Pedro a achetée avec son ami Lidio Corro, le graveur, est devenue le centre vital du Bahia populaire : on y chante, on y danse, on s'y instruit, on y organise les fêtes, les carnavaux... Elle est, dit Amado, « une espèce de sénat qui réunit les notables de la pauvreté ».

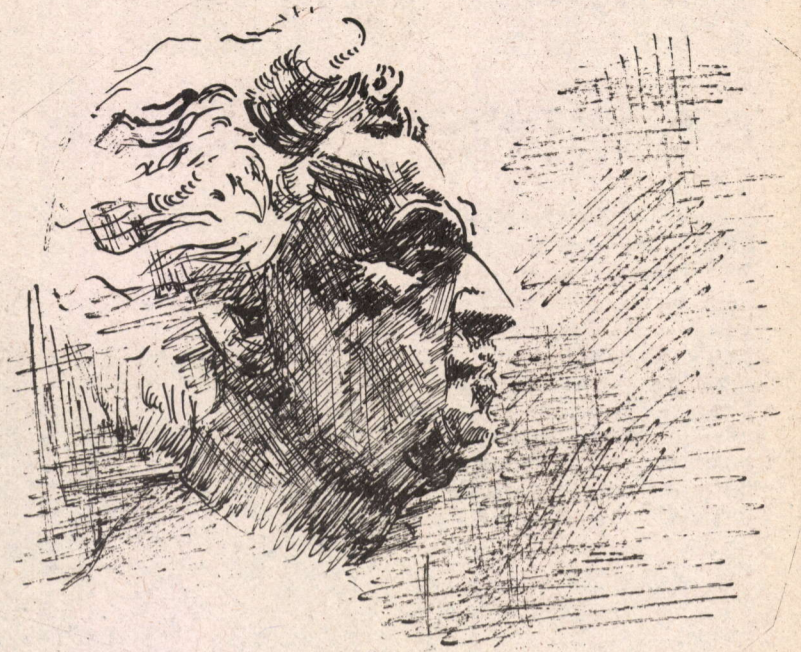
Pedro Archanjo ne se contente pas d'être le chantre de cette

vie populaire. Contre les intellectuels racistes, il défend les métis, acquiert à son insu une renommée mondiale.

Un ethnologue nord-américain le fait connaître dans son pays. Archanjo connaît alors une gloire posthume. Toute la bonne société universitaire s'empare de ses œuvres, mais pour dénaturer sa pensée. Une société de publicité se sert même de son nom dans ses slogans.

Amado décrit et oppose, d'un chapitre à l'autre, d'un côté la vie de ces milieux bourgeois et petits bourgeois et, de l'autre, celle du petit peuple bahianais. Ce qui donne au livre un aspect un peu décousu et un rythme un peu lent.

On peut reprocher aussi à



l'auteur une certaine complaisance pour le misérabilisme. Mais il sait évoquer avec tendresse et poésie le peuple noir et métis de Bahia, ses traditions, ses légendes, ses rites mystérieux, sa mu-

sique, ses personnages touchants et pittoresques.

Martine MASSON

La boutique aux miracles de Jorge Amado - Ed. Stock - 49 F.

## LA JUSTICE JUGÉE PAR DES JUGES

### La justice dans la balance

de Robert BOYER

Prêtre jésuite devenu avocat, Robert Boyer s'est rendu célèbre en obtenant la révision du procès de Jean-Marie Devaux, accusé à tort d'avoir tué une fillette, et en prenant la défense des prostituées lyonnaises après leur occupation de l'Eglise Saint-Nizier. Dans ce livre, il entreprend de faire le procès de la justice, surtout au travers de sa propre expérience.

Successivement, il dénonce le caractère de classe de cette justice où l'on condamne un jeune pour le vol d'un quart de litre de lait, tandis qu'on laisse en liberté les patrons qui envoient à la mutilation et à la mort leurs ouvriers. Il met en accusation la barbarie du système carcéral et de la peine de mort. Avec la même intransigeance, il dénonce l'institution judiciaire écrasante, inhumaine et absurde, ses liens et sa soumission au pouvoir d'Etat, l'hypocrisie des magistrats qui, recrutés dans les milieux aisés, jugent en leur « âme et conscience ».

Il démystifie le tirage au sort des jurés d'assises qui, comme par hasard, écarte presque toujours les femmes et les ouvriers. Enfin, sans concession, il accuse cette caricature de justice que sont les tribunaux des forces armées.

Mais si ce plaidoyer contre la justice, à la fois humain, intelligent et violent, souligne la bêtise de ce système qui s'acharne, enfonce et réprime ceux que la société a poussés à la délinquance, à la prostitution ou à la drogue, plutôt que de les aider à s'en sortir, il a ses limites : celles d'un homme qui mène un combat contre l'injustice et pour une réforme du système judiciaire sans remettre en cause la société qui l'a sécrété.

Roger MEYNIER

La justice dans la balance de Robert Boyer - Ed. Denoël - Coll. « Coudées franches » - 180 pages - 36 F.

### Une robe noire accuse

de Colette PIAT

Colette Piat est avocate et son livre se présente à la fois comme une autobiographie et une dénonciation de l'appareil judiciaire.

Après avoir décrit ses débuts dans la profession et comment, en particulier, elle s'est heurtée dès les premiers moments de sa carrière à la misogynie des hauts fonctionnaires de l'appareil judiciaire, elle rapporte une série d'affaires qu'elle a plaidées ou dont elle a, simplement, eu connaissance.

Toutes sont des témoignages de l'injustice de la justice, de la bêtise, du racisme, de la servilité envers le pouvoir, l'ordre et les nantis, qui règnent au sein de cet édifice monstrueux qu'est l'appareil judiciaire.

Colette Piat, suivant les traces de certains de ses confrères, comme Denis Langlois, Gisèle Halimi, etc. ne se gêne pas pour dénoncer l'impunité des policiers, la déférence des juges envers les clients « bien placés », le choix des jurés triés sur le volet, bref, tout ce qui carac-

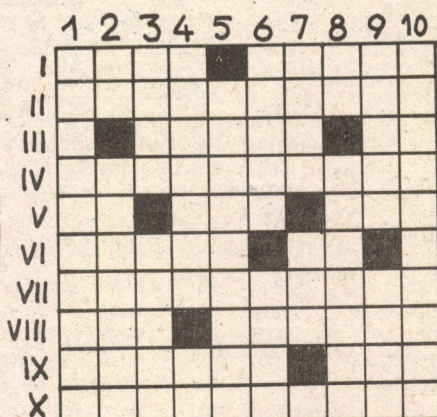
térise la soi-disant justice dans notre société.

Toutefois, et bien qu'elle manifeste ses sympathies pour tous ceux qui ont élevé leur voix afin de dénoncer tout ou partie des exactions de la justice, le ton de Colette Piat est souvent méprisant envers les victimes de la justice. Il irrite. Car si, pour elle, tous les maux de l'appareil judiciaire sont à mettre au compte de la société, c'est surtout à la bêtise des gens qu'elle fait référence lorsqu'elle parle de ladite société. Et c'est à une conclusion désabusée qu'elle arrive : « Aujourd'hui, la société judiciaire (...) protège le riche contre le pauvre et l'employeur contre l'employé. Demain, elle peut basculer, elle basculera, dans une férocité inverse sans doute ». Ce jugement limite singulièrement la portée de la dénonciation.

Laurent GORDON

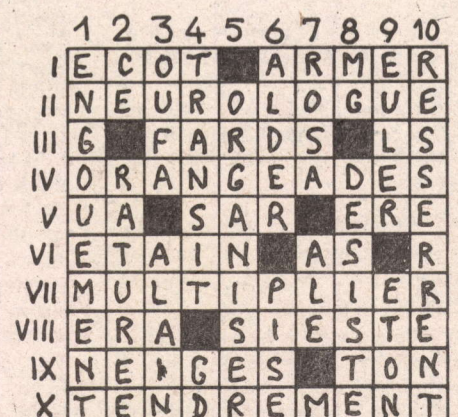
Une robe noire accuse de Colette Piat - Presses de la Cité - 30 F.

## MOTS CROISES



**HORIZONTALEMENT.** — I. Entre deux âges. — II. Un tel engin fait du dégât. — III. Publie - Sur le Danube. — IV. Même dorée, personne n'en veut - Mat, il ne s'en sort pas. — V. Patrie de certain sabot. — VI. Recouvrir d'une feuille - Cri enfantin précurseur d'un drame. — VII. Pas très ouvert - Quand on en est hors, on vous met dedans. — VIII. Il faut être malade pour y mettre son nez. — IX. On la dit très gracieuse - L'écu l'est parfois. — X. Un quart d'an - Manquant de tête.

**VERTICALEMENT.** — 1. Première lecture. — 2. Donne parfois un petit vélo - Sans l'emballage. — 3. C'est pas de la démocratie ! — 4. A y entrer, on risque les coups - A une tête à bois. — 5. Levant - Amusants. — 6. Toujours de bois - Possessif. — 7. Démonstratif - Jamais ancien - Fête vietnamienne. — 8. Interchangeable. — 9. Pas fort du tout - On prête l'oreille pour ne pas la quitter. — 10. Les courageux ne le sont pas toujours.



## ○ Aux Dossiers de l'écran :

### Section spéciale

de COSTA-GAVRAS

Le film de Costa-Gavras et Jorge Semprun projeté mardi dernier, en introduction aux Dossiers de l'écran, relate la première audience de la Section spéciale. Celle-ci était un tribunal d'exception constitué en août 1941, chargé de la répression, en vertu d'une loi prise pour la circonstance, antidatée cyniquement de dix jours et à effet rétro-actif, traitant des délits de « terrorisme », c'est-à-dire tout simplement de propagande anarchiste et communiste.

Le film montre comment le gouvernement de Vichy, à la suite d'un attentat commis contre un officier allemand, décida de faire condamner à mort, pour « faire un exemple », des « Juifs et communistes » quasiment pris au hasard parmi les prisonniers de la Santé.

Trois condamnations à mort furent ainsi prononcées. Il s'agissait d'accusés déjà jugés pour les mêmes faits (et condamnés lors du premier jugement à quelques années de prison).

Les personnages du film et toutes les circonstances qui entourent la promulgation de la loi n'ont strictement rien à voir avec la fiction. Tous les faits sont d'une exactitude scrupuleuse.

La plus grande partie des questions posées à SVP portaient sur le comportement général de la magistrature et les pressions du pouvoir politique sur la justice. Ce n'est pourtant que très accessoirement que ce problème-là a été débattu. La conclusion du film qui remarquait que les magistrats de cette Section spéciale étaient toujours en fonction, de même que les questions des télespectateurs, auraient pourtant dû permettre un débat sur l'indépendance de la justice.

Mais il n'en a rien été. Les trois avocats pétainistes présents, dont les défenseurs de Laval et de Pucheu, étaient venus pour expliquer qu'entre « deux hor-



Le débat aux Dossiers de l'écran. A gauche : Marcel Paul. A droite : les avocats de Pierre Pucheu et de Pierre Laval. La justice n'a pas été remise fondamentalement en question. (Norma)

reurs (des condamnations à mort par un tribunal français, ou la désignation d'otages par le commandement allemand), il fallait choisir la moindre ».

En face, Marcel Paul, ancien ministre communiste et ancien condamné du même tribunal, était surtout préoccupé de faire des discours sur le patriotisme des communistes français.

Et que ce soit le magistrat gaulliste, l'avocat qui avait plaidé devant la Section spéciale, ou la présidente Rozès, tout le monde était bien d'accord pour ne pas mettre la justice en question.

Le seul son de cloche un peu discordant fut donné par un jeune magistrat, style « Syndicat de la Magistrature ». Mais lorsque celui-ci essaya, fort justement, de parler des pressions actuelles sur la justice par l'intermédiaire des notations ou des nominations secrètes, des tribunaux spéciaux qui existent toujours, de la loi qui régit la Cour de sûreté de l'Etat (qui a bien des points communs avec celle qui mit en place la Section spéciale, puisque c'est le pouvoir politique qui décide de qui doit comparaître devant elle), des interventions de l'actuel ministre de l'Intérieur dans l'affaire

de Broglie ou de la mutation de Ceccaldi, il y a eu une sorte d'entente tacite de la part de tous les présents pour revenir à ce dont ils préféraient débattre : Vichy et la Résistance.

Il n'en demeure pas moins que le film aura permis de montrer que la justice est une justice qui défend une société donnée, à l'aide de lois prises par et pour les possédants, que les magistrats sont là pour appliquer ces lois, et que leur indépendance théorique n'a aucun rapport avec la réalité.

Thérèse LEMARCHAND.

## EXPOSITION

### LA PEINTURE ALLEMANDE A L'EPOQUE ROMANTIQUE

La première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle a vu naître en Allemagne les œuvres de prestigieux poètes et musiciens tels que Goethe ou Beethoven. La peinture n'a pas eu la même renommée.

Mais la philosophie idéaliste, et parfois religieuse, qui régnait en Allemagne dans les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle, l'a imprégnée également : « Dieu est partout, dans le moindre grain de sable; j'ai voulu le représenter une fois aussi dans les roseaux », a écrit le peintre Friedrich. Cela se traduit parfois par des symboles qui prêtent à sourire. Mais, s'il est arrivé à certains peintres allemands installés à Rome (que Goethe appelait « les bigots ») de rester prisonniers de ces symboles en imitant de façon stérile des œuvres de la Renaissance ou du Moyen-Age, c'est l'exception parmi les œuvres exposées.

Ce qui est marquant chez bon nombre d'artistes, c'est que les thèmes exprimés ou les univers décrits semblent renfermés sur eux-mêmes. Il y a peu de descriptions de groupe, tout au plus dans les scènes de la vie au village; mais surtout des couples ou des individus, symbolisant l'amour, l'amitié ou bien la solitude. Rarement on dépasse le cadre familial.

Cette tendance au repli sur soi, à la rêverie ou à la solitude a probablement une explication par réaction au caractère étouffant et oppressif de la société allemande de l'époque.

Dans les années autour de 1848 se dessine une évolution : certains peintres dépouillent leur art de toute grandiloquence, de tout symbole se référant à l'antiquité ou à la religion, et même l'un d'eux, Menzel, préfigure l'impressionnisme. C'est sur des œuvres évoquant des scènes de la révolution de 1848 en Allemagne que s'achève l'exposition.

A.J. SANLLIARD

### LA PEINTURE ALLEMANDE A L'EPOQUE DU ROMANTISME.

A Paris, à l'Orangerie des Tuileries, M<sup>e</sup> Concorde. Tous les jours sauf le mardi de 10 à 20 heures. Le mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 février.

## sélection

### Samedi 8 janvier

ANTENNE 2 - 13 h 35 - L'aube des hommes. Seizième émission intitulée « Nous, les hommes de Cromagnon » relatant la découverte en Périgord des restes de ce très lointain ancêtre, de l'homme moderne.

FR3 - 18 h 45 - Pour la jeunesse : Musique Buissonnière propose une « petite histoire du jazz ».

### Dimanche 9 janvier

FR 3 - 16 h 55 - Les grandes batailles du passé : Carthage (146 ans avant J.C.) - Le récit de la destruction de Carthage par les armées romaines.

FR3 - 22 h - La leçon de musique : la clarinette, avec Michel Portal qui interprète des œuvres de Brahms, Stravins-

ki, etc.

FR3 - 22 h 30 - Film : La vie d'Emile Zola, de William Dieterle. Ce film daté de 1937, dont le réalisateur avait fui l'Allemagne nazie, dénonce sans réserve l'antisémitisme régnant en France à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Un film à voir.

### Mardi 11 janvier

TF 1 - 20 h 30 - La dernière aventure des Lapons - Un documentaire sur le mode de vie de ces hommes vivant au nord du cercle polaire.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les Dossiers de l'écran proposent un montage de documents d'actualité sur le thème « Il y a vingt ans : Suez », relatant l'intervention des troupes franco-britanniques en Egypte au lendemain de la nationalisation du canal de Suez par Nasser, le 26 juillet 1956.

Le point de vue des impérialistes anglo-français à toutes les chances d'être

particulièrement mis en valeur lors du débat qui suivra et auquel participeront Christian Pineau, ministre de l'époque des Affaires Etrangères, le capitaine Alain Léger, de l'état-major du général Beaufre, commandant des forces terrestres au cours de l'opération, l'ambassadeur de Grande-Bretagne en France en 1956, Lord Cladwyn Jebb, etc. TF 1 - 21 h 30 - A la poursuite des étoiles : le soleil. Avec la participation de différentes personnalités scientifiques, une émission intéressante.

### Mercredi 12 janvier

TF 1 - 22 h - Médecine : les spéléos de la médecine. Comment pratiquer l'examen à l'intérieur de l'organisme.

ANTENNE 2 - 21 h 30 - « C'est-à-dire » : Willy Brandt.

### Jeudi 13 janvier

TF 1 - 20 h 30 - L'événement : débat Marchais-Fourcade, à

propos de l'enquête concernant les compagnies pétrolières, menée alors que Fourcade était ministre de l'Economie et des Finances, l'an passé.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Film TV : Le balladin du monde occidental. Une comédie irlandaise bien menée.

FR3 - 20 h 30 - Film : Remorques, de Jean Grémillon, avec Jean Gabin et Michèle Morgan. Les dialogues sont de Jacques Prévert. Drame psychologique.

### Vendredi 14 janvier

TF 1 - 14 h 25 - Film : Vingt-quatre heures de la vie d'une femme, de Dominique Delouche, avec Danielle Darrieux. D'après le roman de Stefan Zweig. Drame sentimental.

FR3 - 20 h 30 - Vendredi : faits divers. « Elèves perdus », tel est le titre de l'émission qui s'interroge sur les rapports

entre les professeurs et les élèves.

ANTENNE 2 - 21 h 30 - Apostrophes : quand les avocats jugent la justice. Emission à laquelle participeront des avocats ayant publié des livres concernant leur profession, parmi lesquels Robert Boyer, Colette Piat mais également Jean-Louis Tixier-Vignancourt, avocat d'extrême-droite.

FR3 - 21 h 30 - Voyages dans le Cosmos, ou la nouvelle astronomie populaire. Cette première émission de la série s'intitule « Un grand précurseur, Camille Flammarion ». ANTENNE 2 - 22 h 45 - Film : Lancelot du Lac, de Robert Bresson. Un épisode de la légende des Chevaliers de la Table Ronde.

### Dimanche 16 janvier

FR3 - 22 h 30 - Film : Aventures en Birmanie de Raoul Walsh.

## Portugal :

# L'équilibre fragile

Le budget et le plan d'austérité présentés par Mario Soares viennent d'être approuvés par le parlement portugais, grâce à l'abstention des communistes et des centristes du CDS.

Cette abstention était nécessaire pour que passent les mesures proposées par un ministère socialiste qui gouverne sans la majorité à la chambre (seulement 34 %). Elle constitue donc un soutien à Mario Soares aussi bien de la part du Parti Communiste que de la droite.

Le Parti Communiste a accepté le plan d'austérité, bien qu'il soit directement dirigé contre les travailleurs et vise à la diminution de leur niveau de vie par la réduction de la consommation, la suppression du 13<sup>e</sup> mois de 1976, transformé en bon du Trésor, donc en épargne forcée. Cet assentiment du Parti Communiste s'inscrit dans la logique de sa politique qui, malgré polémiques et attaques inspirées par la mauvaise humeur devant le refus hautain des socialistes, con-

siste à essayer de gagner à tout prix l'alliance des dirigeants du Parti Socialiste.

La droite qui, depuis quelque temps manifeste son mécontentement à propos de quasiment toutes les questions et notamment de la restitution des terres occupées de l'Alentejo, s'est abstenue également. De toute évidence, elle ne tient pas aujourd'hui à rompre l'équilibre politique mis en place.

D'abord, elle ne tient sans

doute pas à hériter d'une situation où l'économie est en plein marasme et où l'inflation atteint le chiffre de 26 %. Et puis, aujourd'hui encore, la classe ouvrière portugaise n'est pas brisée, loin de là, même si elle a subi des revers. Il est probable que les travailleurs ne sont pas disposés à accepter sans rien dire de voir leur niveau de vie revenir à la situation d'avril 1974... ou du moins il faut des hommes politiques en qui ils ont plus ou moins confiance pour le leur imposer. De même les ouvriers agricoles de l'Alentejo montrent actuellement qu'ils n'acceptent pas la restitution des terres.

Aussi, la droite préfère laisser le gouvernement — et la responsabilité de la crise et des mesures impopulaires — au Parti Socialiste qui détient la confiance des classes laborieuses. Mais cela ne l'empêche pas de continuer à préparer la relève et pour cela en particulier de faire pression pour que la « normalisation » du Portugal se poursuive, notamment au sein de l'armée.

Ainsi, le général José Morais de Silva a démissionné de son poste de chef d'état-major de l'armée de l'air pour protester contre les promotions rapides dont ont bénéficié certains militaires à

la faveur d'un des événements d'avril 1974.

Lui-même avait d'ailleurs été promu du grade de commandant à celui de général à titre temporaire en mai 1975. Il s'agit donc d'un geste symbolique, qui vise à remettre en cause le grade des membres trop « à gauche » du Conseil de la Révolution. Cette dénonciation des promotions par un certain nombre d'officiers conservateurs et cette volonté de revenir à une conception de la hiérarchie plus traditionnelle, laissent entrevoir la volonté de certains de préparer un nouveau coup de balai à l'intérieur de l'armée, coup de balai qui éliminerait ce qui reste des jeunes officiers qui, en 1974, s'étaient mis en tête de transformer radicalement le pays.

Aujourd'hui encore, les socialistes portugais maintiennent un certain équilibre entre les forces de droite et les classes laborieuses. C'est leur rôle et la droite les appuie encore pour cela. Jusqu'au moment où, les socialistes ayant permis à l'extrême-droite de reprendre l'armée complètement en main et démoralisée ou muselée la classe ouvrière, la droite pourra se débarrasser d'eux sans problème.

Irène BROSSARD

## Espagne :

# le Parti Communiste plein de bonne volonté

La « mini-commission » de l'opposition chargée de discuter avec le gouvernement de l'amnistie générale des prisonniers politiques et de la reconnaissance des partis politiques sera donc composée de quatre participants. Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, les Démocrates-Chrétiens, l'opposition basque et les libéraux y seront représentés. Quant au Parti Communiste, il s'en est volontairement éliminé pour montrer sa bonne volonté au gouvernement qui le jugeait indésirable en la circonstance. Il a affirmé par contre qu'il comptait faire partie de la prochaine délégation chargée de négocier les condi-

tions politiques des futures législatives.

La semaine dernière, le gouvernement Suarez faisait des gestes d'apaisement — libération des dirigeants communistes, dissolution du tribunal d'exception (le Tribunal d'Ordre Public), dessaisissement des tribunaux militaires de toutes les affaires ne concernant pas l'armée. Aujourd'hui c'est donc le PCE qui multiplie les gestes de bonne volonté en même temps d'ailleurs qu'il multiplie les déclarations politiques en faveur de la réconciliation nationale.

Tout cela n'est pas bien nouveau, le Parti Communiste Espagnol lie toutes ses perspectives à la mise en place

d'un régime de démocratie parlementaire où il aurait droit de cité. Pour se faire admettre, tant par l'opposition que par le gouvernement, il doit se faire grand par son audience mais tout petit par sa volonté de changer le sort des travailleurs.

Et si, demain, une amnistie est prononcée comme c'est probable, si, au terme de quelques nouvelles péripéties peut-être, le PCE est légalisé, les travailleurs ne pourront que s'en réjouir mais tout en sachant bien pourtant qu'ils ne doivent pas compter sur ce même Parti Communiste pour défendre leurs intérêts de classe.

H.M.

## Rhodésie :

# Ian Smith à la recherche de ses "interlocuteurs valables"

Deux des ministres noirs du gouvernement Smith de Rhodésie ont démissionné le 29 décembre de leurs fonctions pour créer aussitôt l'Organisation des Peuples Unis du Zimbabwe, la ZUPO.

Le but de la ZUPO, selon ses fondateurs, est « d'informer le peuple de Rhodésie, et il est donc nécessaire que la ZUPO soit présente chaque fois que se tient une conférence constitutionnelle ». En d'autres termes, la ZUPO se déclare prête à participer à la conférence de Genève, qui doit reprendre le 17 janvier, où doivent se décider des modalités de la passation des pouvoirs de la minorité blanche à la minorité noire.

Or le Premier ministre Ian Smith a bien des difficultés à cette conférence. Il veut s'en tenir rigoureusement au plan Kissinger et imposer la présence d'une majorité blanche dans le gouvernement de transition, à mettre en place durant une période de deux ans, avant de céder le pouvoir aux représentants de la majorité noire. Mais les leaders nationalistes noirs, s'appuyant sur la lutte des guérilleros contre l'armée rhodésienne, forts également de la volonté des Américains et des médiateurs britanniques d'en finir au plus tôt avec la question rhodésienne, se refusent à juste titre à laisser les racistes blancs aux postes de commande, notamment dans la police et dans l'armée, lors de cette période transitoire.

Lorsque la conférence de Genève avait été suspendue en décembre dernier, Ian Smith avait déclaré qu'il souhaitait négocier avec d'autres leaders africains plus modérés que les dirigeants du Front Patriotique qui siègent à la conférence.

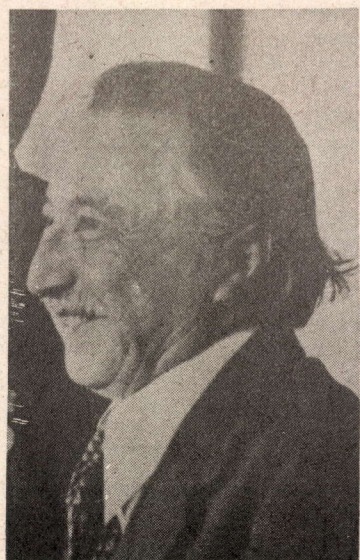
Il semble donc qu'il ait trouvé, en la personne des deux ministres noirs démissionnaires qui ont créé la ZUPO, les éléments modérés qu'il cherchait. Ces derniers se déclarent favorables au « monde libre » et au combat contre le terrorisme. Il est sans doute possible au gouvernement blanc de trouver parmi les politiciens noirs quelques hommes prêts à composer. Mais il reste à faire admettre ces individus, comme ses représentants, à l'ensemble de la population noire et en particulier à ceux qui, en entamant le combat, ont obligé les colons et leurs protecteurs impérialistes, Américains ou Anglais, à envisager la fin de la Rhodésie raciste.

Et ceux qui militent et se battent dans les bidonvilles ou les campagnes du Zimbabwe ne peuvent plus se laisser prendre aux ruses grossières d'un Ian Smith, même lorsqu'il s'abrite derrière les ombres de quelques notables africains.

Hélène DURY

## Corvalan :

# la main tendue aux fourriers de Pinochet



Luis Corvalan, le secrétaire général du Parti Communiste Chilien, récemment sorti des prisons chiliennes, vient de se déclarer en faveur d'une « action conjointe » du PC chilien « avec le parti démocrate-chrétien et les autres forces démocratiques contre la dictature » (...) faisant ainsi un appel ouvert à ce parti de droite qui a milité ouvertement pour la chute d'Allende.

Quand elle était au gouvernement, la gauche chilienne n'a pas voulu s'en prendre à l'appareil d'Etat et à l'extrême-droite, elle a situé toute son action dans le cadre de cette démocratie parlementaire où elle n'était pas majoritaire, elle recherchait une entente ouverte ou tacite avec la Démocratie-Chrétienne.

La Démocratie-Chrétienne n'était soucieuse que du rétablissement de l'ordre des possédants, quitte elle-même à y perdre jusqu'à sa propre existence de parti.

Des milliers de travailleurs ont payé de leur vie cette politique de l'Unité populaire. Et c'est celle-là même que Corvalan propose aujourd'hui ?

Il faut bien que le stalinisme tourne complètement le dos aux intérêts de la classe ouvrière pour oser indiquer comme voie à celle-ci l'union avec ceux qui ont armé le bras de ses bourreaux.

J.M.